

SAHEL MAG

Magazine trimestriel d'informations économiques et d'analyse - N°008 - Septembre 2026

Maradi



Des potentialités commerciales et économiques à valoriser

Nous voici à Maradi



Par Moustapha ALOU

Voici donc le Sahel Mag consacré à la région de Maradi avec un focus sur plusieurs villages, communes, départements et sur plusieurs acteurs et secteurs d'activités dont le commerce, l'industrie, les mines, le travail de la terre, l'élevage, l'entrepreneuriat, l'art et la culture.

Du reste, le 17 novembre 2025, au cours du grand rassemblement organisé à l'arène Yacouba Ango dit Kantou par la population de Maradi à l'occasion de la visite que leur a rendue le Président de la République, Chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, il a été beaucoup question de l'essor de cette région.

A ce sujet, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani a, dans sa communication, attiré l'attention des opérateurs économiques de Maradi sur l'importance voire la nécessité d'investir dans l'industrialisation afin de participer au développement national, sans oublier l'impact d'un tel acte de nature à renforcer l'économie et l'emploi des jeunes.

Dans le même sillage, le Président de la République, Chef de l'Etat, a exhorté la jeunesse nigérienne en général et celle de la région de Maradi en particulier à s'intéresser au travail de la terre et au Programme Grande Irrigation. Quelques mois après cette intervention du Chef de l'Etat, au-delà des actions institutionnelles, plusieurs projets concrets portés par des opérateurs économiques de Maradi et l'engagement de la jeunesse dans le développement socio-économique régional sont lancés, illustrant non seulement la volonté de la région d'accompagner la dynamique de construction d'un Niger nouveau, mais aussi prouvant que le message présidentiel a été bien entendu.

Dans l'interview qu'il a accordée à nos équipes, le gouverneur de la région de Maradi est largement revenu sur cette effervescence économique qui s'est emparée des porteurs d'initiatives et de projets de la région qui voient leurs initiatives et projets aboutir dans tous les secteurs.

Vous y trouverez également les entretiens exclusifs des dépositaires du pouvoir coutumier, leurs Altesses le Sultan de Katsina Maradi et le Sultan du Gobir.

Ce numéro de Sahel Mag, consacré à la région de Maradi, vous fait découvrir l'agriculture irriguée à Djirataoua, l'exploitation semi-mécanisée de l'or à Dan-Issa et plusieurs filières telles que celles du Kilichi, du souchet, du sésame et du manioc à Gazaoua, Tchadoua et Tessaoua, sans oublier le poisson et les tombeaux des 99 Saints à Madarounfa. Nous allons également en immersion dans les grands marchés départementaux dont ceux de Guidan-Roumji, Aguié, Gazaoua, Mayahi, de Dakoro et au centre secondaire de multiplication de Fako Nord-Dakoro et celui des caprins de Maradi, établissement de référence pour la sélection, la multiplication et la vulgarisation de la chèvre rousse.

Dans le domaine de l'environnement, nos envoyés spéciaux vous amènent à la découverte de la réserve de Gadabéji, plus précisément du site de translocation des girafes, et à Aguié dans la réserve de Dodo Dan Kada tout comme le site de la RNA de Dan Saga non loin de la localité de Maijirgui.

L'autonomisation des femmes, les Activités Génératrices de Revenus, les initiatives communautaires personnelles dans plusieurs domaines ont également été abordées dans ce numéro.

Enfin, à l'image de toutes les populations de notre pays, celles de Maradi sont résolument engagées aux côtés des responsables de la Nation dans le cadre de la défense de la patrie, la défense du territoire national et la sécurité des personnes et de leurs biens.

Elles l'ont d'ailleurs démontré à travers l'organisation dans toute la région de gigantesques rassemblements, marches et meetings de soutien aux plus hautes autorités de notre pays.

Au demeurant, face à ce défi sécuritaire et autres menaces, d'importants efforts sont déployés par les forces de défense et de sécurité tant au niveau national que régional.

Ces efforts et cette présence de l'Etat contribuent, il faut le relever pour s'en féliciter, à rassurer les populations et à leur permettre de vaquer, sans grandes difficultés, à leurs occupations et participer pleinement à l'œuvre de construction nationale.

Maradi, hier et aujourd'hui : à la quête d'un nouveau souffle

La région de Maradi, située au centre sud-est du Niger, couvre une superficie de 41 796 km² avec une population estimée à 5 249 420 habitants dont 2 666 778 femmes. C'est la 2^e région la plus peuplée du pays, alors qu'elle est la 2^e la moins étendue en termes de superficie juste devant celle de Dosso avec ses 33 850 km². Elle comprend neuf (9) entités administratives (départements) incluant la Ville de Maradi à savoir Aguié, Bermo, Dakoro, Gazaoua, Guidan-Roundji, Madarounfa, Mayahi, Tessaoua et la Ville de Maradi.

Autrefois qualifiée de "capitale économique du Niger" à juste titre, Maradi est une région d'agriculture et d'élevage par excellence, mais aussi de commerce. Elle abritait également de nombreuses unités industrielles. Aussi, dès qu'on parle de commerce au Niger, les noms de Maradi et des Maradawa viennent en tête.

Aujourd'hui, ce statut de "capitale économique" est loin d'être une évidence même si elle jouit toujours d'un potentiel largement supérieur à celui des autres régions dans plusieurs domaines.

En effet, depuis quelques années, la région fait face à divers défis dont l'insécurité à ses frontières avec le grand voisin du Sud, la question démographique et ses corollaires en termes d'accès aux services sociaux de bases et aux terres agricoles, la fermeture progressive des unités industrielles en raison de la concurrence sauvage des produits venus du Nigeria et les contraintes administratives dont se plaignent bon nombre d'opérateurs économiques.

Cependant, tout n'est pas perdu définitivement. Des perspectives et des espoirs d'un nouvel éclairci pointent également à l'horizon au regard des promesses d'un nouveau départ dans le cadre de la Refondation du pays, le Programme Grande Irrigation, la facilitation promise par l'Etat dans le cadre de la mise en place des unités industrielles de transformations. Il y a



Archives ONEP

aussi le tant attendu chemin de fer Kano-Maradi dont les travaux progressent normalement, le développement du secteur minier avec l'exploitation aurifère qui est en train de donner un nouveau souffle à la région.

A Maradi, le commerce est dans le sang, le sens des affaires habite toutes les âmes. L'essor économique remonte aux années coloniales, avec notamment l'industrie arachidière qui s'est fortement développée, attirant dans son sillage toute une panoplie d'initiatives locales, au point où en 1986, l'écrivain Emmanuel Grégoire écrivait un livre intitulé « Les alhazai de Maradi (Niger) : histoire d'un groupe de riches marchands sahéliens » Aujourd'hui, les jeunes et moins jeunes maradawa se battent comme des grizzlis pour perpétuer l'héritage légué par leurs aïeux, les riches marchands à l'image de Bala Dan Sani, Elhadji Garba Maisadjé et bien d'autres opérateurs économiques qui se sont fait un nom dans la région tout au long des décennies passées.

En somme, malgré les défis du moment, les Maradawa ne baissent pas les bras. La force de caractère et l'état d'esprit d'entrepreneur qui consiste à chercher à construire sa vie continuent de maintenir un niveau d'activités toujours élevé dans divers secteurs : agriculture, commerce, transit douanier, notamment.

Peut-être que dans quelques années, la résilience des Maradawa, les nouvelles opportunités qui s'offrent à eux et les initiatives qui se développent permettront à la région de retrouver un nouveau souffle. Maradi : capitale économique du Niger redeviendra alors une réalité plus vivante, pour le bonheur des Maradawa et pour l'essor du Niger tout entier.

Siradji Sanda

SAHEL MAG

Place du Petit Marché
BP: 13 182 Niamey (R. Niger)
Tél : 20 73 34 86/87 Email : onep@intnet.ne
Site web : www.lesahel.org

Directeur de Publication
MOUSTAPHA ALOU

Direction de la Rédaction et des Centres Régionaux (DR/CR)
Directeur : Sanda Mamane Siradji ; 20 73 99 86
Secrétaire de Rédaction : Zabeirou Moussa

Direction Technique (DT)
Directeur : Laouali Souleymane ; 20 73 99 87
PAO : Inoussa Oumarou

Direction Commerciale (DC)
Directeur : Tinni Abdou Soumana ; 20 73 22 43
Chef Service Commercial et Marketing : Rachida Hassane Yayé

Chef service Recouvrement : Bassira Mahamadou Sadi

Composition : ONEP
Tirage : 5000 Exemplaires

Exploitation minière semi-mécanisée d'or à Dan Issa

L'entreprise ROWA marque une nouvelle phase de l'activité aurifère au Niger

La ruée vers l'or en juillet 2021 suite à la découverte des traces du métal jaune aux alentours de Kondago a sorti de l'anonymat ce village situé dans la commune rurale de Dan Issa, et dont même certains habitants de la région ignoraient le nom jusque-là. Mais l'effervescence n'a duré que quelques mois puisqu'il y a eu malheureusement l'effondrement des puits et galeries anarchiques, faisant une dizaine de morts parmi les orpailleurs. Ce qui a amené le gouvernement nigérien à fermer le site en novembre 2021 et à y interdire l'extraction artisanale d'or. Après ce drame, l'Etat a réorganisé l'activité minière qui doit faire désormais l'objet d'une autorisation, de contrôle en matière de sécurité, de respect des normes sanitaires, environnementales, etc. C'est dans ce contexte que l'entreprise ROWA United CO. SARL a obtenu l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée dans la commune rurale de Dan Issa.

Spécialisée dans l'exploitation, l'extraction, le traitement et la commercialisation de l'or, la société de droit nigérien détenue majoritairement par le nigérien Aboubacar Djibo Moustapha s'investit dans l'activité aurifère au Niger, précisément dans la région de Maradi depuis 2024. L'entreprise dispose de 6 autorisations attribuées par les arrêtés n°0065 à 070/MM/SG/DCMFM du 11 juin 2024, des prospectes 1 à 6, d'une superficie totale de 30 km² dans la commune rurale de Dan Issa. L'équipe de Sahel Mag, qui s'est rendue sur le site en septembre 2026, vous mène au fil de la chaîne d'extraction et de traitement l'or par la société.

Le site où opère ROWA United CO. SARL est à environ 7 km au sud de Dan Issa.

L'exploitation se déroule pour le moment sur le prospect 6 tandis que le site de traitement se trouve sur le prospect 4. Notre équipe, annoncée en amont, franchit l'entrée des lieux, aux environs de 11h, après les vérifications d'usage. Au fur et à mesure que nous progressons, le décor et l'ambiance renseignent sur la nature des activités pratiquées. Des tas d'argile, de calcaire, des panneaux indiquant la sortie des camions et engins, appellent à la prudence. Des bruits des machines, de camions-bennes déversant des chargements, des cheminées d'où monte la fumée, témoignent de l'intensité des activités. Près d'un bâtiment administratif, autour d'une table, sous un hangar, sourire au bout des lèvres, M. Sido Amadou assure la permanence du mois sur le site en tant que représentant du ministère des mines. Sa présence aux côtés des agents de l'administration de la société ROWA, nous dirait-on, répond aux exigences du memorandum d'entente signé entre ROWA SARL et le ministère des mines. Il s'agit de suivre l'évolution des activités de la chaîne d'exploitation, de l'extraction du minerai jusqu'au traitement, à la pesée du produit fini, c'est-à-dire le lingot d'or.



Issa Moussa/ONEP

Une vue de l'usine de traitement du minerai d'or

« L'objectif est de garantir la traçabilité dans toute la chaîne opératoire des activités d'exploitation de la Société, suivant le programme de travaux défini dans le Cahier des charges », précise M. Sido Amadou. La qualité du produit, les aspects de l'hygiène, de la sécurité, de l'environnement, tels que pris en compte dans la loi minière, sont également évalués. Après ces brèves explications, casques de sécurité fixés sur nos têtes, nous embarquâmes pour la visite des différents endroits de la chaîne d'exploitation.

Au fil de la chaîne d'extraction et de traitement du minerai d'or

Les véhicules nous transportant descendent dans une vaste fosse où des pistes en pente douce tournent le long des parois menant au fond de la mine. Nous restons juste au milieu de la pente d'où nous observons les camions-bennes qui continuent jusqu'en bas. La méthode d'exploitation utilisée est celle dite à ciel ouvert. La roche est tendre ici, pas nécessaire d'utiliser des explosifs, relève Arafat, un jeune cadre de la direction régionale des mines de Maradi. L'extraction du minerai se fait donc par excavation mécanique. De gros engins, notamment les pelles « Poclair », les marteaux-piqueurs hydrauliques, manœuvrés par

des conducteurs aguerris décapent, creusent le sol et chargent les camions qui remontent. Le minerai riche en or extrait de cette carrière est transporté par des camions qui font la navette entre la carrière et l'usine de traitement avec une moyenne de 150 à 200 chargements par jour. Nous quittons la carrière pour la partie du site où les camions déversent les chargements au niveau des machines de concassage et broyage ; là où commence le traitement du minerai.

Dans le bruit des engins, le superviseur, M. Djibril Ahmed, nous explique comment se déroule le processus. Il y a plusieurs étapes, avec l'utilisation des techniques de traitement physiques et physico-chimiques pour obtenir le produit qui a une valeur commerciale, transformable en métallurgie que l'on appelle lingot d'or. A l'étape du traitement chimique, M. Sido Amadou résume ce que nous avons observé. « En gros, ROWA utilise deux types de procédés essentiels dans le traitement du minerai de l'or : la séparation par densité, méthode qui consiste à séparer l'or par gravité après le passage par des opérations de concassage puis de broyage avec l'utilisation de plusieurs types de machines par voie sèche et/ou humide ; et le traitement par lixiviation en tas et charbon actif. Ce processus varie dans la durée selon le dispositif par collecte dans des colonnes à charbon actif », explique le spécialiste. Une grande quantité d'eau provenant de l'exhaure dans les carrières ou des forages est utilisée dans le traitement du minerai. Cette ressource est gérée avec précaution pour éviter son gaspillage car, une taxe est payée sur chaque m³ d'eau.

Conformément au mémorandum d'entente, le représentant du ministère des mines suit, du matin au soir, toute la chaîne d'exploitation et de traitement et, ensemble, ils font un bilan de production. « Quand le minerai est lavé, traité, calciné, après l'obtention du lingot d'or final, on se retrouve avec toutes les unités, pour peser la production », fait savoir M. Sido Amadou. Nous n'avons pas assisté à la séance en question. Aussi, pour des raisons particulières, nous a-t-on indiqué, les informations sur la production ne peuvent être rendues publiques, mais la pureté de l'or produit par ROWA est de 22 carats. Toutefois, pour ce qui est des ouvriers temporaires, leur paiement se fait chaque quinzaine sur la base de la production réalisée par leurs équipes.

Le contenu local, un volet à part entière chez ROWA

Conformément à l'ordonnance n° 2024-34 du 02 août 2024 relative au Contenu Local dans les domaines des Mines et des Hydrocarbures, la main d'œuvre est constituée essentiellement d'ouvriers des localités où se trouve le site minier, des villages de la zone et quelques-uns venant des autres régions du Niger. Notre présence sur le site de Kondago a coïncidé avec les travaux en cours d'installation d'une deuxième unité de traitement de minerai d'or. Ce sont des équipements flambant neufs commandés auprès d'une firme chinoise. Ce chantier constitue une occasion de la mise en œuvre du contenu local dans ses volets de formation, de développement des compétences locales et de transfert de technologie.



Issa Moussa/ONEP

Une vue de la carrière

Chef de l'Unité de développement communautaire à la société ROWA, M. Aboubacar Malam Salha indique que la question du contenu local touche un aspect fondamental de leur politique d'entreprise. Elle va, dit-il, des investissements réalisés au bénéfice des communautés à l'utilisation de la main-d'œuvre locale, à la formation, au renforcement des capacités, à l'acquisition des compétences techniques, ainsi qu'au transfert progressif de savoir-faire et de technologies. « Sur le plan de l'emploi, notre approche consiste à favoriser chaque fois que les compétences requises sont disponibles, la participation de la main-d'œuvre nigérienne, et particulièrement celle issue des communautés environnantes », assure-t-il. L'ambition de ROWA, ajoute M. Aboubacar Malam Salha, est également de faire en sorte que les Nigériens qui travaillent avec l'entreprise puissent apprendre, se perfectionner et acquérir une expérience technique susceptible de servir durablement. « La nouvelle unité de traitement actuellement en cours d'installation constitue justement une opportunité importante dans cette démarche. Nous accordons une attention très particulière à la participation des travailleurs et techniciens nigériens aux différentes opérations auxquelles ils peuvent être associés, pour qu'ils apprennent les procédés techniques, les méthodes de démontage, le fonctionnement des équipements, ainsi que les exigences d'exploitation et de maintenance », souligne-t-il. Dans une partie du chantier, sur les 31 personnes mobilisées, il y a un seul technicien chinois. Tous les autres sont des Nigériens. Les ouvriers apprennent déjà à utiliser plusieurs machines ; les soudeurs acquièrent progressivement de l'expérience, certains se forment en électricité, en maintenance des engins et d'autres interventions techniques.

Soudeur depuis une vingtaine d'années exerçant auparavant à Niamey, Ibrahim est arrivé sur le site minier où il a été engagé, il y a 6 mois. Agent permanent de ROWA, il est parmi les ouvriers spécialisés qui participent aux côtés des chinois aux travaux d'installation de la nouvelle usine de traitement de minerai. Ibrahim salue l'arrivée de la société ROWA au Niger ainsi que son impact en matière de création d'emplois. « Mon souhait est que les jeunes soient davantage employés car, le travail éloigne

de toute mauvaise tentation », lance Ibrahim.

Enseignant dans une école primaire dans l'inspection de Chadakori 1 dans le département de Guidan Roumdji, Mahaman Noura Ibrahim a profité de ses vacances pour venir travailler sur le site minier. Il fait partie d'un groupe d'ouvriers en maçonnerie. « Dieu merci, on gagne de quoi subvenir à nos besoins en travaillant comme ouvrier temporaire ici », se réjouit-il. Habitant du village de Kondago, Sanoussi Abdoulaye dit « Inginia », est maçon et chef d'une équipe, composée d'une trentaine d'ouvriers venant de Dan Issa et de Gazaoua. « Alhamdoulillah, nous sommes toujours occupés ici. Si un chantier finit, un autre démarre. Notre situation s'est améliorée avec le travail que nous faisons ici depuis deux ans. Avec ce que je gagne, j'ai acquis un terrain et je m'apprête à y construire », affirme tout satisfait Sanoussi Abdoulaye, montrant une moto que le patron de la société ROWA lui a offerte.

Certains aspects des retombées de la présence de la société sont en effet visibles dans les localités voisines du site minier. Empruntant régulièrement le chemin qui mène à Kondago à partir de Dan Issa, Arafat de la direction régionale des mines nous a fait remarquer le changement en cours dans des villages où habitent des ouvriers de ROWA. A Garin Malam Dodo ou Kondago, les habitations en matériaux définitifs dont certaines sont en chantiers émergent, remplaçant celles en banco.

Des investissements et des actions sociales

En septembre 2026, la société a un effectif de plus de 2 000 ouvriers locaux. Leur sortie du site à la fin de la journée donne l'impression d'une gigantesque manifestation. Quant aux agents permanents, ils sont au nombre de 430 dont 25 expatriés chinois et 16 soudanais, qui sont liés à ROWA par des contrats de prestations. Les horaires de travail sont de 8 h à 17 h, 6 jours par semaine avec une demi-journée le jeudi, le vendredi étant consacré au repos.

C'est aussi une énorme logistique que mobilise ROWA pour le fonctionnement de l'ensemble du site minier de Kondago : des dizaines de véhicules légers et lourds, des engins pour les travaux dans la mine, la chaîne de traitement du minerai, etc. Actuellement, les groupes électrogènes qui produisent l'électricité nécessaire au fonctionnement de l'usine et les engins consomment 20 000 litres de gasoil par jour. Une consommation qui peut considérablement augmenter avec la nouvelle unité de traitement en cours d'installation pour laquelle un système d'alimentation en énergie composé de 6 groupes électrogènes de 650 KVA et 500 kW chacun est installé.

Le montant des investissements réalisés par ROWA à la date du 30 juin 2026 se chiffre à plus de douze (12) milliards de francs CFA, selon l'administration de la société.

Aussi, dans le cadre des actions prévues par l'ordonnance sur le contenu local, d'importantes réalisations sociales sont financées par la société. Le Chef de la cellule de l'unité de développement communautaire, M. Aboubacar Malam Salha, indique que les dépenses effectuées dans ce sens portent sur la construction des salles de classe pour des écoles, des CSI, des forages, les aides sociales, les appuis, les actions à vocation communautaire ou des formations. Le directeur régional des mines de Maradi, M. Ismaila Garba Hamidou, confirme qu'au cours de l'année 2025,



Issa Moussa/ONEP

la société ROWA a renforcé son engagement en faveur des communautés locales à travers des actions sociales volontaires dans les domaines des infrastructures, de l'éducation, de l'assistance sociale, de la sécurité et de l'appui aux institutions. Dans ce sens, 44 997 895 FCFA ont été consacrés à la construction de deux ponts à Dan Issa et à Naounfana, ainsi que 18 510 000 FCFA à la construction d'un autre pont reliant le CES de Dan Issa à la Route nationale n° 9. La société a également soutenu la réhabilitation de l'inspection primaire de Dan Issa, la construction de salles de classe à Mayana, des infrastructures scolaires et religieuses à Madarounfa, ainsi que l'assistance aux familles des victimes d'accident, pour un montant de 14 000 000 FCFA. Les paiements sociaux volontaires recensés pour l'exercice 2025 s'élèvent à 104 066 549 FCFA, hors valorisation de certaines contributions en nature au profit des populations environnantes, dont les coûts ne sont pas renseignés. La société a par ailleurs fait un don de huit (8) véhicules Pick-up neufs au ministère de la Défense nationale afin de mieux renforcer la sécurité de la zone d'exploitation.

L'arrivée de la société ROWA au Niger, qui a obtenu une autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée dans la commune rurale de Dan Issa en 2024, marque une nouvelle phase de l'activité aurifère dans une zone où certains se souviennent encore de la triste histoire de l'orpaillage, suite à l'accident meurtrier survenu en novembre 2021 aux alentours de Kondago. Avec cette société, relève le directeur régional des mines de Maradi, l'exploitation de l'or est « fondée sur la légalité, la sécurité, la protection de l'environnement et la contribution au développement économique local et national ». Pour le chef de l'unité de développement communautaire à la société ROWA, M. Aboubacar Malam Salha, leur ambition va au-delà de l'exploitation minière et de la création d'emplois : il s'agit de contribuer véritablement à un développement durable.

De par ses investissements, la technologie et les moyens qu'utilise la société, les compétences de son personnel, les perspectives s'annoncent davantage prometteuses pour ROWA qui s'affirme déjà en moins de deux ans d'activités, avec des retombées socioéconomiques pour l'entreprise, les communautés et l'État.

Souley Moutari,
Envoyé spécial

Patrimoine culturel de Bermo

La troupe « Tendé » perpétue l'héritage culturel touareg

Unique troupe artistique de tendé de Bermo, cette formation artistique composée de 40 membres, exclusivement de femmes, s'investit dans la préservation d'un patrimoine culturel transmis de génération en génération et fait vivre cette tradition emblématique de la culture touarègue.

Autrefois, le tendé était essentiellement pratiqué dans les villages, les campements et les hameaux. Aujourd'hui, cette musique traditionnelle s'est invitée jusque dans les grandes villes où plusieurs groupes artistiques animent des cérémonies et des festivités. Le responsable de la troupe, M. Ingal Mahaman, explique que le tendé constitue un art musical hérité de leurs ancêtres et qu'il leur revient aujourd'hui de le transmettre aux générations futures.

A une époque, les passionnés du tendé parcouraient de longues distances à dos de chameau ou de cheval pour participer aux cérémonies et célébrer cette musique traditionnelle. Conscient de l'immense potentiel culturel du tendé, M. Ingal Mahaman a alors décidé de créer une troupe afin de renforcer l'identité culturelle de la commune et d'assurer un accueil traditionnel aux visiteurs. « Il fallait soutenir nos autorités locales à travers cette tradition. L'héritage ne se jette pas, il se préserve et se valorise », affirme-t-il.

La musique de tendé se décline en quatre catégories distinctes. La première est destinée aux moments de détente. La deuxième accompagne les cérémonies de mariage et naissance. La troisième est jouée lors des fêtes populaires

de réjouissance. Enfin, la quatrième revêt un caractère thérapeutique et mystique selon certaines croyances traditionnelles. « En effet, certaines personnes malades ne retrouvent leur énergie qu'après avoir entendu le tendé. Elles peuvent consulter des médecins, des guérisseurs ou des tradipraticiens sans résultat. Mais dès que cette musique est jouée devant elles, elles trouvent la force de se lever pour danser. Elles considèrent le tendé comme un médicament traditionnel », explique M. Ingal Mahaman.

Pour jouer le tendé, des femmes sont mises à contribution en utilisant en chœur leurs mains pour accompagner le rythme. Une autre femme joue le tambour, l'instrument musical confectionné à partir d'un mortier tout en chantant. Deux femmes prennent place sur deux pilons fixés au mortier afin de produire les vibrations sonores, tandis qu'une autre utilise le dos d'unealebasse placée dans un récipient rempli d'eau pour enrichir la résonance de l'ensemble. Les chants interprétés en tamasheq par des femmes rendent hommage aux hommes valeureux, aux guerriers ainsi qu'aux personnalités qui ont marqué l'histoire de leur communauté. Malgré son engagement, la troupe fait face à un important manque de matériel. Le responsable regrette l'absence d'instruments spécifiquement dédiés à la pratique du tendé. « À chaque événement, nous sommes souvent obligés d'acheter ou de fabriquer certains accessoires pour pouvoir jouer », déplore-t-il tout en indiquant que, pour assurer la pérennité de cette tradition, la troupe souhaite bénéficier d'une meilleure visibilité et d'un appui matériel.

M^{me} Mariama Mahaman et M^{me} Kanéné Ibrahim sont deux figures emblématiques de la troupe. Elles possèdent une dizaine d'années d'expérience dans cet art. Toutes deux polyvalentes, elles peuvent occuper plusieurs postes et peuvent se remplacer mutuellement au cours des prestations. « Nous sommes sollicitées pour plusieurs types de cérémonies. Nous fabriquons nous-mêmes nos instruments. Nous portons les tenues traditionnelles touarègues et nos chants rendent hommage à nos autorités coutumières ainsi qu'aux personnalités de notre communauté », explique M^{me} Kanéné. Elles soulignent que la troupe effectue peu de déplacements, mais que cette activité lui procure occasionnellement quelques revenus. « Nous souhaitons vraiment disposer de notre propre matériel afin de continuer à préserver et transmettre cette tradition », conclut M^{me} Mariama.

Assad Hamadou
Envoyé spécial



Centre de formation aux métiers agricoles du village d'Ajaguirdo

Une formation professionnalisante pour les jeunes scolarisés et non-scolarisés

L'agriculture nigérienne ne saurait se développer sans une formation de qualité du capital humain. C'est ce principe de base qui est fort heureusement bien compris dans le département de Dakoro, à travers le site de formation aux métiers agricoles du village d'Ajaguirdo situé à 5 km au nord du chef-lieu du département. C'est un site qui s'étend sur 3 ha et exploité à travers trois filières en l'occurrence la production végétale avec le périmètre irrigué ; animale où se pratique l'embouche bovine et ovine et le développement de la pisciculture et la transformation agro-alimentaire des produits agricoles notamment le maïs, le sorgho, le niébé et l'arachide.

Créé en 2017 sous la tutelle de la commune urbaine de Dakoro, le centre s'appelait site intégré de formation agricole (SIFA) avant d'être rebaptisé site de formation aux métiers agricoles (SFMA) par arrêté ministériel. Le SFMA est un centre d'apprentissage qui allie théorie et pratique pour transmettre des connaissances aux apprenants. La vocation première du site est de former des jeunes scolarisés et non-scolarisés âgés de 15 à 35 ans sur les trois filières précitées. Lorsqu'un apprenant entre dans ce centre, il apprend nécessairement sur les trois domaines pour avoir des notions basiques à travers ce qu'on appelle le tronc commun. La formation dure quatre mois.

Avec une clôture en grillage en état de détérioration avancée, le site offre aux visiteurs une image d'un champ d'expérimentation. A l'intérieur, on voit deux blocs de salles construites et équipées de matériel pour l'encadrement des apprenants, des étangs de pisciculture dans lesquels se prélassent des silures, un air spacieux dédié au séchage des produits agro-alimentaires où se trouvent d'ailleurs quelques femmes qui s'adonnent à cœur joie aux activités de transformation des produits agricoles. Assises à l'ombre d'un arbre, elles échangent sur les nouvelles du jour et baissent la tonalité de la voix pour susurrer lorsqu'on passe à côté d'elles. Un peu plus loin, deux vaches et un taureau sont attachés dans un enclos. Ces animaux sont élevés pour alimenter le biodigester, un dispositif installé avec un mécanisme de chargement, la fosse, le récepteur et la paroi de sortie du



Un dispositif de compostage

gaz. Ici, l'objectif est de produire sur place du compost. La partie du périmètre irrigué demeure verdoyante avec une diversité de végétaux tels que le moringa, la tomate, l'aubergine, le poivron, le piment, la pastèque, le maïs, l'oignon. Le périmètre irrigué est alimenté en eau à travers un forage appartenant à un groupement féminin. Deux systèmes d'irrigation sont utilisés sur ce site. Il s'agit du système de bassin-relai et le système californien. Ce site est exploité toute l'année avec une planification rigoureuse de son responsable. Certaines salles de classes prennent l'allure d'ateliers où juste après la théorie, les apprenants passent à la pratique. Pour ce faire, il existe une panoplie de machines : décortiqueuse, torrificateur, malaxeur, machine d'extraction, et de filtrage ainsi que des appareils phytosanitaires et des outils agricoles. Côté résultats, selon le responsable du site, M. Abou Kassoum Amadou, le SFMA du village de Ajaguirdo a

formé cette année 125 jeunes. Ces derniers ont été scindés en deux groupes dont l'un au nombre de 100 apprenants (filles et garçons) formés dans les deux filières : production végétale et animale, et l'autre composé de 25 jeunes filles dans la filière transformation agro-alimentaire et plus précisément la transformation d'arachide en huile, tourteaux et la pâte d'arachide, des dérivés à forte valeur marchande au Niger.

Développer l'esprit entrepreneurial chez les jeunes

Les trois filières sont inscrites dans la formation pour stimuler l'esprit entrepreneurial des jeunes. La production végétale, animale et la transformation agro-alimentaire sont intimement liées. En effet, le périmètre irrigué permet de produire diverses spéculations susceptibles d'être transformées. La production animale n'est possible que lorsqu'il y a de l'aliment bétail issu de la production agricole. Et pour transformer un produit agricole et animal, il faudrait nécessairement que les deux filières (production végétale et animale) se pratiquent. Et pour Abou Kassoum Amadou, c'est cette complémentarité entre les trois filières qui constitue la force du site. Les apprenants quittent avec des connaissances qui leur permettent de les reproduire dans leur propre exploitation. « Les témoignages de certains apprenants qu'on rencontre quelques années après le départ du site prouvent que la formation reçue est de qualité. C'est pourquoi, notre ambition est de renforcer les acquis du SFMA afin qu'il devienne un véritable pôle d'excellence en matière de formation professionnelle aux métiers agricoles dans la région de Maradi en particulier

et à l'échelle du pays en général », confie le responsable du SFMA.

Après la récolte, les produits issus du maraîchage, de la production animale et de la transformation agro-alimentaire sont écoulés dans le marché de la commune urbaine de Dakoro. Selon le responsable du site, les recettes semestrielles sont estimées à 1.666.000 FCFA.

Les problèmes du SFMA

Le site de formation aux métiers agricoles peine à prendre son envol en raison des multiples problèmes auxquels il fait face actuellement. Le problème fondamental du site, c'est l'eau. C'est un grand site de formation qui n'a toujours pas son propre forage. Or, la maîtrise de l'eau est une condition sine qua non du développement des trois filières de formation. Le maraîchage nécessite la présence en permanence de l'eau, la production animale également tout comme la transformation des produits agro-alimentaires. A cela s'ajoute la dégradation progressive de la clôture du site. Ce qui fait que les animaux s'y introduisent et dévastent les spéculations. Un autre problème non des moindres, c'est l'usage d'outils agricoles rudimentaires. Par rapport au personnel d'encadrement et de formation, le responsable souhaite que l'Etat prenne en charge leur rémunération et renforce leurs capacités afin de sécuriser la formation dispensée sur le site.

Hassane Daouda,
Envoyé spécial



Enclos du centre de formation

Au cœur de la vallée du manioc à Garin Malam Moussa, Asaya et Golom

La denrée qui transforme l'économie locale et donne aux femmes les moyens de leur autonomie financière

Dans la vallée du Goulbi Kaba, le manioc n'est plus une simple culture vivrière. A travers sa production, sa commercialisation et sa transformation, le manioc structure la vie de tout un département. Beaucoup de producteurs misent sur ce tubercule résistant à la sécheresse. Derrière les sacs de tubercules frais vendus au marché et les marmites fumantes dans les concessions se cache une activité porteuse d'espoir. Un moteur économique discret mais puissant. Pourtant, malgré ce potentiel économique, la filière manque encore d'appui. Producteurs et transformateurs attendent un vrai accompagnement.

Longtemps relégué au rang de culture de complément, le manioc s'est imposé. D'abord par nécessité. Face à l'irrégularité des pluies qui mettent à mal les cultures pluviales traditionnelles (mil et sorgho), les paysans ont cherché une valeur refuge. A Asaya, Golom et Garin Malam sur des centaines d'hectares, les buttes s'alignent à perte de vue.

Nous sommes le 18 août et il est 12h à Garin Malam Moussa, village situé à une dizaine de kilomètres de la ville de Gazaoua, dans la vallée du Goulbi. Le soleil au zénith brûle la terre ocre. Sous les hangars de fortune, des femmes s'affairent et animent la conversation. Dans les champs, quelques hommes poursuivent le sarclage, chapeau rabattu sur le visage. A cette heure, le village ne s'arrête pas.

« Dans notre village, la culture du manioc occupe une place centrale dans la vie des habitants. De la vente du manioc, cru et bouilli, chaque famille du village parvient à assurer ses besoins essentiels », confie Maigari Malam Ado, chef de village. Un constat partagé par les autorités locales. Selon les données recueillies auprès des services techniques, près de 60% de la population du département de Gazaoua tirerait ses revenus, directement ou indirectement, de la filière.

Au-delà de ses fonctions de chef-coutumier, Maigari Malam Ado est aussi producteur de manioc, exploitant plusieurs hectares.

Direction, le champ du Chef. A 2 kilomètres du village, la chaleur vibre au-dessus de la piste. Sur les 2,5 hectares, lui appartenant, le spectacle est saisissant. Les plants de manioc dessinent de longues buttes parfaitement alignées. Leurs grandes feuilles vertes, gorgées par la pluie de la veille brillent. L'air sent la terre mouillée. Le sarclage est fait au cordeau. Le chef veille au grain. Arrêté au milieu de sa parcelle, Maigari Malam Ado essuie la sueur de son front. « L'année dernière, sur ce seul champ, j'ai sorti plus de 60 sacs de manioc que j'ai vendu entre 12 500 et 13 000 F CFA le sac. Avec cet argent, j'ai payé les frais de scolarité des enfants, les cérémonies et il m'en reste encore. Cette année, j'espère plus » dit-il.

Dans son champ, plus de 15.000 pieds de manioc se

dressent sur une terre encore humide. Une manne qui lui permet de faire vivre sa famille et d'investir. Et ce n'est qu'un champ parmi d'autres. « Si on réunit tous mes champs, je dois être à plus de 20 hectares de manioc » ajoute-t-il.

Notre visite nous conduit ensuite vers une pépinière située à côté du village où tous les producteurs ont fait de la culture du manioc leur principale source de revenus. Ici, l'eau a changé la donne. Un forage équipé d'une motopompe alimente tout le périmètre. Sur le site, chacun dispose de sa propre parcelle. Des tuyaux serpentent entre les buttes. D'un côté, les hommes actionnent la pompe et dirigent l'eau au pied des jeunes plants. De l'autre, les femmes, en hijab coloré, sarclent à la houe.

Issoufou Malam Ado, président du site, les mains couvertes de terre, indique que cela fait 4 ans qu'ils exploitent ce périmètre avec quelques femmes du village. « Le manioc, c'est notre survie ici. Avec l'irrigation, on arrive à faire deux récoltes par an au lieu d'une. Les tubercules sont plus gros et on les vend à bon prix même en saison sèche. Cette culture nous donne à manger et elle nous donne aussi de l'argent pour les besoins de la famille », confie-t-il.

Dans cet espace, la règle est claire : chaque membre cultive sa partie, récolte sa production, et vend lui-même. « Sur ma parcelle, je peux avoir jusqu'à 20 sacs de manioc que je revends ici même et de rares fois au marché entre 12 000 et 12 500 f le sac. Il m'arrive aussi de vendre en détail tout dépend de la demande et le reste est destiné à la consommation familiale » témoigne-t-il.

À côté de lui, Mme Fatchima Mani, présidente des femmes maraîchères de Garin Malam, hoche la tête. Pour elle, le manioc a changé la vie des femmes du village. « Dans le passé, nous dépendions de nos maris. Aujourd'hui, grâce à la vente du manioc, nous avons notre propre argent. Nous payons pour nos soins de santé et ceux de nos enfants. Nous contribuons aussi aux dépenses du foyer et menons même d'autres activités avec ce que nous gagnons », ajoute-t-elle. Ces femmes vendent le manioc par tas. Le prix varie entre 500 F CFA et 5 000 F CFA. « Nous faisons des tas de 500 f, 1 000f, 2 000 f et parfois même de 4 000 f et 5 000f. Une bonne



Une vue d'un champ de manioc

partie sert aussi à la consommation familiale », souligne Mme Fatima.

Ambiance au marché : là où tout se joue

Il est 11h à Gazaoua, c'est le jour du marché hebdomadaire. En ce vendredi saint, certains se pressent vers la mosquée. D'autres non. Une pluie matinale a tout retardé. Sur la place, les charretiers déchargent à la hâte.

Du côté des vendeurs de manioc, l'animation bat son plein. Les charrettes bovines arrivent les unes après les autres chargées de sacs manioc. Trempés de sueur, les jeunes déchargent des sacs de tubercules encore humides.

Assis à même le sol, Baba Haladou classe des tas bien alignés devant lui. « Le tas à 200 f CFA. Trois à 500 f CFA » lance-t-il en souriant tout en tapotant un tubercule du plat de la main.

À la question de savoir s'il est producteur-revendeur, il secoue la tête. « Je ne suis qu'un simple revendeur. J'achète quand je peux chez les producteurs pour venir revendre le jour du marché » confie-t-il. Baba Haladou marque une pause, puis ajoute : « quand l'argent manque, je prends aussi à crédit. À la fin de la journée, je vais régler les producteurs ce que je leur dois. Avec le bénéfice, j'achète quelques provisions et même des médicaments avant de rentrer au village », confie-t-il.

Un peu plus loin, les vendeurs de manioc bouilli ne sont pas en reste non plus. Installés derrière leurs brouettes, ils attirent les clients ventant leur marchandise. Le morceau est vendu à 25f CFA. Le tubercule chaud et fumant est proposé avec du piment en poudre. Un délice qui part très vite.

De la production à la transformation ; un potentiel encore bridé

Au-delà des champs, des hommes et des femmes se sont organisés. Depuis 2021, une association « organisation paysanne Martaba » forte de 32 membres transforme le manioc à Gazaoua. « Nous transformons le manioc en farine blanche et rouge, en tapioca, attiéké et en gomme pour la lessive », explique Noura Salé, présidente de l'organisation

paysanne Martaba.

Chaque semaine, l'organisation achète six (6) sacs de manioc frais directement chez les producteurs. « Nous nous approvisionnons à Asaya et Golom où le sac coûte entre 5 000 et 5 500 f CFA, le transport y compris », précise Noura Salé. Avec ces six (6) sacs, l'organisation produit 36 mesures de farine de manioc, de gari, de tapioca, d'attiéké etc. Le succès est immédiat. Les produits ne restent même pas sur les étals. « Avant même de finir la transformation, la clientèle attend déjà. Par exemple, il y a des femmes revendeuses qui achètent la farine de manioc en grande quantité. », a-t-il confié

À Martaba, chaque produit a son prix. Le kilo de tapioca est cédé à 600f CFA, la mesure monte à 1800 f CFA, l'attiéké se vend aussi à 600 f CFA le kilo. La gomme très demandée pour la lessive est proposée à 600 f CFA le kg. Quant à la farine de manioc, elle reste la plus accessible : 200f le kilo. L'ambition de l'organisation Martaba est grande. Cependant, les moyens font défaut. En effet, si la production progresse, la transformation reste le maillon faible de la filière. Elle est encore artisanale et demande beaucoup d'énergie. L'organisation se heurte à de nombreuses contraintes. La première est le manque de matériel adapté. La deuxième difficulté concerne le séchage. À cela s'ajoute la question de la conservation. Hors des périmètres irrigués, l'accès à l'eau pour le lavage et la transformation reste aussi un défi.

Face à ces contraintes, le président de l'O.P Martaba lance un appel à l'accompagnement. L'enjeu est de taille pour le Niger qui importe encore beaucoup de produits dérivés du manioc. Développer cette filière permettrait de créer des emplois, de renforcer la sécurité alimentaire et de réduire la dépendance à l'importation.

Entre culture de rente et culture de survie, le manioc s'est taillé une place de choix à Gazaoua. Porté par des producteurs déterminés et des transformateurs engagés, il montre ce que peut donner l'innovation paysanne avec peu de moyens. Des villages comme Garin Malam Moussa, Asaya et Golom en sont la preuve vivante. Mais avec une transformation artisanale, le potentiel de cette filière reste limité. Au-delà de Maradi, c'est tout le Niger qui a intérêt à miser sur ce tubercule, pour en faire un véritable levier de développement, de sécurité alimentaire et d'emplois. Pour cela, l'accompagnement de l'Etat et des partenaires est indispensable.

**Rahila Tagou,
Envoyée spéciale**

Production et commercialisation du souchet à Tchadoua

Un levier de croissance pour les communautés de la localité

A Maradi, il est impossible d'évoquer le souchet sans parler de Tchadoua où cette petite graine brune fait tourner toute l'économie. Le rendez-vous des acteurs du souchet, c'est chaque vendredi, jour du marché hebdomadaire. Tchadoua se transforme en grande place d'affaires. Des producteurs locaux aux commerçants venus surtout du Nigéria, tout le monde converge vers le marché hebdomadaire de Tchadoua. Pour les habitants, le souchet n'est pas une culture comme les autres, c'est une tradition.

A Tchadoua le marché ne commence pas le jour. Dès la veille, la ville entre en effervescence. Sur le marché de souchet, des camions sont déjà stationnés un peu partout. Quelques jeunes montent la garde, assis à côté des montagnes de sacs de souchet entassés. L'ambiance est plutôt calme.

Ce vendredi 14 Août 2026 est un jour de marché dans la commune. Au marché « demi-gros », marché du souchet, l'effervescence est totale. C'est le jour où l'or brun de la commune fait vivre des milliers de personnes.

A 9h30 déjà, à l'entrée du marché au niveau des deux portes, l'engouement bat son plein. Devant l'entrée principale où il est mentionné : « Marché demi-gros », camions, voitures, motos (kabu-kabu) forment une longue file en attendant d'accéder au marché, moteur en marche, klaxons timides. De l'autre côté, les charrettes chargées de sacs font le rang aussi. Les propriétaires patientent pour prendre leur ticket d'entrée fourni par les agents de la mairie.

A l'intérieur du marché, la poussière se lève à chaque pas.

L'odeur forte du souchet tape dans le nez. Partout des montagnes de sac de 100 kilos. Les cris des vendeurs se mêlent au souffle du vent et résonnent au loin. Les dockers, torse nu, se disputent les sacs. Les commerçants marchandent fort. Les billets de 10.000f passent de main en main. Des brouettes se frayent un chemin. Des camions klaxonnent pour sortir.

Parmi la foule, Mahamane Abdourahamane Sepa se distingue. Il fait le déplacement depuis Jibia (Nigeria) uniquement pour le souchet. Abdourahamane achète entre 200 à 300 sacs de souchet qu'il achemine vers son pays, le Nigeria. « C'est devenu un rituel pour moi. Je viens dans ce marché, deux fois dans le mois. Quand la demande est forte, trois fois. J'achète les deux variétés de souchet. Le gros que j'achète entre 23 000 FCFA et 26 500 FCFA et le sac du petit souchet entre 10.000 FCFA et 11 000 FCFA » confie ce trader.

Pour chaque sac transporté, Mahamane Abdourahamane paie 1500 f Cfa jusqu'à Jibia. « Avec la fermeture de la frontière, on était obligé de frauder. C'était risqué et ça coûtait encore plus cher. Maintenant, la frontière est ouverte, mais ce sont les taxes douanières qui donnent des vertiges. On paie beaucoup », s'indigne-t-il.

Malgré ces charges, le commerce continue car, la demande au Nigeria est très forte. Au Nigeria, il revend le sac du souchet petit grain à partir de 17 000FCFA et celui du souchet gros grain entre 45 000 et 50 000 FCFA.

Un peu plus loin, Elhadj Hamissou Salissou Tchadoua, cheveux grisonnants et les mains calleuses témoignant des années de dur labeur, montre la variété de souchet dont il dispose à des clients. Il se dit qu'il fait partie des plus gros producteurs et commerçant de souchet de la commune. « Je suis producteur

et à la fois commerçant de souchet depuis 40 ans. Par an, j'emblave jusqu'à 65 ha. Il m'arrive parfois d'emblaver plus surtout quand je trouve d'autres parcelles à louer », souligne-t-il.

En effet dans la région, la location de parcelles pour la culture est une pratique courante. Beaucoup de producteurs prennent des parcelles en location afin de produire davantage. Les prix de location varient entre 25 000f et 30 000f/l'hectare.

En plus de sa production, Elhadj Hamissou Salissou se tourne également vers d'autres producteurs pour faire le maximum de stock. Sa clientèle est très diversifiée. Ils viennent du Nigeria, du Bénin, de Niamey,



Une vue du marché demi gros de souchet à Tchadoua



Salamatou Nestor/ONEP

de Zinder et même de la Côte d'Ivoire.

La commercialisation du souchet est une activité qui attire de plus en plus aussi la jeunesse de Tchadouda. Beaucoup de jeunes, à l'exemple de Sani Yahaya Ouzeirou, en ont fait leur gagne-pain. « Je suis dans l'exportation du souchet depuis 5 ans. Chaque vendredi, je charge plusieurs camions pour des clients du Nigeria et du Bénin », fait-il savoir. En moyenne, ce sont plus de 500 sacs que le jeune revendeur envoie, dans le mois. « On pourrait aller au-delà, mais non seulement le transport coûte cher et il y a des taxes et impôts », regrette-t-il. A 5 kilomètres de l'agitation du marché, Elhadj Mahamane supervise l'un de ses champs de souchet. Située entre les champs de mil et d'arachide, sa parcelle se distingue des autres. La couleur verte des plantes et les fleurs blanches qui ornent le champ laissent présager de bons rendements. « Ici c'est uniquement le gros souchet » dit-il, calme et fier.

Producteur depuis 35 ans, il récolte en moyenne 200 à 250 sacs de 100 kg chaque année. Mais vendre n'est pas toujours facile, le marché est capricieux. Parfois, confie le producteur, le regard tourné vers l'horizon, écouler toute la production est compliqué. Comme presque tous les producteurs de la commune, Elhadj Mamane vend sa production à des acheteurs du Nigeria au prix variant entre 20.000 et 25000 FCFA/le sac. « Nous produisons pour revendre à ceux d'ici mais surtout à ceux du Nigeria. Avant, il y avait des acheteurs qui venaient du Bénin pour acheter. Mais, avec la fermeture de la frontière, ils viennent rarement », souligne-t-il.

La transformation : une valeur ajoutée locale

La chaîne du souchet ne s'arrête pas à la vente. De nombreuses femmes se sont spécialisées dans la transformation du souchet. Du célèbre « Dakoua » (une sorte de biscuit à base de souchet) au « Kounoun Aya », une boisson très appréciée dans la localité, elles exploitent la diversité des usages de cette graine. Cette activité leur permet de générer des revenus et de contribuer à valoriser autrement le souchet.

C'est le cas de Hadjia Baraka Ali, une figure pionnière de la transformation du souchet à Tchadouda. « Je suis productrice et transformatrice. J'ai commencé la production il y a 15 ans. Quant à la transformation, c'est depuis mon jeune âge. C'est une activité qui a longtemps permis à ma mère de prendre soins de nous », dit-elle, nostalgique. Aujourd'hui âgée de

plus de 50 ans, elle continue la production de Dakoua, cet amuse-bouche traditionnel très prisé. Chaque semaine, elle transforme 4 à 5 mesures (12-15kg) de petit souchet en dakoua.

Aichatou Laouali Souley est aussi une transformatrice de souchet à Tchadouda, depuis 2018. Elle produit du lait caillé, du lait en poudre, du jus, des biscuits et de la bouillie à base de souchet. Ayant acquis une renommée dans l'activité, Mme Aichatou initie d'autres femmes à l'activité. La transformatrice vend ses productions à 200 f CFA, 500 f CFA voire 2 000f CFA. Zoulaha Sanda transforme, chez elle, le souchet brut en souchet au sucre. « Je trie, je lave et je caramélise dans du sucre ou avec du lait. Enfants comme adultes en raffolent. Cette activité me permet d'avoir un revenu, pas énorme mais assez suffisant, pour subvenir aux besoins de ma famille », souligne-t-elle.

L'apport économique du souchet à Tchadouda

La filière souchet occupe une place centrale dans l'économie de la commune rurale de Tchadouda. De la production à la transformation en passant par le commerce, elle fait vivre des milliers de personnes. Chaque vendredi, le marché « demi-gros » confirme que le souchet est bien plus qu'une culture, c'est un moteur de développement local. Grâce aux bénéfices tirés du souchet, de nombreux producteurs investissent dans l'habitat, l'éducation des enfants et d'autres activités génératrices de revenus. Les taxes du marché, les recettes liées au transport et au commerce transfrontalier alimentent également les caisses de la commune.

Cependant, malgré son poids économique, la filière fait face à plusieurs obstacles. Les producteurs invoquent le manque et l'indisponibilité, en quantité suffisante, des engrais et pesticides. Une situation qui impacte directement les rendements. Les charges fiscales constituent aussi un autre frein pour les commerçants qui peinent à en supporter le poids. Pour assurer un avenir durable à la filière, Elhadj Hamissou Salifou estime que des actions fortes sont nécessaires comme appuyer les producteurs avec des semences améliorées et leur assurer un accès plus facile aux intrants. Encadrer et former les femmes transformatrices pour améliorer la qualité et diversifier les produits. La création éventuelle d'une usine de souchet est très souhaitée par les populations. Elle permettrait de transformer localement une grande partie de la production, de créer des emplois et de donner une plus grande valeur ajoutée au souchet de Tchadouda.

« Ma fille, nous ne demandons pas d'argent. Ce qu'il nous faut, c'est de l'engrais et en quantité suffisante. Lorsqu'il vient à manquer, nous sommes obligés de nous approvisionner au Nigeria où les prix sont élevés. Il arrive même que nous procédions au troc en échangeant du souchet contre de l'engrais. Avec une quantité suffisante d'engrais, nous pourrions nettement augmenter notre production », insiste Elhadj Hamissou

Rahila Tagou,
Envoyée Spéciale



République du Niger

Région de Maradi- Ville de Maradi

Travaux exécutés en 2025 sur fonds propre par l'Administrateur Délégué de la Ville de Maradi

MOT DE L'ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ

Chères populations de Maradi,
Depuis 2024, la Ville de Maradi s'inscrit dans une dynamique d'investissement et de modernisation de ses infrastructures. Voirie, assainissement, drainage, éducation, santé, salubrité et équipements municipaux constituent autant de priorités destinées à améliorer durablement le cadre de vie des populations. À travers ce bilan 2024-2026, nous présentons les principales réalisations et interventions engagées dans les trois communes de la Ville. Cette dynamique est le fruit de la mobilisation des services municipaux, des partenaires, des services de l'État et de l'engagement des populations. Notre ambition demeure claire : consolider les acquis, poursuivre les investissements prioritaires et construire une Ville de Maradi plus moderne, résiliente, propre et au service de ses citoyens.

L'Administrateur Délégué de la Ville de Maradi



TROIS ANNÉES D'INVESTISSEMENTS ET DE TRANSFORMATION URBAINE SUR LES VOLETS SUIVANTS :

Assainissement ; Voirie ; Education ; Santé ; Réhabilitations.

Travaux de la reprise des parois de caniveaux et dalle de traverse pour un montant de vingt neuf millions huit cent dix-neuf mille vingt francs (29 819 020 F) CFA



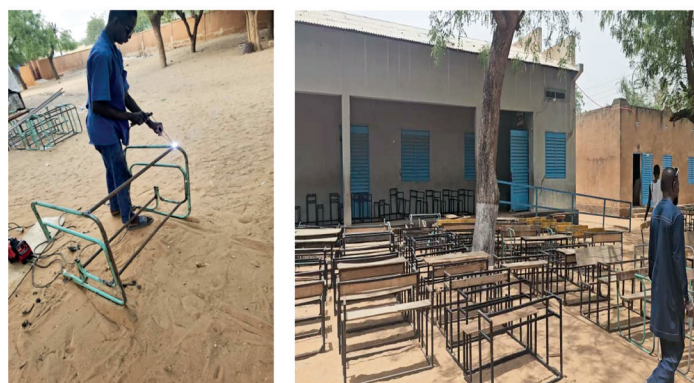
Travaux point à temps des rues latéritiques dans la ville de Maradi d'un montant de trente quatre millions neuf cent quatre-vingt six mille francs (34 986 000 F) CFA



Travaux de construction des 20 blocs de latrines dans la ville de Maradi d'un montant de Vingt-cinq million deux cent trente-quatre mille sept cent vingt francs (25 234 720F) CFA au profit des écoles de la ville de Maradi



Travaux de réhabilitation de 1250 table bancs au profit des écoles de la ville de Maradi d'un montant de quatorze millions neuf cent quatre-vingt quatorze mille vingt francs (14 994 020F) CFA



Travaux de réhabilitation de trois(3) maisons de la ville de Maradi d'un montant de Vingt quatre millions quatre cent soixante quatre mille vingt francs(24 464 020F) CFA

Travaux de point a temps des rues bitumée dans la ville de Maradi d'un montant de Cinquante Un millions Neuf cent quatre-vingt dix sept mille Cinquante francs (51 997 050 F CFA



Travaux de construction et de réhabilitation du CSI Gonda Garki dans la ville de Maradi d'un montant de Quatre-vingt trois millions deux cent quarante quatre mille cent quatre-vingt neuf francs (83 244 189 F CFA)



Travaux de construction de neuf salles des classes équipées dans la ville de Maradi d'un montant de (101 131 623 F CFA) cent un millions centre trente un mille six cent vingt trois francs CFA



Travaux de pavage de 2000m des rues dans la ville de Maradi d'un montant de Deux Cent cinquante deux millions Cinq cent Cinquante trois mille sept cent francs (252 553 700 F) CFA

Travaux de curage des caniveaux dans la ville de Maradi d'un montant de Cinquante Neuf millions Neuf Cent soixante-dix-huit mille trois cent quatre-vingt francs (59 978 380 F) CFA

Travaux d'entretien des voies principales dans la ville de Maradi d'un montant

de Soixante dix-neuf millions Neuf cent soixante huit mille francs (79 968 000 F) CFA

Travaux de construction de 1200m de mur de clôture au profit des écoles dans la ville de Maradi d'un montant de Quatre-vingt dix-neuf millions cent quatorze mille six cent vingt six francs (99 114 626 F CFA)



2025 : PROGRAMMER, PLANIFIER ET PRÉPARER

L'année 2025 constitue le point de départ d'une séquence importante d'investissement.

La Ville de Maradi avait proposé un budget de 4,340 milliards de FCFA, dont 2,418 milliards de FCFA consacrés aux investissements.

Cette orientation budgétaire plaçait les infrastructures urbaines, l'assainissement et les équipements collectifs au cœur de la programmation municipale.

Les problématiques liées aux ravins, aux inondations et au ruissellement ont également conduit à renforcer les études et la planification des futurs ouvrages de drainage.

Aménagement et modernisation progressive du tissu urbain de Maradi.

2025 : L'ACCÉLÉRATION DES CHANTIERS

L'année 2025 marque le passage d'une phase de préparation à une phase de réalisation plus soutenue.

1,926 MILLIARD FCFA POUR LE DRAINAGE D'URGENCE

Le 8 avril 2025, des travaux d'urgence de drainage ont été lancés dans plusieurs zones de Maradi, notamment à Bagalam, Mazadou Djika et Maradawa.

Le programme représente 1 926 172 925 FCFA TTC.

L'objectif est de réduire l'exposition des populations aux inondations, de protéger les voies et de limiter l'érosion provoquée par les eaux pluviales.

La Ville a également engagé le curage de 52 kilomètres de caniveaux.

L'ÉDUCATION, UN INVESTISSEMENT PRIORITAIRE

En octobre 2025, la Ville de Maradi a remis 2 250 tables-bancs neufs et 1 200 tables-bancs réhabilités à la Direction régionale de l'Éducation nationale.

L'investissement global annoncé atteint 370 millions de FCFA et comprend également l'équipement de neuf classes et la construction de vingt latrines.

SANTÉ : DES INFRASTRUCTURES DE PROXIMITÉ

L'investissement représente plus de 251 millions de FCFA et comprend notamment des espaces préventifs et curatifs, une maternité, des logements pour le personnel, des latrines et une clôture.

DES INVESTISSEMENTS QUI SE POURSUIVENT DANS LES TROIS COMMUNES

L'année 2026 prolonge les interventions engagées précédemment, avec une attention particulière accordée à la voirie, au drainage, à l'éducation, à la santé, à la salubrité et à la modernisation des équipements municipaux.

Travaux d'aménagement des ravins de Maradaoua et Mazadou Djika d'un montant de (1 420 384 845 CFA)

Travaux d'aménagement des ravins de Bagalam1 et Bagalam2 d'un montant de (505 788 080 CFA)

La réserve de biosphère de Gadabedji

La translocation réussie des girafes peralta augure une renaissance du tourisme dans la région

La réserve de biosphère de Gadabedji est située à environ 50 Km à l'Est de Bermo, chef-lieu du département. Elle s'étend sur une superficie de plus 76.000 ha. C'est dans cette réserve forestière qu'a eu lieu la première opération de translocation des girafes de Kouré en 2018. Une seconde initiative du genre a été opérée en 2022 pour un effectif total de douze (12) individus dont neuf (9) femelles et trois (3) mâles. Les girafes réintroduites dans la réserve de biosphère de Gadabedji sont aujourd'hui âgées de 7 à 10 ans selon les cas car, lors de la translocation, elles étaient toutes des subadultes donc âgées de trois (3) ans au plus.

La réadaptation et la résilience de ces girafes, les dernières espèces peralta en Afrique de l'Ouest, se sont effectuées sans coup férir. En effet, par le passé, la réserve naturelle de Gadabedji était une zone de pâturage pour les girafes peralta qui migraient allégrement dans cette bande communément appelée l'extrême Nord de la région de Maradi. La pression sur les ressources forestières conjuguée à l'avancée de la désertification et aux effets du changement climatique dans une zone caractérisée par un climat sec et aride avait entraîné la disparition totale de plusieurs espèces animales protégées dont la girafe.

Pour rallier Bermo à Gadabedji, il nous a fallu une heure et demi de route pour une distance de 50 km. Ici, tous les chemins ne mènent pas à Rome. Il existe une panoplie de pistes sablonneuses dont certaines ne débouchent pas forcément à la destination souhaitée. La méthode la mieux partagée pour ceux qui n'ont jamais emprunté le chemin consiste à demander chaque fois sa route aux rares passants que l'on croise par coup de chance ou lorsqu'on tombe sur un village. Là aussi, ce ne sont pas toutes les personnes qui répondent facilement à la simple question, parce que l'interrogé peut avoir d'autres appréhensions qui le poussent à s'abstenir, tandis que d'autres collaborent et répondent sans ambages. Voilà ce à quoi il faut s'attendre dans cette zone extrêmement enclavée qu'est le département de Bermo.

La végétation clairsemée dans cette zone est dominée par des espèces d'arbres telles que les balanites, *calotropis procera aegyptiaca*, ainsi que d'autres arbustes rabougris caractéristiques de l'avancée irréversible du désert. A quelques minutes de route pour Gadabedji, un motocycliste nous dépasse à vive allure en dépit de la piste boueuse. Il est vêtu d'un boubou bleu clair et bien enturbanné. Ce motocycliste est visiblement un fin-connaissseur de la zone. Difficilement, nous avons pu le rattraper pour lui demander si on est sur la bonne voie. Il hoche la tête et nous suggère de le suivre. Une trentaine de minutes s'écoulent facilement pendant que nous "filons" ce cousin à plaisanterie sous un nuage de poussière. Ayant compris que nous ne connaissons pas la voie, il nous accompagne au-delà de sa destina-



Le sous-lieutenant Antoine Yonli Tadjoua

tion initiale. S'arrêtant net à quelques encablures d'un village, il lève la main droite pour nous indiquer la voie à suivre.

Dans cette zone difficile d'accès, les pistes rurales s'entremêlent et se séparent en fonction des destinations. D'un campement à un autre ou d'un passant à l'autre, il faut interroger pour s'assurer qu'on est sur la bonne voie jusqu'à Gadabedji.

En compagnie du sous-lieutenant Antoine Yonli Tadjoua, chef service protection et surveillance de la réserve de biosphère de Gadabedji et deux agents dont un éco garde, nous mettons le cap sur la réserve de biosphère en piquant directement au Nord sur une distance de 3 km. La réserve de biosphère est une grande étendue de terres forestières avec une forte présence des espèces ligneuses généralement appréciées par les girafes. Il s'agit notamment de l'acacia raddiana, l'acacia ehrembergiana, l'acacia nilotica, l'acacia senegal, l'acacia laeta, le *faidherbia albida*, *sclerocarya birrea*, *balanites aegyptiaca*, *maerua crassifolia*, *baubinia rufescens* pour ne citer que celles-là. Après avoir parcouru 1 km à l'intérieur de la réserve, le véhicule des Eaux et Forêts s'arrête. Le chauffeur éteint le moteur et les occupants descendent doucement. Nous faisons aussi pareil.

Un peu plus loin, nous apercevons quatre girafes. Le soleil se trouve au bon milieu du ciel et darde ses rayons impitoyables. Le lieutenant Antoine nous informe que c'est le temps idéal de repos des girafes

parce qu'elles ont pâturé pendant une bonne partie de la nuit et le matin jusqu'à 10 heures voire 11 heures. Imperturbables dans leur milieu naturel, les girafes campent sur leur position, le long cou allongé et elles sont sensibles au moindre bruit. Nous avançons doucement pour nous approcher le plus de ces créatures magnifiques réintroduites dans cet espace forestier il y a de cela près d'une décennie. Braquant leurs oreilles et yeux sur nous, les girafes sont visiblement curieuses. Elles ne bougent point bien qu'on s'approche d'elles à environ 5 mètres. « Nous devenons mutuellement un objet de contemplation », chuchote le lieutenant Antoine. La singularité de la girafe réside dans le fait qu'elle est une espèce animale dont le pâturage est aérien. Elles se nourrissent principalement des feuilles d'arbres géants précédemment cités. Le milieu leur sied comme témoigne la distance de fuite (distance minimale qui pousse un animal sauvage à fuir face à un danger avant de s'arrêter pour contempler encore le même danger).

Historique de la réserve de biosphère de Gadabedji

Historiquement, la réserve de biosphère de Gadabedji abritait une richesse inestimable de biodiversité. Cette dernière n'a malheureusement pas survécu à l'effet combiné des sécheresses cycliques dont la plus emblématique est celle des années 1970 et la pression anthropique qui se manifeste à travers la chasse tous azimuts comme par exemple la destruction systématique de l'habitat, le braconnage des espèces protégées et les feux de brousse. C'était dans ce contexte que les girafes avaient disparu de ce sanctuaire pourtant propice au développement de ces espèces protégées qui font l'attraction de la destination Niger d'un point de vue touristique en Afrique de l'Ouest. Selon le conservateur de la réserve de biosphère de Gadabedji, le Commandant Mahamane Hassane, cette étendue forestière abritait jadis plusieurs espèces phares comme l'autruche à cou rouge, la gazelle dama, l'Oryx et la girafe qui constituaient les valeurs patrimoniales de la réserve, c'est-à-dire les valeurs qui ont sous-tendu son classement en Réserve Totale de Faune. En y réintroduisant la girafe, l'idée première pour l'Etat du Niger est de sécuriser l'avenir de l'espèce en ayant au moins deux zones de localisation au lieu de concentrer toute l'espèce au même endroit dans un contexte de crise pastorale sans précédent où le risque est immense. Depuis 2018, on assiste à un retour progressif de la faune dans cette réserve avec la présence des mammifères, d'oiseaux (vautours à tête blanche, aigles ravisseurs et bateleurs, tourterelles, moineaux), chacals, renards, les varanus varan, etc.

La protection et surveillance des girafes

Les girafes font partie des espèces fauniques protégées au Niger. A ce titre, la loi leur assure une protection accrue parce qu'elles sont surveillées par les services compétents de l'Etat en l'occurrence les Eaux et Forêts. C'est pourquoi, à la réserve de biosphère de Gadabedji, le conservateur et ses hommes veillent au grain de jour comme de nuit à travers des moyens modernes comme le GPS. A l'intérieur de la réserve, il existe un poste où les équipes séjournent. Elles se relaient chaque décade afin de protéger et surveiller le mouvement des girafes le long de la réserve à travers des patrouilles. Les équipes sont mobiles parce qu'elles disposent de véhicules et des motos pour les éventuelles interventions rapides. Cependant, le suivi médical demeure une préoccupation majeure. L'absence de soins vétérinaires constitue un défi de taille dans une zone difficile d'accès. Le conservateur de la réserve témoigne d'ailleurs sur les quelques cas de mort enregistrés dans les rangs des girafes suite à une complication de

mise-bas (dystocie) et à des embourbements liés aux inondations des vallées en 2024 qui a été une année exceptionnellement pluvieuse.

Les effets du changement climatique : une menace pour la survie des girafes

Le changement climatique est une réalité incontestable au Niger en général et particulièrement dans la zone du département de Bermo considérée comme la zone désertique de la région de Maradi. Dans la réserve de biosphère de Gadabedji, il se manifeste par la pression accrue sur les ressources pastorales, la défoliation des arbres à certaines périodes de l'année et au tarissement précoce des mares. A ce tableau peu reluisant, viennent se greffer les inondations qui entraînent la disparition des girafes à travers les embourbements et les sécheresses cycliques. Pour le conservateur de la réserve de biosphère de Gadabedji, le Commandant Mahamane Hassane, bien que les girafes soient des espèces relativement résilientes, les changements et les variabilités climatiques peuvent avoir des impacts considérables sur leur développement voire leur survie. C'est ainsi que certaines girafes n'ont pas survécu.

La cohabitation entre les communautés pastorales et les girafes

Les girafes partagent cette vaste étendue forestière avec les populations locales et le bétail. Ce qui requiert une vaste campagne de sensibilisation constante et l'implication effective des éco-gardes locaux pour éviter les conflits de territoire. Selon le sous-lieutenant Antoine Yonli Tadjoua, des campagnes de sensibilisation ont été menées bien avant la translocation des girafes afin de faciliter la coexistence pacifique. Près d'une décennie après le transfert des girafes peralta de la localité de Kouré (Tillabéri) à Gadabedji (Maradi), les résultats sont satisfaisants. Les mises-bas se sont multipliées en dépit de quelques difficultés qui ont malheureusement coûté la vie à certains girafons. Pour assurer le développement de ces espèces protégées, il est strictement interdit d'ériger une habitation à l'intérieur de la réserve de biosphère. Toutefois, le conservateur de la réserve de Gadabedji précise que quelques villages et hameaux sont plutôt localisés dans la zone tampon à la périphérie immédiate du noyau central.

Les girafes ont parfois tendance à sortir de la réserve pour aller vers les puits lorsqu'elles sont assoiffées et où elles sont volontairement abreuvées par les populations. Ces actes sont justement le fruit de la sensibilisation des communautés pastorales quant à la préservation, la sauvegarde et la promotion de l'équilibre des écosystèmes. La présence des girafes est bénéfique pour les communautés. M. Djanari Koïna, un natif de Gadabedji, joue le rôle d'éco-garde dans la réserve de biosphère depuis la réintroduction des girafes. « Les éleveurs sont habitués aux girafes. La cohabitation se fait sans aucun problème. Souvent, lorsqu'une girafe est en difficulté, ce sont les communautés pastorales qui nous donnent alerte pour qu'on puisse se déployer rapidement sur le terrain afin de la sauver. Les populations sont conscientes que la présence des girafes constitue un réel espoir de développement du tourisme dans la zone », déclare M. Djanari Koïna. Ainsi, grâce aux efforts partagés des services de l'Etat et des communautés locales, la réserve de biosphère de Gadabedji est redevenue un véritable symbole d'espoir pour la biodiversité au Niger, permettant de ce fait à la girafe, cette espèce menacée, de reconquérir son milieu d'origine.

Hassane Daouda,
Envoyé spécial

« Une société qui connaît et respecte ses racines est mieux préparée à construire un avenir solide et harmonieux », le Sultan du Katsina-Maradi, Son Altesse Ahmed Ali Zaki

Votre Altesse, le Sultanat du Katsina-Maradi est le gardien des valeurs traditionnelles et ancestrales. Comment sont préservées ces valeurs en ces temps modernes ?

La préservation des valeurs traditionnelles et ancestrales au Niger est un enjeu essentiel pour la cohésion sociale et la transmission d'un héritage riche aux générations futures. Dans un contexte de modernisation et de mondialisation, cet équilibre entre tradition et évolution demande des actions concrètes et réfléchies. Préserver nos traditions et nos valeurs ancestrales, c'est protéger une richesse précieuse. Cela nécessite l'engagement de tous : famille, autorité traditionnelle, Etat et jeunesse. Une société qui connaît et respecte ses racines est mieux préparée à construire un avenir solide et harmonieux. C'est ainsi que nous perpétons les traditions millénaires héritées de nos ancêtres telles que le "Hawan Kaho", le "Takai", les rites des invulnérables, le Bori.

Parmi les notabilités du sultanat figure le Sarkin Zabarmawa qui n'existait pas auparavant. Pourquoi l'institutionnalisation de cette fonction au sein du palais ?

Le sultanat du Katsina est un espace où vivent de nombreuses communautés depuis des siècles. Nous avons estimé qu'il faut favoriser l'intégration des différentes communautés dans le sultanat. Il était impératif de trouver un mécanisme pour permettre à ces différentes ethnies, communautés, de pouvoir participer et apporter leur contribution à la bonne marche du sultanat. A cet effet, nous avons, à la demande des différentes communautés, procédé à la nomination



Issa Moussa/ONEP

Le Sultan du Katsina-Maradi, Son Altesse Ahmed Ali Zaki

d'un représentant de cette communauté au sein de la cour du sultanat de Katsina. C'est ainsi que nous avons un Wakilin Zabarmawa, Wakilin Toubawa, pour ne citer que ceux-là. Ces représentants des différentes communautés contribuent au renforcement de la cohésion sociale et à leur intégration dans la société.

Quel rôle entend jouer la chefferie traditionnelle du Katsina-Maradi dans le processus de refondation en cours au Niger ?

Le rôle de la chefferie traditionnelle est central car, elle constitue un pilier historique de l'organisation culturelle et sociale. Dans ce contexte de refondation nationale, le sultanat du Katsina-Maradi contribuera à renforcer la stabilité et la cohésion sociale ; à la prévention des tensions sociales ; au renforcement du vivre ensemble. Le sultanat du Katsina comme toutes les autres chefferies traditionnelles servira de courroie de transmission entre les autorités publiques et les citoyens.

Votre Altesse, comment qualifiez-vous vos relations avec les autorités administratives locales? Par ailleurs, à l'échelle nationale, estimez-vous que l'autorité coutumière bénéficie de la considération qui lui est due ?

Suite aux événements du 26 juillet 2023, les nouvelles autorités ont déclaré que « la Chefferie traditionnelle constitue le pilier de la refondation ». En elle-même, cette déclaration traduit la volonté des autorités de la refondation de se baser sur la chefferie traditionnelle pour gouverner. C'est une marque de haute estime pour nos traditions et nos valeurs ancestrales. Aucun régime n'a accordé autant de considération à cette institution millénaire. A cet effet, il est prévu la création d'une institution nationale dénommée "Conseil National de la Chefferie Traditionnelle". Cette institution permettra à la chefferie de s'insérer dans le système de gouvernance dont elle a été exclue par la colonisation.

Le Niger en général et votre région en particulier font face à des défis sécuritaires dont le banditisme armé avec souvent l'implication d'enfants du terroir. Comment s'explique cet état de fait ?

Les défis sécuritaires au Niger sont complexes. Ils s'inscrivent dans un contexte régional (Sahel) et touchent à la fois à la sécurité, à l'économie, à la gouvernance et à la cohésion sociale. La région de Maradi ne fait pas exception à cette situation. Maradi fait face à des incursions de bandits armés qui volent du bétail et enlèvent des personnes en échange de rançons. Malheureusement, ce banditisme est fait en complicité avec certaines personnes du terroir qui,

pour la plupart, sont des jeunes désœuvrés, sujets à la pauvreté et au chômage et qui n'ont pas un certain niveau d'éducation.

Quel rôle votre autorité morale entend-elle jouer pour susciter une participation citoyenne active face à ce fléau ?

Pour lutter contre ce défi sécuritaire, nous estimons que chaque nigérien a un rôle à jouer. La sécurité ne peut être laissée aux seules forces de défense et de sécurité. Les citoyens doivent jouer un rôle d'informateurs, un rôle de sensibilisateurs pour permettre aux FDS d'être plus efficaces. A ce sujet, le Chef de l'Etat a signé un décret pour la création des organisations d'auto-défense au niveau de chaque région appelée « Domol Laidi » pour venir en appui aux forces de défense et de sécurité. La chefferie traditionnelle procèdera à des séances de sensibilisation pour soutenir ce processus au niveau de chaque entité de son ressort.

Quel message souhaiteriez-vous adresser à la population de votre région, et plus particulièrement à sa jeunesse ?

La région de Maradi fait face à des défis sécuritaires importants caractérisés par des incursions des bandits armés au niveau des départements de Madaounfa et Guidan Roundji. J'appelle la population à garder son sang-froid, à éviter le piège de la division et à collaborer avec les forces de défense et de sécurité en fournissant des renseignements aux FDS pour leur permettre de mener leur mission à bien.

Maradi demeure à ce jour l'unique région disposant de deux sultanats -le Katsina et le Gobir-

riches du patrimoine historique que l'on sait. De nos jours, comment se déclinent vos rapports mutuels ?

Les populations du Katsina et du Gobir vivent en harmonie depuis des centaines d'années dans le bassin du Goulbin Maradi. De cette cohabitation est née des générations métissées de telle sorte que vous trouverez la présence d'un Bakatsiné ou d'un Bagobiri dans l'une ou l'autre famille. Les relations entre les deux sultanats sont fraternelles et de cousinage.

**Propos recueillis par
Siradji Sanda**



Chez les exploitants du périmètre agricole irrigué de Djirataoua

De la période faste à l'urgence d'une valorisation de la production

Située à la périphérie de la ville de Maradi, la localité de Djirataoua, dans le département de Madarounfa, est célèbre pour son aménagement hydro-agricole qui, depuis des années, fournit continuellement une partie du pays, voire au-delà, en divers produits agricoles. Ce périmètre agricole irrigué est en effet exploité tout au long de l'année. Son histoire remonte à l'année 1981-82, date de sa création à travers le Projet de développement rural de Maradi sur financement de la Banque mondiale et du FMI pour un coût global de plus de 6 milliards de FCFA. Le site, couvrant à sa création une superficie de 512 ha pour 716 exploitants, a fait un peu plus tard l'objet d'une extension dont les travaux ont pris fin en 2013. Ainsi, la superficie totale sous la gestion du périmètre Djirataoua 1 atteint 650 hectares pour 4227 exploitants dont 305 femmes.

Avec un maillage en réseau d'irrigation et d'électricité, le périmètre de Djirataoua 1 est équipé de 54 forages immergés et 8 bassins de stockage d'eau de 50 à 200 m³. Les exploitants produisent des céréales, dont le mil, le maïs, le sorgho, le blé, mais aussi le moringa, des produits maraîchers, etc. Le riz et la banane font partie des nouveautés introduites ces dernières années dans les cultures pratiquées sur le site. L'Union des sociétés coopératives de Djirataoua, ou Union Adalci, qui regroupe tous les exploitants, joue un rôle stratégique dans la gestion, l'organisation et la valorisation économique de l'aménagement hydro-agricole.

Salissou Elhadj Mati préside actuellement cette structure. Le quinquagénaire a été pendant son enfance témoin de la création de l'aménagement hydro-agricole dont il est devenu exploitant en 1990. Il se rappelle, non sans nostalgie, de ce qu'on peut appeler aujourd'hui la période faste du périmètre de Djirataoua. Aussi, déploie-t-il son expérience pour porter les préoccupations des 4227 exploitants du site pour la valorisation de l'activité à laquelle est identifiée Djirataoua depuis quelques décennies. C'est avec un enthousiasme manifeste qu'il nous amène, en compagnie de quelques membres de l'Union et de la directrice du périmètre, à la découverte de ce qu'ils appellent communément « Gandari ».

Une production diversifiée en toute saison

Les rayons du soleil pointaient déjà lorsque nous avons commencé à sillonner les différents compartiments de la vaste étendue verte, faite de rizières, parcelles de maïs, plantations de moringa, de manioc, bananiers, etc. Nous sommes au début du mois de septembre, certains producteurs s'activent au sarclage et d'autres à la récolte. Rabé Maazou est un des producteurs de riz sur le pé-



Issa Moussa/ONEP

La riziculture et ...

mètre de Djirataoua I où il a initié la riziculture sur environ 4 ha. La vue est magnifique sur sa rizière, avec les épis de riz en maturation qui, sous un léger coup de vent, ondulent comme des vagues dorées. Debout au milieu de ce paysage, Rabé Maazou explique avec joie s'être lancé dans la culture du riz en réponse à l'appel des autorités pour la mobilisation des Nigériens pour l'autosuffisance alimentaire. « J'ai commencé cette activité en 2025 sur un demi-hectare, et la production a été bonne, car je n'ai pas acheté de riz pour nourrir ma famille. Alors, cette année j'ai augmenté la superficie à exploiter qui atteint maintenant 4 ha », explique le nouveau riziculteur. Environ 200 exploitants sont dans la production du riz sur le périmètre de Djirataoua I, selon Rabé Maazou. « J'espère une importante production. Si l'Etat nous appuie, au niveau de la commune de Djirataoua, nous pouvons produire au-delà de nos besoins jusqu'à en exporter », assure-t-il. Leur attente, résume-t-il auprès de l'Etat, est l'appui en équipements de décorticage, intrants, produits phytosanitaires mais aussi en renforcement de capacités.

La production de la banane est aussi une des nouveautés introduites sur le périmètre de Djirataoua, il y a un peu plus d'une décennie. Cette variété de banane que présentaient de jeunes vendeuses à la criée à Maradi a conquis le marché local, jusqu'à s'exporter. Président de la Coopérative Djirataoua Nord, Mati Ousseini produit cette banane à côté d'autres cultures. Il maîtrise bien son cycle, l'entretien dont elle a besoin. « Avant, nous ne connaissions pas cette variété de banane ; elle a été introduite ici à partir du Nigeria. Les premiers essais de sa culture ont été un succès, et presque



Issa Moussa/ONEP

chacun en plante. Maintenant, nous n'importons plus de bananes ; la production de Djirataoua et Riadi couvre largement les besoins », explique-t-il. Le régime de bananes est vendu entre 3 000 et 10 000 FCFA selon son poids. Et quand les bananiers commencent à produire sur une superficie de 0,16 ha, un exploitant peut en récolter pour 300 000 à 500 000 FCFA, ajoute Mati Ousseini.

À côté de ces cultures, celles habituellement pratiquées en saison sèche ou en saison des pluies, notamment la patate douce, le manioc, le blé, le moringa, l'oignon, le piment, la tomate, le chou, le maïs, le sorgho, l'arachide, le niébé, l'aubergine, procurent de revenus consistants aux exploitants. C'est le cas pour Salissou, âgé de 35 ans, qui exploite une parcelle de 0,10 hectare dans la partie sud du périmètre Djirataoua 1. Trouvé en pleins travaux de sarclage dans une partie de sa parcelle, où le maïs est à l'étape de floraison, Salissou témoigne qu'il travaille sur le périmètre depuis une vingtaine d'années. En plus du maïs, il cultive, selon les saisons, du yajin yao ou anis, de la tomate, du moringa. Son exploitation lui rapporte environ 400 000 FCFA par récolte. Comme d'autres exploitants, sa préoccupation porte surtout sur l'insuffisance et la cherté de l'engrais.

Un peu plus loin de lui, dans la partie sud du périmètre, Youssoufa est en train de récolter du maïs. La quarantaine, il se consacre essentiellement à l'activité agricole depuis plus de 20 ans sur une parcelle de 0,8 hectare. Habituellement, dit-il, sa production est d'environ une tonne. « Alhamdou lillah, on arrive à nourrir nos familles, à satisfaire nos besoins car nous vendons aussi une partie de la production », témoigne-t-il. En saison sèche, ajoute-t-il, les autres cultures pratiquées sont l'oignon, l'anis, l'aubergine africaine. L'activité lui procure un revenu annuel d'environ 600 000 FCFA. Une partie de la production est utilisée pour l'alimentation de la famille et les semences. Pour les charges et la redevance, Youssoufa les évalue à presque 200 000 FCFA par an. Chez lui également, la préoccupation porte sur l'accès à l'engrais en quantité suffisante.

... la production de la banane sont les innovations introduites dans l'exploitation du périmètre

Abdoulkader Sani est un autre jeune exploitant qui travaille sur le périmètre depuis son enfance. Âgé maintenant de 23 ans, il exploite la parcelle familiale d'une superficie de 0,48 ha depuis l'âge de 13 ans. Nous l'avons trouvé en train de récolter du manioc dont la vente leur rapporte 150 000 FCA par saison. Mais la culture principale pratiquée sur leur parcelle est celle du moringa avec une moyenne de 10 récoltes par an, pour un revenu d'environ 250 000 FCFA. Cependant, selon le producteur, le rendement a légèrement baissé ces dernières années en raison d'un phénomène qui fait perdre aux plants une partie de leurs feuilles avant la récolte.

La transformation à petite échelle par les femmes

Présentes dans l'exploitation du périmètre, les femmes s'illustrent surtout dans la transformation. « Anfanin Zogale », signifiant en langue haoussa « bienfaits ou avantages du moringa », le nom de la structure à travers laquelle elles opèrent donne une idée de leurs activités et de leurs retombées. Rabi, la présidente de l'association Anfanin zogale qui compte aujourd'hui 24 membres, énumère avec fierté les produits issus de la transformation du moringa. Il s'agit du moringa séché, du moringa précuit, de la poudre de moringa, du degué de moringa, du savon de moringa, de l'huile des graines de moringa, du piment de moringa. Ces produits sont livrés à travers le Niger et l'association Anfanin zogale est présente à toutes les grandes foires. Les retombées sont importantes car les revenus permettent à ces femmes de subvenir à leurs besoins. Selon Rabi, les membres de l'association n'ont pas reçu de formation spécifique en matière de transformation. « Tout ce que nous produisons est le fruit de notre imagination et de notre volonté, mais nous avons besoin de l'appui de l'État ou des partenaires en équipements car nous faisons tout à la main », affirme Rabi.

Des producteurs face à de pressantes préoccupations

Quatre principales cultures étaient pratiquées sur le périmètre irrigué de Djirataoua à sa création : le coton, le

sorgho, l'arachide, le blé, rappelle Salissou Elhadj Mati, le président de l'Union des sociétés coopératives. Chacune des quatre principales productions était destinée à un besoin et but précis : culture vivrière, le sorgho servait à satisfaire aux besoins en alimentation ; le coton, le blé et l'arachide, des cultures de rente faisaient fonctionner la société cotonnière, Les Moulins du Sahel, les huileries. « À cette époque, en saison des pluies, nous produisons le coton destiné à la société cotonnière, dès le mois de mars, les producteurs avaient déjà les semences, de l'engrais et à la récolte le revenu issu de la vente leur permettait de rembourser le crédit, de payer la redevance pour l'exploitation du périmètre et le reste satisfaire leurs besoins », explique Salissou Elhadj Mati. Malheureusement, depuis vers 2007, regrette-t-il, la situation n'est plus la même. Les producteurs n'ont plus de partenaire comme la société cotonnière. Certains ont continué pendant un moment à produire du coton qu'ils vendaient au Nigeria malgré tous les problèmes, pour avoir des revenus et pouvoir payer les redevances. La production du blé a buté au même problème avec l'absence Des Moulins du Sahel. Ce qui a amené les producteurs à chercher, chacun de son côté, à s'en sortir en initiant d'autres cultures.

Le marché demi-gros construit il y a quelques années à l'entrée de Djirataoua est censé servir de point de vente des produits maraîchers. « Le problème est que les produits maraîchers présentés sur le marché ne peuvent être conservés s'ils ne sont pas achetés à la fin de la journée. Notre souhait, c'est d'avoir une solution comme à l'époque de la société cotonnière et des Moulins du Sahel où la production était achetée à un bon prix », plaide le président de l'Union des sociétés coopératives de Djirataoua. « Le retour à une production organisée, comme avant, c'est ce qu'espèrent les producteurs. Ainsi, la production sera mieux structurée. Même en cas de nécessité de traitement, c'est plus facile et efficace qu'avec la situation actuelle », insiste Salissou Elhadj Mati. Aussi, ajoute-t-il, ce qui préoccupe le plus les producteurs, c'est le coût de l'énergie électrique dont la facture a augmenté au fil du temps. « Il fut un temps où la facture pour le périmètre était de 25 à 35 millions par an. Or, depuis quelques années, elle va de 120 à 145 millions par an. Il y a une promesse de centrale solaire, mais en attendant, nous souhaitons une réduction spéciale pour le tarif de l'électricité », poursuit Salissou Elhadj Mati.

Un autre souci pour les exploitants, depuis un peu plus de dix ans, c'est la baisse des nappes d'eau dès le milieu de la saison sèche. Ce qui rend l'irrigation difficile, fait monter la consommation d'électricité, avec les pompes qui surchauffent et tombent vite en panne. Cette situation serait liée, selon le président de l'Union Adalci, aux faibles précipitations, au réchauffement climatique et au barrage qui retient les eaux du côté de Jibiya au Nigeria. Ce n'est pas tout pour les problèmes auxquels sont confrontés les exploitants du périmètre de Djirataoua car

il y a l'équation de l'engrais. En effet, les producteurs n'ont cessé d'évoquer l'insuffisance ou le manque de cet intrant. La quantité disponible que l'Union peut acheter par livraison pour les 4 227 exploitants est très insuffisante, estime Salissou Elhadj Mati, à peine un demi sac par personne. « Les charges sont énormes, l'électricité, les réparations des équipements, l'engrais, il y a beaucoup de dépenses, et chaque membre de l'Union doit contribuer à la redevance proportionnellement à la superficie qu'il exploite », se plaint-il.

L'Etat, à travers ses services, notamment l'ONAHA, intervient auprès des exploitants. Cet appui, précise la directrice du périmètre, Mme Fassouma Issa Tankola,



Salissou Elhadj Mati, le président de l'Union des sociétés coopératives de Djirataoua 1

Issa Moussa/ONEP

consiste à assurer l'encadrement technique des coopératives, à travers la maintenance des infrastructures hydro-agricoles, notamment les forages équipés d'électropompes connectés au réseau électrique. Il y a aussi l'accompagnement des coopératives dans la gestion administrative, leur mise en valeur, l'organisation de l'irrigation et la sécurisation de la production maraîchère et céréalière.

Cependant, au-delà des appuis ponctuels dont ont besoin les exploitants, les préoccupations auxquelles ils sont confrontés révèlent la nécessité de mettre en œuvre une nouvelle stratégie et des actions de valorisation de la chaîne agricole. La situation requiert une réponse adéquate aux problèmes d'accès à l'engrais, de cherté de l'électricité. Mais il y a surtout le besoin d'un bon circuit de commercialisation de la production, d'une véritable industrie de transformation, à l'image de celle qui existait à l'époque faste de l'aménagement hydro-agricole de Djirataoua avec les sociétés qui transformaient le coton, le blé, les arachides. La production agricole sera ainsi boostée et valorisée au bénéfice des exploitants et du pays.

**Souley Moutari,
envoyé spécial**

Union Rufin-Asiri de Guidan Roudji

Un modèle pour l'autonomisation des femmes et l'entraide

Comme dans d'autres localités du Niger, les femmes de la commune urbaine de Guidan Roudji sont organisées au sein de structures leur permettant de mener des activités génératrices de revenus. Créée en 1982, l'Union Rufin-Asiri de Guidan Roudji est une coopérative formée par 17 groupements féminins comptant 401 membres en 2026. Ces femmes pratiquent des activités de transformation de l'arachide et du niébé ainsi que la vente de mil et de sorgho.

Pour mener leurs activités, les membres de l'Union Rufin-Asiri de Guidan Roudji s'approvisionnent d'abord en produits agricoles pendant la période de récolte. Ancienne agent de trésor à la retraite, Mme Saadou Fatima Madayana est la présidente de cette Union, et également présidente de la Fédération Hamdallah. « Nous achetons l'arachide que nous transformons en tourteaux et l'huile. Quant au niébé, il est transformé en farine de "dan waké" et le mil est stocké pour être vendu un peu plus tard », explique Mme Saadou Fatima Madayana. Cependant, relève-t-elle, cette année, l'Union Rufin-Asiri n'a pas enregistré beaucoup de bénéfice en raison de la disponibilité des céréales dont les prix sont abordables. « Nous avons acheté 256 sacs du mil en raison de 24 500 FCFA l'unité pour le revendre à un prix qui atteint à peine le prix d'achat », a-t-elle fait savoir.

L'objectif visé par les membres de l'Union Rufin-Asiri est leur autonomisation, mais il s'agit aussi de permettre aux femmes

d'avoir des vivres sous forme de crédit, car souvent elles sont utilisées comme ouvrières journalières dans les travaux champêtres pour subvenir à leurs besoins alimentaires. « C'est pourquoi, nous mettons à la disposition des membres des groupements du mil et de farine de dan waké afin d'aider ces femmes qui sont dans une situation de vulnérabilité. Après la récolte, elles remboursent exactement ce qu'on leur a donné. Nous avons des partenaires comme le marché demi-gros qui achète aussi notre mil », affirme-t-elle.

Concernant la production, l'Union Rufin-Asiri a la capacité de produire 1 000 litres d'huile d'arachide en trois mois. « Les foires constituent une occasion qui permet aux femmes d'écouler les produits. L'an dernier, grâce à l'appui de l'ONG Care, nous avons vendu 500 litres d'huile d'arachide lors d'une foire à Niamey puis remporté un prix avec le produit de farine de dan waké à Maradi lors d'une autre foire où nous avons également reçu une récompense de 250 000 FCFA », rappelle avec fierté Mme Saadou Fatima Madayana.

Le kilogramme de farine de dan waké est vendu 750 FCFA, le litre d'huile d'arachide se vend actuellement entre 1 400 FCFA à 1 500 FCFA. Le sac de 25 KG de tourteau à 9 000 FCFA. « Nous avons presque épuisé notre stock qui sera reconstitué en période de récolte. Nous enregistrons près de 500 000 FCFA de bénéfice par an. Cette somme est utilisée pour aider certains groupements et assurer le fonctionnement de l'Union. 250 000 FCFA sont alloués aux groupements et le reste sert à régler les factures d'eau, d'électricité, payer le gardien, la comptable », précise la présidente de la coopérative.

« En 2005, l'ONG Care a aidé l'Union à construire la banque céréalière puis nous avons reçu un appui en sorgho. En plus, MCA et MCC ont construit le siège. Nous avons besoin d'un groupe à gas-oil qui peut nous aider à réduire les dépenses en électricité. L'Union Rufin-Asiri est un modèle de structure de femmes à Guidan Roudji, voire au-delà. Les membres de l'Union ont été félicitées par le directeur de Care lors de son passage de supervision. Il a fait remarquer que parmi les centaines de banques construites par cette ONG en faveur des coopératives, seule celle de Rufin-Asiri est véritablement fonctionnelle », se réjouit la présidente de la coopérative.

Abdoulaye Mamane, envoyé spécial



Sa Majesté Abdou Bala Marafa, Sultan du Gobir

« Le Gobir est l'une, sinon la seule chefferie traditionnelle sur laquelle la modernité n'a pas eu beaucoup d'impacts »

Votre Altesse, le Sultanat du Gobir est le gardien des valeurs traditionnelles et ancestrales. Comment sont préservées ces valeurs en ces temps modernes ?

Au nom d'Allah, le Clément et Miséricordieux, merci à l'ONEP de m'avoir permis de parler de la vie et du fonctionnement du Sultanat du Gobir. Dans notre sultanat, nous avons hérité de nos aïeux de valeurs depuis la nuit des temps et nous les vivons autant que faire se peut malgré la modernité. Le Gobir est l'une, sinon la seule chefferie traditionnelle sur laquelle la modernité n'a pas eu beaucoup d'impacts. Nos us et coutumes sont toujours là. Au Gobir, nous avons un système politique qui englobait 345 notabilités avant l'arrivée des colons. Actuellement nous en avons 99 et le Sultan est le 100ème. Parmi ces ordres ou notabilités. Il y en a qui s'occupent de nos us et coutumes. Ils sont là et ils seront là, nous ne les avons pas abandonnés. Tout ce qui se faisait avant, même si la modernité en a amputé un peu, existe encore. C'est le cas notamment des manifestations lors des fêtes religieuses ou coutumières où, pendant des jours, diverses activités de réjouissance et de démonstration sont organisées, mais aussi de certaines pratiques culturelles et culturelles anciennes. Et il faut souligner que le sultanat du Gobir englobe un vaste territoire allant au-delà de la région de Maradi dont il couvre 3/4 et jusqu'au Nigeria avec l'exemple de Sabon Birni. Tous participent à la préservation de nos valeurs ancestrales.

Quels sont alors ces cantons qui constituent le Gobir ?

Nous avons Tibiri, Guidan Roumdji, Chadakori, Guidan Sori, Sayé Saboua, Dakoro département, Kornaka sont dans le Gobir. Le département de Bermo fait aussi partie du Gobir ainsi que Mayahi à l'exception de Kanon Bakaché. Dans la région de Tahoua, il y a Madaoua appelé Gobir Toudou ainsi que Konni. Au Nigeria, la chefferie de Sabon Birni relève du Gobir.

Comment fonctionne alors le système de dévolution du pouvoir au sultanat ?

Au Gobir nous avons notre propre mode de désignation des chefs. Il y a le système ordinaire de vote de chef de canton avec des électeurs que sont les chefs de villages ou tribus administrés avec l'ouverture de candidature, le scrutin par allégeance (par le passé) ou vote secret. Mais dans les temps anciens, c'est le sultan qui désignait des gens qui font office de chefs de secteur dans ce qui est devenu canton, aujourd'hui. Cependant en ce qui concerne le Sultan, notre système est resté le même. Et, nous sommes fiers de ce mode qui tranche d'avec ceux des autres chefferies de même statut. C'est celui de grands électeurs, un collège à qui incombe la lourde responsabilité de désigner un nouveau sultan en cas du décès de son prédécesseur. Sachez que ce système permet à tous les fils de sultans, ceux ayant le turban de la chefferie ou non, de prétendre au trône. Tant que quelqu'un qui est fils d'un sultan issu d'une des quatre familles descendantes ou héritières du trône du Gobir (Jangorzawa, Yacoubawa, Nafatawa et Gonkawa), il a le droit. Où qu'il soit, il peut manifester sa candidature. Par exemple, avant que je sois désigné, je n'avais pas le turban de la chefferie, mais je suis fils d'un ancien sultan et j'avais droit conformément au code électoral ancestral. Qui choisit le sultan du Gobir ? Comme je l'ai dit, ce sont les grands électeurs appelés « Yan Tara Gobir » ou les neuf sages du Gobir qui, une fois



Sa Majesté Abdou Bala Marafa, Sultan du Gobir

qu'un sultan est décédé, tiennent en main le trône jusqu'à l'arrivée du nouveau. Ils ont la confiance de tous les Gobirawa. Au moment où je parle, certains sont ici avec moi. Chaque candidat est tenu d'aller les voir pour solliciter leur vote. Une fois toutes les candidatures enregistrées, c'est eux qui procèdent à la présélection pour éliminer progressivement certains candidats, selon un certain nombre de critères objectifs mais aussi en prenant en compte les avis des détenteurs de nos pouvoirs mystiques. Lorsqu'Allah m'a choisi comme Sultan en 1998, nous étions 29 candidats. Il y a parmi nous des ministres, des grands hommes politiques. Mais, notre système de dévolution du pouvoir au Gobir ne permet aucune ingérence extérieure de qui que ce soit. Le président de la République, le ministre de l'intérieur, le préfet de l'époque ne savaient même pas que j'étais candidat. Les autorités administratives lancent juste le processus. Et les « Yan Tara Gobir » se réunissent en conclave, seuls, autour de leur président avec l'appui d'un facilitateur assermenté pour examiner les candidatures à travers un système d'élimination anonyme jusqu'à l'obtention de deux candidats jugés plus aptes à diriger le Gobir. Il faut rappeler qu'ils font appel aux détenteurs des pouvoirs mystiques (marabouts, féticheurs, géomanciens) dans leur prise de décision sur les candidats. Le facilitateur leur demande ; que sera le Gobir si un tel est élu Sultan ? Chacun donne le résultat de sa consultation. Les électeurs notent le candidat. Et ainsi de suite jusqu'à la fin du processus où seuls les deux bons candidats sont retenus. Leurs noms sont enfin divulgués pour « la finale ». C'est alors qu'ils procèdent au vote pour les départager et désigner ainsi le nouveau sultan et annoncer son nom au représentant de l'Etat. Vous voyez que le Gobir, vieux de plus de 5000 ans d'histoire, a déjà un système électoral bien rodé. Pour l'histoire justement, je suis le 380ème sultan de la dynastie du Gobir, et cela sans discontinuer.

Quel rôle entend jouer la chefferie traditionnelle du Gobir dans le processus de refondation nationale en cours au Niger ?

Je dirais plutôt quel rôle jouons-nous déjà, puisque nous sommes dedans. Lorsqu'on analyse la marche du Niger, il est aisé de comprendre les erreurs du passé et la refondation consiste à corriger ces erreurs et repartir sur des meilleures bases. Par le passé nos dirigeants n'étaient pas patriotes, ni travailleurs, on semblait ignorer c'est quoi la patrie. La refondation nous appelle à aimer notre pays, à être des gens honnêtes, travailleurs et être prêts au sacrifice ultime pour ce pays. Nous sommes en train d'impulser un changement de comportement à nos populations par des sensibilisations à tous les niveaux, toutes les occasions. Nous appelons les populations aussi à prier lors de toutes les manifestations sociales et publiques pour la paix. Au Gobir, on se réunit chaque vendredi au sultanat pour discuter des sujets de préoccupation nationale et régionale et pour passer des messages à relayer.

Votre Altesse, parlez-nous de vos relations avec les autorités administratives locales et au plan national

Il fut un moment où nos rapports étaient difficiles avec celles-là. Mais il y a aussi des moments où nous entretenons de très bonnes relations. Elles étaient difficiles en temps des partis politiques lorsque des élus bafouent l'autorité coutumière sur son propre territoire hérité depuis des temps immémoriaux. Mais, nous en tant que chefs traditionnels, nous avons tout supporté. De nos jours, avec la refondation, nous sommes plus considérés en tant qu'autorités. Et, pour cause, tous les sultans et un chef de canton par région siègent actuellement au Conseil Consultatif de la Refondation (CCR). J'estime que c'est une très grande considération. Les ministres en mission nous rendent des visites de courtoisie. Nous remercions les autorités.

Votre région fait face à des défis sécuritaires dont le banditisme armé avec parfois l'implication d'enfants du terroir. Que diriez-vous à ce sujet ?

Dans notre zone du Gobir, il y a vraiment un problème. Est-ce du banditisme ? Je dirais non puisque nous sommes frontaliers du Nigeria sur plus de 150km. Les voleurs font des incursions chez nous, dépouillent nos populations le long de cette frontière. Le Niger a déployé les FDS partout. Mais, lorsque les incursions sont nombreuses, il est difficile de tout contrer. Le problème est qu'une fois l'incursion faite, les assaillants se replient automatiquement au Nigeria avec ce qu'ils ont pris (animaux, personnes, et autres biens), sachant que nos FDS ne peuvent pas les poursuivre au-delà de la frontière puisqu'il n'y a pas de collaboration avec les forces de sécurité du Nigeria. Nous espérons que les autorités trouveront les moyens de rendre possibles les poursuites outre-frontière. La population nous appuie, appuie les FDS avec les prières mais aussi le travail des comités de vigilance. Nous faisons de la sensibilisation aussi à toutes les occasions et nos administrés apportent leurs contributions autant qu'ils peuvent. Cependant il y a des complices internes qui participent aux incursions ou aident les bandits dans la commission des actes de pillage en les informant sur les mouvements des FDS ou sur les personnes nanties.

Quel rôle votre autorité morale entend-elle jouer pour susciter une participation citoyenne active face à ce fléau ?

Il faut dire que certains chefs de village sont dans une situation délicate, ils vivent dans la torpeur d'être les cibles des bandits en complicité avec les nôtres qui se sont égarés. Pour susciter la participation, nous avons convoqué les chefs de village à qui nous avons brandi le Saint Coran pour qu'ils collaborent. On l'a fait par deux fois, mais jusque-là, le mal n'est pas éradiqué dans la mesure où certains complices d'exactions ou de dénonciation de ceux qui collaborent vivent parmi les populations et leurs enfants sont avec les voleurs.

De nos jours, comment se déclinent vos rapports entre les deux sultanats —le Gobir et le Katsina ?

Nous vivons en parfaite symbiose actuellement avec nos frères katsinawa et nous sommes difficilement distinguables aux yeux de certains, tellement que nos apparences, nos coutumes, notre espace géographique sont presque identiques. Nos cousins Zarma ne font même pas la distinction entre nous car, ils confondent les cicatrices et appellent tout celui qui porte les cicatrices de Bagobiri, surtout que nous vivons ensemble depuis toujours. Pour eux et beaucoup d'autres, ce sont les mêmes. Mais géographiquement, le Gobir est au nord et le Katsina au sud. Il fut des moments dans l'histoire où les deux se sont livrés des guerres, mais il a eu aussi des moments d'entente et de confiance mutuelle, même du temps où le Niger n'existait pas en tant qu'Etat moderne. Maintenant que nous sommes dans un même pays, chacun reste à sa place et on fait tout ensemble. Si vous regardez, la ville de Tibiri est en train de se rapprocher de Maradi, bien qu'il existe une frontière. Les villes, les villages se chevauchent voire s'entremêlent.

Votre altesse veuillez nous faire un bref historique du Gobir et du Sultanat.

L'histoire du Gobir est une longue histoire. Son récit peut prendre des heures voire des jours. Mais parlons-en quand même. C'est une histoire millénaire. Nous les Gobirawa, Tibiri est notre 20ème capitale. L'histoire d'émigration des Gobirawa a débuté dans la péninsule arabe en passant par l'Afrique du nord, le Sahara jusqu'au Sahel où nous sommes actuellement dans la région de Maradi, de Tahoua et au Nigeria. Certains historiens nous classent parmi les sept Etats

LES DIFFERENTES CAPITALES DU SULTANAT DU GOBIR DES ORIGINES A NOS JOURS EXTRAIT DU DOCUMENT DE MR. HABOU MAGAGI « LISAFIN TSOFAFIN BIRANAN GOBIRAWA DA LABARIN SARAKIN GOBIR » IRSH-MARADI

NUMERO	CAPITALES	PAYS
1	Birnin Bagadaza	Irak
2	Birnin Kudus	Jérusalem
3	Birnin Gubur	Arabie Saoudite
4	Birnin Karballa	Irak
5	Birnin Masar	Egypte
6	Birnin Souroukal	Egypte
7	Birnin Tunas	Tunisie
8	Birnin Bagazam	Niger
9	Birnin Assodé	Niger
10	Birnin Egades	Niger
11	Birnin Tilguinit	Niger
12	Birnin Marandat	Niger
13	Birnin Toro	Niger
14	Birnin Lallé	Niger
15	Birnin Gwararamé	Niger
16	Birnin Alkalawa	Nigeria
17	Birnin Dakurawa	Niger
18	Birnin Gawon Gazaou	Nigeria
19	Birnin Maradi	Niger
20	Birnin Tsbiri	Niger

Haoussa, d'autres le réfutent. Le nom Gobir vient du nom de la ville de Goubir, qui n'est ni au Niger ni au Nigeria, même pas en Afrique. C'est au moyen Orient, précisément le Yémen où la ruine de la ville s'y trouve actuellement. Les Gobirawa ont émigré pour se retrouver progressivement vers l'ouest durant des siècles. Ils avaient leur organisation administrative et ont implanté des capitales tout au long de leur périple séculaire. C'est en 1835 que Tibiri est érigée en capitale, jusqu'à nos jours. L'organisation administrative avait 345 notables. La somme de ses chiffres donne 12, un chiffre qui est important dans cette organisation administrative. Les cicatrices que vous voyez sur mes joues sont six de part et d'autre. Celui que Dieu a choisi pour être le sultan du Gobir doit frapper 12 fois sur le tambour royal. Le fils d'un sultan destiné à être sultan porte ces 12 cicatrices et non 13.

Réalisé par Zabeirou Moussa

Forêt classée de Dodo-Dan Kada

Une aire riche en faune et en flore à préserver

Dans le village de Dan Kada, département d'Aguié, s'étend un espace naturel aux richesses précieuses, la forêt classée de Dan Kada. Classée depuis le 10 octobre 1952, elle s'étend sur une superficie de 5 190 hectares, comptant plusieurs milliers de pieds d'arbres et de nombreuses espèces animales, faisant d'elle un patrimoine naturel précieux où chaque recoin raconte une histoire de vie et d'équilibre bioécologique.

Constituée de deux parties essentielles, la forêt de Dan Kada compte un côté dense en végétation où il est laissé à la nature le soin d'imposer sa loi et un autre soumis à un contrat de culture. La première, représentant environ 20% de la superficie, est le domaine le plus dense en termes de végétation. Dans cette zone, la végétation est si abondante qu'à certains endroits elle devient presque impénétrable, formant un véritable mur végétal naturel. Des arbres hauts et serrés, propulsés par la saison pluvieuse, s'entrelacent à leurs sommets pour créer une canopée épaisse qui filtre les rayons du soleil. Le sol, en certains endroits humides, est recouvert de lianes et d'un tapis herbacé dense et vif. A certains niveaux, l'endroit donne l'impression d'un terrain labouré.

Il s'agit des zones qui sont en traitement, subissant une campagne de plantation de nouvelles herbes.

La seconde partie, plus ouverte, contraste avec l'autre partie dense. Mais ce jour-là, nous avons trouvé des champs de mil, de sorgho et de haricots. En effet, ce domaine est soumis à un contrat de culture au profit de la population, en vue de résoudre en partie le manque de terres agricoles. Cependant, les agriculteurs sont soumis à l'application stricte de la Régénération Naturelle Assistée (RNA).

La forêt regorge d'une importante richesse en essences arborées. On y trouve ainsi le marula ou l'esclérocarya birrea, le balanzan ou le fedherbia albida, le burkiea africana et le semellier ou piliostigma reticulatum. En termes d'arbustes, il y a, entre autres, le physostigma, l'acacia sénégale. S'agissant de la faune, les animaux les plus fréquents sont les petits mammifères, notamment les écureuils, les lièvres et les singes rouges. Dans la catégorie des reptiles, il y a les serpents, les gueules tapées. Mais il y a aussi des espèces d'oiseaux voyageurs dont les cigognes et les outardes.

Le directeur départemental de l'environnement et de la lutte contre la désertification d'Aguié, le Lieutenant-Colonel Namata Soumaila, souligne les avantages de cette forêt pour les populations qui sont à la fois d'ordre social et économique. En effet, cette forêt a d'abord permis à de nombreuses familles démunies d'obtenir des terres de cultures. Ensuite, elle fournit du bois de chauffe aux foyers et certains services sans abus. Enfin, la forêt classée de Dodo-Dan Kada offre un cadre approprié de pâturage aux éleveurs, sauf les parties soumises à traite-



Le Lieutenant-Colonel Namata Soumaila, DDE Aguié



Photo ONEP

ment. Mais il faut souligner que le campement reste strictement interdit dans cet espace. Toutes ces actions ont pour but de mettre les populations de la zone dans leurs droits, conformément aux textes qui régissent les forêts nigériennes.

Le responsable départemental indique que cette richesse biologique est soumise à de nombreuses pressions anthropiques notamment l'abattage des pieds d'arbres épargnés dans le cadre de la RNA dans la partie soumise sous contrat de culture. Ensuite, il y a les actions illégales des fabricants de mortiers ou de pilons qui abattent parfois frauduleusement les grands arbres. La forêt est également sous la pression de l'incivisme de certains pasteurs qui, avant la saison pluvieuse, se permettent d'affaler des branches d'arbres pour nourrir leurs animaux des feuilles.

Pour lutter contre toutes ces infractions, il est mis en place plusieurs polices forestières qui sillonnent l'ensemble de la forêt, parfois appuyées par le service de gardes civils et la supervision des chefs coutumiers.

En termes d'actions de restauration de terre et de récupération de certaines espèces végétales, la direction départementale de l'environnement et de la lutte contre la désertifica-

tion œuvre avec le projet PISEN pour apporter des solutions. Actuellement, ils œuvrent dans le cadre de la lutte contre l'espèce envahissante dans le secteur, à savoir le sida cordifolia. Pour s'y faire, ils procèdent, tout d'abord au sarclage de l'espèce, puis à l'arrachée des reliques tout en ensemençant l'endroit.

Toujours, dans le cadre de la restauration, l'Etat a pris l'initiative de mettre en avant la production d'essences qui intéresseront encore plus les populations. A cet effet, un site de 50 hectares a été aménagé et clôturé dans lequel l'on trouve le néré ou parkia biglobosa, le bohinia rufescens, etc.

Malgré les multiples défis auxquels ils sont confrontés dans la gestion de la forêt, le Lieutenant-Colonel Namata Soumaila et ses hommes ont réitéré la volonté ferme de l'Etat à préserver cette forêt, une volonté qui ne peut être efficace sans la collaboration des populations. Il les a invitées à prendre conscience de l'importance de la forêt et à comprendre qu'elle leur appartient, afin de la préserver et de faire profiter les générations futures.

Bachir Djibo,
Envoyé spécial

Le centre secondaire de multiplication du bétail de Fako

Un véritable levier de promotion de l'élevage et de développement local

Le département de Bermo est une zone à vocation essentiellement pastorale. A ce titre, l'élevage constitue la principale activité des communautés. Il est pratiqué sur un vaste espace dédié exclusivement au pastoralisme. C'est pourquoi, d'ailleurs, il a été créé dans les années 1970, le centre secondaire de multiplication du bétail de Fako à l'image du ranch de Toukounous dans le département de Filingué et celui d'Ibecetane dans le département d'Abalak. L'Objectif de départ pour l'Etat était de créer les conditions favorables à la multiplication des bovins surtout la race Azawak dans cette contrée propice au développement et à la promotion de l'élevage, la deuxième mamelle de l'économie nigérienne après l'agriculture.

Le centre secondaire de multiplication du bétail de Fako, communément appelé Nord Dakoro est situé à 30 km au nord-ouest du département de Bermo. Il est 9 h 15 mn ce mercredi 8 juillet 2026 lorsque nous empruntons la route en compagnie de deux guides ; un élément de la direction départementale de l'Environnement et un Garde national du Niger, dépêchés par le préfet du département de Bermo. Faute de route, le centre secondaire de multiplication du bétail de Fako est difficile d'accès, sans compter qu'il est facile de s'égarer lorsqu'on ne maîtrise pas la zone. La piste est sablonneuse. Quant à la végétation, elle est caractérisée par les arbres et arbustes avec une forte prédominance de deux espèces en l'occurrence *calotropis procera aegyptiaca* et *balanites*. Le climat demeure aride en dépit des précipitations tombées la veille. Le tapis herbacé est au stade de germination par endroit. Bref, les animaux, et principalement les gros ruminants, doivent encore attendre un peu pour espérer avoir un excellent pâturage.

Au bout d'un périple non sans difficulté, nous voilà aux portes du centre secondaire de multiplication du bétail de Fako. La route est jonchée de cadavres de petits ruminants et gros ruminants appartenant aux éleveurs voisins du centre. La présence d'animaux observés ici et là est un signe annonciateur de la crise pastorale marquée par une pression accrue sur les ressources fourragères dans cette localité. Selon le directeur du centre de Fako, M. Idrissa Aoudi, la création de cette structure fait suite à la grande sécheresse de 1973. Il couvre une superficie de 28.800 hectares. Au début des activités, le centre



Idrissa Hamadou/ONEP

sélectionnait des Azawaks. Mais, à partir de 2014, il a décidé de changer la race Azawak au profit de celle Bororo. Et actuellement, le centre compte un effectif de 510 têtes de bovins Bororo, 79 bovins Azawaks et croisés, 148 ovins et une trentaine d'asins qui servent de moyens de transport de l'eau ou du matériel pour les bergers.

En termes de personnel, le centre dispose d'un cadre supérieur et deux adjoints techniques, 6 (six) auxiliaires permanents, recrutés par l'Etat ainsi que 23 contractuels. S'agissant de l'état d'ouvrages, on dénombre deux forages dont un non fonctionnel. Le forage qui sert à abreuver les animaux en eau fonctionne au moteur avec une disponibilité d'eau assez suffisante en dépit de la forte demande des populations riveraines qui font le ballet à la devanture de l'administration où est érigée une fontaine. Trouvé sur place, M. Tsahirou Ahamidou est un agent technique du centre. Il accepte volontiers de nous faire visiter cette vaste étendue dédiée à l'élevage, du moins certains équipements qui participent à la gestion du centre. Il s'agit principalement le magasin

de son de blé dont le stock est dégarni, le bureau du vétérinaire, le grand hangar à moitié rempli de paille sèche, de tiges de sorgho, de fanes de niébé, une dizaine d'abreuvoirs éparpillés dans le centre, deux couloirs et le parc de vaccination, le dispositif de pesage, le château d'eau avec des fuites lors du pompage, le bain détiqueur (dispositif servant de déparasitage) et le parc de stabulation.

Les missions et objectifs du centre consistent notamment à sélectionner, multiplier des races Bororo performantes avant de procéder à la vulgarisation de ces races. En plus, le centre de Fako vise aussi la production et la commercialisation du lait. Pour matérialiser cet objectif capital, il a été programmé de produire sur place du fourrage pour le cheptel dans la perspective de combler le déficit fourrager lié soit à la campagne agro-sylvo-pastorale ou bien la pression sur les espaces fourragers. C'est dans cette optique qu'un certain nombre de partenaires ont approché le centre afin de créer des champs de culture irriguée. Cette expérience sera mise en œuvre au cours de cette année.

Entretien et suivi de la santé animale

Le centre secondaire de multiplication du bétail de Fako ne saurait atteindre ses objectifs sans un entretien et un suivi adéquat de la santé animale. Ainsi, le centre dispose chaque année d'un calendrier de prévention et de traitement des maladies. Et les produits vétérinaires sont disponibles en permanence. Le calendrier vaccinal prévoit pour ce qui est des bovins le traitement de la péripneumonie contagieuse bovine, le charbon bactérien, la pasteurellose et la chimio-prévention contre les piroplasmoses.

Concernant les petits ruminants, le centre concentre ses efforts sur la vaccination contre la

peste, la pasteurellose et la clavelée. A cette liste de prévention vient s'ajouter la vaccination contre le charbon bactérien. En dépit de la chimio-prévention, le déparasitage interne et externe, le cheptel du centre secondaire de multiplication du bétail de Fako fait face à quelques soucis liés aux parasites externes, tels que les tiques à cause desquelles certains animaux sont isolés du troupeau et attachés à côté de l'administration pour un suivi sanitaire, c'est-à-dire sous traitement jusqu'à la guérison totale.

Production du lait : un objectif fondamental du centre de Fako

Au centre secondaire de multiplication du bétail, cet objectif n'est jamais perdu de vue dans la mesure où les troupeaux de la race Azawak et Bororo sont conduits chaque jour au pâturage par des bergers aguerris recrutés ou sous contrat. Ibrahim Baléri capitalise 25 ans d'expérience au sein du centre. Son travail est essentiellement de conduire les animaux au pâturage et les traire matin et soir. Pour cela, il veille comme il peut pour remplir son cahier de charges. Il déclare n'avoir jamais eu d'arriéré de salaire. A la fin de mois, Ibrahim palpe fièrement 70.000 FCFA pour le service rendu. Il renchérit en ces termes : « l'élevage est pour moi un héritage légué par les parents. Conduire les animaux au pâturage me procure de l'enthousiasme, de la joie et de la gaieté. Bref, il apaise ma conscience et tranquillise mon esprit parce qu'il me nourrit », confie l'expérimenté Ibrahim Baléri, sur un ton serein.

La période de soudure, explique-t-il, constitue pour chaque berger un moment difficile parce qu'il n'y a pas de fourrage. Les animaux perdent considérablement de poids. Et cela a un impact réel sur leur capacité à produire de lait en quantité et en qualité. A cet aspect viennent se greffer les maladies récurrentes qui déciment quelques têtes. Quant à Moussa Haram, le berger de la race Bororo, il jouit de 7 ans d'expérience dans le centre. Le troupeau qu'il va conduire vient de quitter les réservoirs contenant du son de blé, un complément nutritif alimentaire pour les animaux. Il affirme que la race Bororo symbolise même la zone. Elle est une partie intégrante de l'identité culturelle du département de Bermo. Autour des réservoirs de son de blé, les longues cornes de la race bororo se bousculent. Et c'est seulement le bâton du berger qui ramène les bêtes à l'ordre. Les cris stridents



Une vue du centre de Fako

Idrissa Hamadou/ONEP

des bergers auxquels se mêle le meuglement des vaches se font entendre. Comparant les deux races, à savoir l'Azawak et la Bororo, Moussa Ibrahim affirme sans ambages que la race Azawak produit nettement plus de lait que la Bororo. « Cette dernière n'est pas une bonne productrice de lait. Lorsque le fourrage vert est disponible, la race Azawak peut produire 4 à 6 l par jour. Tandis que la race bororo tourne autour de 3 à 4 l. Certes, les deux races ont toutes une capacité de résilience parce qu'elles s'adaptent toutes au climat sahélien. Mais la race Azawak demeure plus résistante », nous confie-t-il avec un air loquace.

Un partenariat bénéfique pour les femmes transformatrices

A côté du centre secondaire de multiplication du bétail se trouve le groupement féminin Tchigaba dont l'objectif est de transformer en fromage le lait produit au sein du centre et l'écouler sur le marché. A la tête de ce groupement constitué de 32 femmes se trouve la très dynamique Hadiza Moussa Dan-Lokoko. Sous un hangar, la présidente du groupement vient de faire quelques tranches de fromage exposées au séchage sur deux tables bien propres. Les tranches fraîches de fromage sont minutieusement couvertes par des moustiquaires pour protéger le produit des mouches et autres insectes. L'ensemble du matériel utilisé tout au long du processus de transformation du lait en fromage obéit à un seul et unique dénominateur commun : la propreté. Et pour cela, Hadiza et ses camarades veillent scrupuleusement au grain. Au regard de la détermination du groupement, celui-ci a été appuyé par des partenaires comme le projet ABC et l'ONG CARE qui ont doté de matériel nécessaire à la fabrication du fromage et la construction d'un hangar afin de créer les conditions optimales de travail.

« Nous faisons chaque jour le ravitaillement au niveau du centre de Fako. Les responsables du centre nous cèdent le litre de lait à 250 F. Avec deux litres de lait, on a juste trois tranches de fromage dont chacune est vendue à 250 F. La marge bénéficiaire n'est pas grande. En période de forte production du lait, il m'arrive de prendre jusqu'à 60 l. Le versement de l'argent est hebdomadaire et se fait chaque lundi. C'est pour vous dire que le responsable du centre nous aide beaucoup avec une telle flexibilité.



Sahirou Hamidine

Et chaque membre du groupement s'est engagée à respecter les clauses de ce partenariat. Ce dernier est beaucoup bénéfique pour les femmes du groupement parce que l'argent issu de la vente de fromage nous sert à satisfaire l'essentiel de nos besoins familiaux et à aider même certains parents en difficulté financière », a ajouté la présidente, souriante. Le partenariat que le groupement féminin spécialisé dans la fabrication du fromage a tissé avec le centre Fako est solidement ancré dans les habitudes des deux camps.

Hadiza se souvient de la marche tumultueuse de la filière à l'époque où bon nombre de femmes transformatrices s'approvisionnaient en lait auprès des éleveurs environnants. « Par le passé, nos fournisseurs ajoutaient insidieusement de l'eau dans le lait qu'ils nous vendaient. On se rappelle encore des pertes énormes que nous avons subies à cause du manque de sincérité des éleveurs fournisseurs en lait. Cependant, depuis que le centre a décidé de nous ravitailler en lait, nous avons tourné le dos aux pertes sèches », témoigne la présidente du groupement.

En plus, les femmes du groupement Tchigaba ont un réseau de vente qui fait en sorte que le fromage de Fako est vendu au Burkina Faso et au Sénégal. « Nous lançons un appel à l'Etat et aux structures partenaires pour qu'on puisse avoir une infrastructure adéquate pour le travail et pour participer régulièrement aux différentes foires et expositions dédiées à la promotion du consommateur local », a-t-elle plaidé.

**Hassane Daouda,
Envoyé Spécial**

L'usine de matelas Albarka Foam de Tchadoua

Une unité industrielle à l'arrêt face à la concurrence

Portes fermées, machines à l'arrêt, matelas empilés dans un endroit poussiéreux. L'usine de production de matelas et de salons arabes "Albarka Foam" de Tchadoua, inaugurée le 1er janvier 2022, tourne au ralenti depuis 2023. Victime de la concurrence des matelas importés du Nigeria, l'entreprise a cessé sa production et licencié ses employés.

En 2022, l'usine tournait à plein régime et ravitaillait ses dépôts à Maradi, Tessaoua et Agadez, se rappelle Mahamane Issa, Assistant du directeur général adjoint.

L'entreprise employait une dizaine de jeunes qui participaient à son animation. Ils étaient formés sur place, avec l'appui de techniciens étrangers et touchaient une rémunération mensuelle de 100 000 FCFA par mois. Depuis 2023, plus rien ! Les commandes ont baissé puis cessé avec l'arrivée massive des produits similaires importés.

Quand la concurrence déloyale impose le silence des machines

« Nos matelas sont plus résistants », explique Mahamane Issa. « Un matelas de 2 places que nous produisions coûtait 48 000 FCFA. Celui de même dimension venue du Nigeria est vendu à 40 000 FCFA. Pourquoi cette différence ? La mousse, le tissu, les fils. On achète une grande partie au Nigeria. Eux, ils importent de Dubaï. Nous, on paie le transport et on dédouane à chaque fois » a-t-il fait savoir avec amertume.

À cela s'ajoutent des charges. « La production prend beaucoup d'électricité. Par exemple, une coupure de courant nous fait perdre l'équivalent près de 300 000 FCFA de produits. Aussi, certains produits utilisés sont toxiques et exigent des équipements de protection », confie-t-il.

À l'intérieur de l'usine, le décor est figé. Les machines sont toujours là, intactes, mais couvertes d'une épaisse couche de poussière, puisqu'elles sont à l'arrêt. Dans un coin, des rouleaux de mousse et de tissus pour la couverture des matelas attendent. Plus loin, des débris de chiffons destinés aux oreillers traînent au sol. Le seul bruit audible, c'est le miaulement d'un chat qui a élu domicile dans les locaux. Les matelas déjà confectionnés sont eux stockés dans de bonnes conditions, en attendant des jours meilleurs qui tardent à venir.



Salamatou Nestor ONEP

Pour les jeunes de Tchadoua, la fermeture a été un coup dur

Issaka Kari Chapiou, 26 ans, habitant de Tchadoua, venait souvent regarder les camions charger. « Quand l'usine a ouvert ses portes, on s'est dit que Tchadoua allait bouger. On se disait qu'en plus du souchet, notre commune allait être connue aussi pour ses matelas haut de gamme. Mais, on était encore plus enthousiaste car, cela allait créer de l'emploi pour nous la jeunesse de Tchadoua. Mais aujourd'hui, tout est arrêté. On n'a rien eu » regrette-t-il.

L'entreprise a tenté d'alerter. Le ministre du Commerce est même personnellement passé. « On leur a expliqué qu'on fabrique localement les mêmes produits. Une réduction de la pression fiscale et un appui sur les matières premières pourraient nous aider à être compétitifs, et donc à continuer d'exister », a estimé Mahamane Issa.

En attendant une improbable reprise et en espérant que l'Etat ait entendu le cri de cœur, c'est avec amertume et une tristesse à peine dissimulée que l'ancien employé confie que l'entreprise n'a jamais bénéficié d'un accompagnement. « Tout reposait sur les épaules de son promoteur, Elhadj Rabé. Il avait des grandes ambitions, des projets pour la commune, pour Maradi, pour le Niger », dit Mahamane Issa en poussant un juron de désarroi.

Entre les matelas « Made in Niger » stockés et les jeunes retournés au chômage, l'usine Albarka Foam de Tchadoua illustre les difficultés du « Fabriqué local » et du « Consommer local » qui peinent à prendre leur envol. Une meilleure qualité, mais un coût de production plus élevé. En attendant des mesures de l'État, des familles espèrent la reprise et toute une commune retient son souffle.

Rahila Tagou,
Envoyée spéciale

La chèvre rousse de Maradi

Un patrimoine d'une immense valeur sociale et économique à préserver

Elle est présente sous forme d'identité visuelle sur les logos des institutions, des monuments comme le portique souhaitant la bienvenue à Maradi. Mais l'importance de la chèvre rousse de Maradi, puisque c'est de cette race spécifique de caprin qu'il s'agit, dépasse de très loin le symbole, tant du point de vue social, esthétique et plus encore économiquement parlant.



Issa Moussa/ONEP

Bien longtemps avant le regard des spécialistes sur cette espèce de la population caprine, la variété de la chèvre, qui sera appelée chèvre rousse de Maradi, avait une importance évidente pour les communautés qui l'élevaient dans cette zone dont elle tient le nom et au-delà. Une réalité que les études sont venues confirmer, un centre dédié à cette race de caprin ainsi que les demandes pour son acquisition jusque hors du Niger. La référence géographique à Maradi pour l'animal viendrait du constat fait par des expatriés occidentaux à la fin des années 50 et début 60 chez les communautés de la zone de Tessaoua et Maradi où est surtout élevée cette chèvre se distinguant de par ses caractéristiques de la chèvre du Sahel. La création du centre caprin de Maradi à partir de 1960 vise à assurer la multiplication, la sélection pour maintenir la pureté de la race de la chèvre rousse de Maradi, sa vulgarisation, ainsi que

celle des techniques de son élevage. Un travail mené depuis des décennies avec rigueur et constance comme nous l'avons observé sur ce site qui constitue une référence en la matière.

Assurer la pureté de la race de la chèvre rousse, sa multiplication et sa vulgarisation

Dans le centre, tout contact entre les mâles et les femelles de même lignée est évité afin d'empêcher la consanguinité, explique l'Ingénieur zootechnicien Moussa Elhadj Nouhou qui dirige cet établissement. Un autre élément important dans ce travail de sélection et de préservation de la race, tout sujet mâle ou femelle présentant, ne serait-ce, qu'un poil visible d'une couleur qui n'est pas rousse est systématiquement écarté du processus de reproduction. Si c'est un mâle, il est castré pour éviter toute possibilité d'accouplement avec une autre chèvre lors du pâturage.



Issa Moussa/ONEP

L'enclos des sujets mâles

La vulgarisation de la race se fait à travers la mise à la disposition des personnes intéressées des animaux à travers la vente des chevrettes « bouzgouma », comme on l'appelle en haoussa, et des chevreaux à un prix de 50 000 FCFA le couple au niveau national, et de 80 000 FCFA la vente hors du Niger. Du fait de la prolificité et de la précocité de la chèvre rousse, l'on observe qu'il y a toujours un nombre assez important de sujets dans le centre malgré les ventes. Ainsi, à la date du 8 septembre, 507 sujets y sont recensés et repartis en 8 troupeaux. Tous sont identifiés, marqués avec une fiche individuelle, comme un acte de naissance de chaque animal. Une boucle portant les informations mentionnées sur la fiche est agrafée à l'oreille de l'animal et toute sortie du centre est mentionnée dans un rapport.



Issa Moussa/ONEP

Moussa Elhadj Nouhou, directeur du centre caprin de Maradi

Outre ses aspects esthétiques, notamment la finesse, l'harmonie de sa forme et de sa couleur, la chèvre rousse est surtout appréciée pour le bon goût de sa viande, la qualité de sa peau qui est très prisée dans la maroquinerie. Aussi, les spécificités les plus intéressantes de la chèvre rousse de Maradi par rapport aux autres races caprines, c'est surtout sa fécondité et sa précocité. « C'est un animal dont la femelle peut au bout de 7 mois, dans de bonnes conditions alimentaires et sanitaires, être saillie, et mettre bas au bout de 12 mois(d'âge) », relève Moussa Elhadj Nouhou.

Cependant, si l'exportation de la chèvre rousse est source de retombées économiques évidentes, des préoccupations bien fondées sont soulevées quant à la préservation de son gène et la protection de son identité Nigérienne.

Si la peau de la chèvre rousse a fait l'objet en 2021 d'un enregistrement comme Marque Collective auprès de l'OAPI, une inquiétude demeure : qu'en est-il de la préservation du gène et de l'identité de cet animal qui constitue pour la région de Maradi et le Niger une véritable référence, en somme un patrimoine d'une immense valeur socio-économique ?

Souley Moutari, envoyé spécial
(La version longue de l'article est à lire dans Sahel Dimanche du 9 Octobre 2026)

La filière Kilichi à Tessaoua

Un héritage gastronomique en déclin qui cherche à renaitre

La production et la commercialisation de la viande séchée ou boucanée, appelée kilichi en haoussa, demeure une activité économique majeure dans le département de Tessaoua. Elle constitue l'une des principales sources de revenus de nombreux habitants, malgré le recul enregistré ces dernières années. Jadis berceau historique du kilichi, Tessaoua n'occupe plus sa place dominante. Toutefois, le kilichi continue de soutenir une part importante du marché local et en reste un des principaux piliers.

Ce jour, 16 août 2026, sous la lumière douce du petit matin, le site de production de kilichi de Tessaoua, situé à l'entrée de la ville, sur la RN1, s'éveillait lentement. L'air est encore frais, imprégné d'un parfum agréable de la viande, des épices et de la braise qui s'allume. Le calme règne, légèrement troublé par les chants lointains des oiseaux. Les producteurs de kilichi étaient déjà sur pied. Autour d'une vaste table sur laquelle s'effectue le travail consistant à entailler la viande en fines feuilles. Dans une atmosphère chaleureuse, le processus de production suit en ordre son rituel. Certains s'occupent de la préparation de la viande. Une partie de la viande soigneusement émincée est marinée et une autre exposée sur des plateformes pour le premier séchage, selon la variété de kilichi souhaitée.

Cette tâche est accomplie par un jeune, assis avec devant lui une bassine contenant de la patte d'arachide, l'un des premiers ingrédients de la marinade. Pendant ce temps, d'autres personnes s'occupent de griller la viande séchée la veille, tandis que l'emballage se poursuit simultanément. C'est sur ce site unique dans la zone que les producteurs de kilichi de Tessaoua se retrouvent chaque matin. Il leur offre un cadre adéquat pour non seulement l'organisation de leur activité mais aussi un moment d'échange et de solidarité. Ceux qui disposent de points de vente à travers la ville viennent y récupérer leurs marchandises avant de repartir pour la commercialisation.

Une activité économique prometteuse dans la localité

Abdourahamane Ali, la cinquantaine, est un professionnel de kilichi depuis toujours, ayant hérité l'activité de ses parents. Il dit avoir tout gagné de son business de kilichi ; maison, famille, aides aux parents et amis, etc. Il a plusieurs apprentis qui se chargent souvent de la vente et d'autres travaux.



Salamatou Nestor/ONEP

Chaque jour, Abdourahamane Ali réalise un chiffre d'affaires d'au moins 50.000 Fcfa et gagne plus lorsqu'il décroche une commande. La vente de kilichi se fait en gros ou en détail à partir de 500 FCFA généralement.

Debout près de son kiosque de kilichi, à quelques encablures de la mairie de Tessaoua, Laouali Chéhou venait de servir un client de passage. "C'est un fidèle client" nous fait savoir le quadragénaire, fort de ses 25 ans d'expérience dans la vente du kilichi. Son étal est une caisse métallique rectangulaire contenant la marchandise, posée sur une table en bois. Il vend à partir de 500 Fcfa. Sur un bœuf, il peut tirer 100.000 voire 200.000 Fcfa de bénéfice.

Le seul rêve que Laouali Chéhou veut réaliser est d'accroître sa production et commencer à l'exporter. Mis à part son engagement personnel, il a souligné plusieurs éléments qui, selon lui, l'aideront à atteindre ses objectifs dans la vente de kilichi. L'entrepreneur met en avant la nécessité d'une assistance financière, ne serait-ce qu'à travers l'octroi d'un prêt. Ce soutien lui permettrait d'augmenter sa capacité de production, de couvrir toutes les charges liées à l'exportation et de renforcer la compétitivité de son activité. Il insiste également sur l'importance d'une facilitation dans l'acquisition de la licence.

Le Kilichi comme héritage ancestral à Tessaoua

La mémoire collective rapporte, sans certitude, que le kilichi tire ses origines chez les peuples nomades. L'on note qu'il trouve ses racines dans les régions de Maradi et Tahoua, plus précisément à Tessaoua et Madaoua. Mais, la population de Tessaoua réclame plus la paternité de ce produit. Selon le chef des bouchers (sarkin fawa) de Tessaoua, Aboubacar Elhaj Laouali, dans une histoire lointaine de la ville, les chasseurs avaient pour habitude de sécher la viande afin de la conserver plus longtemps lors de



Salamatou Nestor/ONEP

Site de production du Kilichi à Tessaoua

leurs expéditions. Ce procédé rudimentaire nécessaire s'est progressivement perfectionné pour devenir une véritable technique de conservation de viande. Au fil du temps, il a dépassé sa fonction utilitaire pour s'imposer comme une spécialité culinaire, associée aux festins royaux et aux cérémonies importantes.

Dans une histoire plus récente, il a souligné que le Kilichi était produit exclusivement à la demande du roi. Celui-ci le faisait préparer lorsqu'il recevait des invités de marque, afin de l'offrir en guise de cadeau, symbole de générosité et de prestige. De l'intérêt qu'il a suscité au sein des sociétés, les bouchers ont vu une opportunité économique. Il s'est ainsi transformé en un produit commercial.

Aujourd'hui, cette tradition garde une forte valeur culinaire aux yeux des populations mais subit un recul considérable dans la pratique à Tessaoua. D'après les analyses du chef des bouchers, cet état de fait est causé par la complexité de la production du Kilichi et du temps qu'elle prend. « La jeune génération de bouchers est pressée de gagner. Cela constitue un obstacle pour eux pour s'adonner à la production », renchérit-il.

La relance de l'activité

Ces deux dernières années, Aboubacar Elhaj Laouali souligne que l'activité de production enregistre un regain considérable avec l'implication de nouveaux acteurs et la multiplication progressive des points de vente dans la ville. « Chaque jour, malgré la rareté de la clientèle, nous arrivons à écouler un bœuf », confie-t-il.

Afin d'accompagner cette relance et encourager la nouvelle cadence de production du Kilichi à Tessaoua, le chef des bouchers a souhaité l'appui de l'Etat et des partenaires

pour doter les producteurs d'infrastructures adaptées, notamment un local moderne bien équipé à même de leur permettre de respecter les normes d'hygiène, mais aussi d'assurer un stockage optimal du produit, d'améliorer la qualité du produit, de renforcer la compétitivité sur les marchés et d'offrir de meilleures perspectives aux producteurs. Aboubacar Elhaj Laouali souhaite également voir les jeunes bouchers s'intéresser à cette activité locale et les appelle à s'engager pour faire de Tessaoua, un pôle d'attraction et d'excellence et une référence pour la production du Kilichi au Niger et à l'échelle internationale. Abdourahamane Ali a reconnu que la production du Kilichi avait reculé par leur négligence tout en affirmant leur volonté de relancer cette activité. « Laisser cette activité s'éteindre, sans rien faire ou attirer l'attention de la nouvelle génération sur ses débouchés serait une trahison de notre part, nous les aînés », a-t-il renchérit. Ce producteur veut consolider l'héritage de ses aïeux et éviter sa disparition. Pour y parvenir, il a mobilisé tous les producteurs de Kilichi de la localité qui se sont concertés pour travailler ensemble. C'est lui qui est porté à la tête du groupe. Il y a deux ans, ils faisaient la production loin des carrefours et exposaient très peu le produit. A travers cette union de producteurs, ils ont décidé de renverser la tendance en appliquant les nouvelles règles du marché, afin de montrer au monde entier que Tessaoua est également un pôle de production du Kilichi et de redonner à cette localité la place qu'elle occupait jadis.

Bachir Djibo
Envoyé spécial

« La population adhère à la nouvelle dynamique impulsée par un sens du patriotisme... », Contrôleur Général de Police Mamane Issoufou

Monsieur le Gouverneur, quelle est la situation générale de la Région, en particulier sur le plan sécuritaire, quand on sait que votre espace est exposé au banditisme armé qui prévaut de l'autre côté de la frontière ?

Avant de répondre à votre question, permettez-moi de rendre grâce à Allah SWT, maître de la destinée et exprimer toute ma gratitude et ma reconnaissance à son Excellence le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, Président de la République, Chef de l'Etat, et au Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration du Territoire pour la confiance placée en ma modeste personne pour gouverner la région de Maradi.

Pour revenir à votre question, la situation générale de la région est à l'image de celle du pays.

C'est-à-dire que nous sommes en guerre contre le terrorisme que l'impérialisme nous a imposée. Nous nous battons pour notre souveraineté totale. Cependant, je peux affirmer que la région de Maradi se porte relativement bien et l'avenir est prometteur malgré les difficultés du moment.

La région fait effectivement face à plusieurs défis dont le plus important demeure l'insécurité qui sévit dans sa partie sud, frontalière avec le Nigeria. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les victimes se trouvent du côté nigérien, tandis que les bandits et leurs bases logistiques sont de l'autre côté. Elle se traduit notamment par des incursions de groupes armés dans les villages frontaliers du Niger, au cours desquelles sont perpétrés des enlèvements de personnes, suivis de demandes de rançon aux familles des otages, des vols de bétail ainsi que diverses exactions à l'encontre des populations.

Avec le renforcement de leurs capacités, ces bandits s'attaquent également aux positions et aux patrouilles des Forces de défense et de sécurité (FDS). Cette insécurité a des conséquences importantes sur la vie des populations, notamment à travers la détérioration du tissu social entre les communautés ainsi que la dégradation de l'économie locale et du commerce. Il faut également rappeler que cette insécurité concerne particulièrement les départements de Madarounfa et de Guidan Roumdji. À ces menaces s'ajoutent d'autres défis sécuritaires non moins importants, notamment le trafic de drogues ainsi que celui des armes et des munitions.

Ces deux trafics, qui utilisent les mêmes acteurs et les mêmes axes routiers, s'effectuent pour le premier du sud vers le nord et pour le second du nord vers le sud. Ils constituent ainsi un véritable défi sécuritaire pour la région. Le trafic d'armes et de munitions destinées aux groupes armés du Nigeria contribue à alimenter l'insécurité transfrontalière. Quant au trafic de drogues, il contribue à la destruction de la société, notamment de sa jeunesse qui consomme et abuse des



Le Contrôleur Général de Police Mamane Issoufou

Idrissa Hamadou/ONEP

produits stupéfiants.

En tant que région frontalière, Maradi fait également face aux défis liés à la fraude et, plus généralement, à la contrebande, qui constituent aujourd'hui à la fois des préoccupations sécuritaires et économiques. Par ailleurs, la région de Maradi fait face à des menaces sécuritaires qui se sont exacerbées depuis les événements historiques et héroïques du 26 juillet 2023. Des États voisins, non contents des événements ayant eu lieu, ne se sont pas gênés pour nous déclarer la guerre au nom et pour le compte de la France. Cette menace sécuritaire demeure d'actualité. Et la région de Maradi la prend avec

« Notre meilleure réponse face à tous ces défis, c'est notre unité »

tout le sérieux requis.

Face à l'ensemble de ces défis et menaces, des dispositions sont prises par les plus hautes autorités du pays et mises en œuvre au niveau régional, notamment à travers le conseil régional de sécurité et ses démembrements au niveau départemental et l'opération militaire Yarda, spécialement dédiée à la lutte contre l'insécurité transfrontalière. Du reste, d'importants efforts sont déployés pour renforcer la sécurisation des personnes et de leurs biens dans la région de Maradi, particulièrement dans la bande frontalière avec le Nigeria. Ces efforts contribuent à rassurer les populations et à leur permettre de vaquer, sans grandes difficultés, à leurs occupations.

Le Gouvernement a adopté une ordonnance portant mobilisation générale pour la sauvegarde de la Patrie. Estimez-vous que la population locale a saisi les enjeux de cette situation ? Dans l'affirmative, quels éléments factuels permettent de l'attester ? À l'inverse, quelles mesures conviendrait-il de déployer ?

Par les autorités et exprime un sentiment de dignité retrouvée, Ismamane Issoufou, gouverneur de la région de Maradi

Oui, on peut considérer que la population de la région de Maradi a globalement saisi les enjeux liés à la mobilisation générale pour la sauvegarde de la Patrie. Le sentiment de patriotisme et la culture de citoyenneté observés au sein d'une partie importante de la population constituent également des éléments qui permettent d'apprécier cette dynamique qui ne s'est pas limitée aux discours mais en actions concrètes. D'abord, nous avons entrepris des campagnes de sensibilisation afin d'expliquer à nos populations la portée de cette ordonnance en insistant sur le fait que la défense de notre pays reste et demeure une affaire de tous. Puis s'ensuit la mobilisation des différentes composantes de la société, notamment les jeunes, les femmes, les leaders communautaires, les chefs traditionnels, les organisations de la société civile, les leaders religieux qui ont pris le relais afin que les populations jouent pleinement leur rôle dans la défense civile de notre pays. Par ailleurs, des comités de veille citoyenne ont été mis en place dans plusieurs communes de la région pour le renforcement de la collaboration entre les populations et les Forces de Défense et de Sécurité. Il convient également de souligner que, dans les départements de Guidan Roumdji et de Madarounfa, qui font face à une situation d'insécurité depuis 2018, nos jeunes ont compris qu'ils constituent un maillon essentiel dans la protection de leurs communautés. Cela se traduit notamment par leur mobilisation sous le leadership des chefs de village, l'encadrement et les conseils des Forces de Défense et de Sécurité afin de contribuer à la sécurité de leurs communautés.

Quant à nos fonctionnaires, ils répondent présents par leur engagement quotidien et par l'accomplissement de leurs missions avec responsabilité, discipline et dévouement, conformément aux textes qui régissent le service public. Mieux encore, sous l'impulsion de nos chefs coutumiers et avec l'accompagnement des opérateurs économiques, nos oulémas multiplient les prières et invocations pour implorer la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité pour notre pays. Eu égard à ces différentes initiatives qui se réalisent avec l'implication de l'écrasante majorité de la population à cette dynamique nationale, on peut affirmer que la région de Maradi est engagée, la prise de conscience est renforcée dans la mobilisation générale : chacun à sa place, chacun dans son rôle, mais tous unis autour d'un même objectif. Nous réaffirmons notre engagement à accompagner les efforts de l'État en faveur de la préservation de la paix, de la sécurité et de l'intégrité de notre Pays. Cet engagement repose sur une conviction forte : notre meilleure réponse face à tous ces défis, c'est notre unité.

Le Programme Grande Irrigation est l'un des programmes phares des autorités de la Refondation. Quel est l'état de mise en œuvre de cette initiative dans votre région ?

L'état de mise en œuvre du Programme Grande Irrigation dans la région de Maradi se traduit aujourd'hui par plusieurs initiatives portant aussi bien sur la réhabilitation d'aménagements hydroagricoles existants que sur la réalisation de nouveaux périmètres irrigués. À ce titre, plusieurs études d'avant-projet détaillé (APD) ont été réalisées

ou sont en cours, notamment : l'étude d'APD pour la réhabilitation de Djirataoua 2 et Angoual Mata, d'une superficie de 500 ha, pour un montant prévisionnel de 7 815 170 776 FCFA (financement PACIPA) ; l'étude d'APD pour la réalisation d'un nouvel aménagement hydro-agricole de Guidan Roumdji, d'une superficie de 200 ha, pour un montant prévisionnel de 4 590 839 550 FCFA (financement PACIPA) ; l'étude d'APD pour la réalisation d'un nouvel aménagement hydro-agricole de Dan Goulbi, d'une superficie de 100 ha, pour un montant prévisionnel de 3 263 398 985 FCFA (financement PACIPA) ; la réhabilitation de 293,6 ha des aménagements hydroagricoles de Jambali et Djirataoua pour un montant de 2 731 310 710 francs CFA ; la réalisation de plusieurs ouvrages de mobilisation des eaux (seuil, digue de protection) pour un montant de 479 132 151 francs CFA. Par ailleurs, le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) est en cours pour l'aménagement de 25 ha au Centre de Multiplication de Bétail de Fako, destiné à la production de fourrage, pour un montant de 258 101 171 FCFA, avec un financement du PACIPA. Ces différentes actions traduisent ainsi les avancées enregistrées dans la mise en œuvre de la Grande Irrigation dans la région de Maradi.

Quels sont les résultats et les avancées déjà enregistrés dans cette optique ?

Les actions engagées dans le cadre du PGI commencent déjà à produire des résultats concrets, aussi bien en matière de valorisation des aménagements qu'en termes d'amélioration de la production agricole et des revenus des exploitants. Il convient notamment de relever la réhabilitation de 150 ha à Djambali, dont la réception a eu lieu le 30 octobre 2025. Cet aménagement bénéficie d'un système d'alimentation en énergie hybride combinant le réseau électrique et les champs solaires, une solution permet de réaliser une économie importante pour les producteurs, notamment grâce à une redevance moindre par

Hausse substantielle de la production à la faveur du PGI

rapport à l'énergie électrique.

Par ailleurs, la production en polyculture se poursuit sur les aménagements hydro-agricoles de Djambali et de Djirataoua, couvrant une superficie de 700 ha. Les spéculations sont notamment le maïs, le mil, le sorgho, le blé, le manioc, le moringa, le chou, la tomate, la banane, la courge et le piment. La production est passée de 21 015,19 tonnes en 2024 à 29 475,07 tonnes en 2025, toutes spéculations confondues. Cette progression s'est également traduite par une augmentation de la valeur monétaire générée au profit des exploitants qui est passée de 1 273 111 517 FCFA en 2024 à 1 785 615 600 FCFA en 2025. Ces résultats témoignent ainsi de l'importance des aménagements hydro-agricoles dans le renforcement de la production et l'amélioration des revenus des exploitants.

Monsieur le Gouverneur, en 2023 et 2024, votre région, et particulièrement la Ville de Maradi, a enregistré des inondations dévastatrices. Depuis lors, qu'est-ce qui a été fait pour éviter la répétition de cette tragédie ? Peut-on dire avec certitude que cela ne se reproduira plus ?

Face aux inondations enregistrées au cours des dernières années, plusieurs mesures ont été prises afin de renforcer la prévention, la préparation et la gestion des risques liés aux catastrophes. Il s'agit notamment de la mise à jour de la cartographie des zones à risque afin de mieux identifier les zones exposées ; le renforcement des mécanismes de prévention et de gestion des catastrophes ; le renforcement du comité régional de gestion des inondations ; la sensibilisation des communautés sur la prévention et les comportements à adopter en cas d'inondation ; le renforcement de la planification et de la préparation aux urgences ; l'élaboration d'un plan de contingence inondation destiné à répondre efficacement aux situations d'urgence. En complément de ces mesures de prévention et de préparation, des ouvrages de drainage des eaux et d'autres travaux ont été réalisés dans la ville de Maradi ainsi que dans les communes urbaines de Tessaoua et de Tibiri. Ces travaux comprennent notamment le traitement d'urgence des ravins de Mazadou Djika Yankutuba, Bagalam et Sani Fari ; la réalisation d'un caniveau de 732 ml au quartier Ali Dan Sofo, étage Mai Drapeau ; la réalisation des ouvrages de drainage de la phase II, à travers le traitement des ravins de la mosquée Tchana, de la Cité Caisse et de Soura Aladeye 1 et 2 ; la réalisation de caniveaux et de chaussées drainantes dans les Communes urbaines de Tessaoua et de Tibiri ; la construction de chaussées bitumées à la descente Mairie 1 à Zaria.

Ces actions visent à mieux anticiper les risques, à réduire la vulnérabilité des populations et des infrastructures et à renforcer les capacités de réponse face aux éventuelles situations d'inondation.

En novembre 2025, le Président de la République a effectué une visite dans la région de Maradi, d'où il a lancé un certain nombre d'appels dont l'investissement dans l'irrigation, la transformation agroalimentaire et l'industrialisation. Estimez-vous que ce message ait été pleinement assimilé et existe-t-il des initiatives s'inscrivant dans cette dynamique ?

Le message lancé à l'occasion de cette visite s'inscrit dans une dynamique qui appelle à une mobilisation accrue des administrations, des services techniques et des opérateurs économiques autour de l'investissement, de la transformation et de la valorisation des potentialités de la région.

Au niveau des administrations et services en charge de la promotion de l'industrie, à la suite d'une lettre du Ministre, Directeur de cabinet du Président de la République, le ministère du Commerce et de l'Industrie a élaboré un plan d'action de suivi des doléances des populations relevant de son domaine d'intervention. Ce plan d'action a été transmis aux Gouverneurs des régions pour validation et mise en œuvre des actions relevant de la compétence des Régions.

S'agissant particulièrement de l'engagement des opérateurs économiques dans l'irrigation, la transformation agroalimentaire et l'industrialisation, plusieurs réunions ont été initiées au niveau de l'antenne régionale de la chambre de commerce et d'industrie de Maradi. Des actions de sensibilisation, de formation ainsi que des rencontres B2B avec des investisseurs internationaux, en vue de rechercher des par-

tenariats stratégiques, sont prévues dans le cadre du nouveau programme de la mandature 2026-2030. Dans cette perspective, une mission conduite par des cadres de la CCIN a séjourné à Maradi le 17

Futur pôle industriel et minier

juillet 2026, en vue de recueillir les préoccupations et les contributions des opérateurs économiques locaux.

Au niveau des opérateurs économiques de la région, au-delà des actions institutionnelles, plusieurs projets concrets portés par des opérateurs locaux illustrent également l'engagement de la région dans cette dynamique. En plus de la première unité d'eau en bouteille, AHK-Eau Minérale, mise en place, d'autres initiatives sont en cours, notamment les projets d'installation d'un complexe industriel comprenant une usine de fabrication d'huile et de savon, une unité de production de lait, une fabrique de briques et de tôles ainsi qu'une centrale solaire de 50 MW destinée à fournir de l'énergie à l'usine. Ce projet, porté par le Groupe OLGA SARL, est estimé à plus de 21 milliards de FCFA ; l'installation d'un complexe industriel comprenant une unité de transformation de lait et de production d'eau en sachets et en bouteilles ainsi qu'une boulangerie moderne, porté par l'opérateur économique Abdoul Aziz IDI. Nous avons l'installation d'une unité de transformation agroalimentaire portée par l'opérateur économique Rabiou Kalla et visant à valoriser les produits agricoles locaux par des procédés innovants. Il y a également l'installation d'une unité de blending d'engrais portée par l'opérateur économique Barhame, qui dispose déjà d'un centre emplisseur de gaz GPL, afin de renforcer l'offre en fertilisants adaptés aux besoins agricoles de la région en plus de l'installation d'une unité moderne de production de peinture portée par le Groupe Consulat, qui produit déjà de la peinture artisanale et a demandé les avantages du Code des investissements pour moderniser ses installations. Ces différentes initiatives témoignent d'un dynamisme croissant et d'un engagement des acteurs locaux à contribuer aux objectifs de développement économique et de modernisation de la région de Maradi prônés par les autorités.

Depuis quelques années, il s'est développé une exploitation artisanale de l'or notamment dans la commune de Dan Issa, avec tous les défis sécuritaires et socio-environnementaux que cela implique. Quels sont les impacts de cette activité au niveau local ?

Depuis le 11 juin 2024, le site aurifère de la commune de Dan Issa n'est plus exploité sous le statut de l'exploitation artisanale informelle de l'or. Il relève désormais du régime de l'Exploitation Semi-Mécanisée (ESM), à travers des autorisations accordées à des sociétés de droit nigérien. Cette réforme a permis une meilleure structuration du secteur, une amélioration de la gouvernance des activités minières ainsi qu'un accroissement des retombées économiques au profit de la région. Ce changement de statut a généré des impacts majeurs à plusieurs niveaux.

Impacts économiques et financiers, en termes de mobilisation des recettes. La transition vers la semi-mécanisation a permis d'atteindre un recouvrement la somme de 530 111 773 FCFA au 30 juin 2026, dépassant déjà les 332 638 318 FCFA collectés sur toute l'année 2025.

En termes d'emplois et expertise nationale, le secteur mobilise une main-d'œuvre forte de 2 085 travailleurs pour la seule société ROWA. À cela s'ajoutent plus d'un millier d'emplois au sein des 32 autres sociétés en phase de recherche et des cabinets spécialisés nigériens dans les domaines de la géologie, de la topographie et de l'environnement. Cette dynamique favorise également le transfert de compétences technologiques.

En termes de dynamisation du commerce local, il faut noter que l'activité a impulsé un essor important des prestations de services, notamment dans les domaines du transport, de la logistique, de la restauration et de la maintenance, au profit des communautés locales.



Le Contrôleur Général de Police Mamane Issoufou

S'agissant d'impacts sécuritaires et socio-environnementaux, retons qu'en termes de formalisation et de contrôle, le passage à 33 sociétés de droit nigérien facilite le contrôle régalién de l'État par rapport à l'informel. Toutefois, la concentration de populations et de flux financiers sur les sites impose une vigilance sécuritaire accrue.

Sur le plan de la gestion des risques, l'exploitation semi-mécanisée, bien que plus productive, nécessite un suivi rigoureux des normes HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement) afin de prévenir la dégradation des sols, la pollution des eaux et les conflits d'usage des terres. En perspective, l'entrée en production attendue des sociétés actuellement en phase de recherche positionnera Maradi comme un pôle minier majeur. Pour accompagner ces impacts et sécuriser les revenus de l'État, le renforcement des moyens d'intervention et de contrôle de la direction régionale demeure une priorité stratégique.

Monsieur le Gouverneur, quels sont, à l'heure actuelle, les enjeux majeurs et les défis prioritaires auxquels la région de Maradi se trouve confrontée ?

La région de Maradi, riche en potentialités agricoles et commerciales, fait face à plusieurs enjeux majeurs. Il s'agit essentiellement de la souveraineté alimentaire, de la résilience climatique, de la cohésion sociale, de la paix, du dividende démographique ainsi que de l'accès et de la qualité des services sociaux de base. En effet, assurer à chaque ménage un accès permanent à une nourriture de qualité et garantir la stabilité ainsi que la bonne collaboration entre toutes les

communautés du Niger constituent des vœux chers aux plus hautes autorités de ce pays.

À ces enjeux, il faut ajouter deux autres priorités. Il s'agit de garantir l'accès à des services sociaux de base de qualité à tout citoyen du Niger et, surtout, de faire de la forte population jeune un moteur de croissance économique et d'innovation technologique.

Cependant, pour atteindre ces objectifs, la région de Maradi se trouve confrontée à plusieurs défis, notamment les chocs climatiques, la fragilité sécuritaire et la pression démographique exercée sur les infrastructures et les équipements socioéconomiques. Ces défis se manifestent notamment à travers les multiples cas d'inondations, la dégradation continue des bases de production agro-sylvo-pastorales ainsi que la perturbation des activités socioéconomiques dans les zones sud-ouest de la région. À cela s'ajoutent les risques de conflits intercommunautaires exacerbés par la forte pression sur les terres agricoles et pastorales, le chômage et l'insuffisance d'opportunités pour les jeunes.

Malgré ces défis et les menaces sécuritaires, on peut dire que Maradi se porte relativement bien car, le dispositif mis en place répond efficacement à la problématique actuelle de l'insécurité.

Quels sont les solutions envisagées, les aspirations et les espoirs de vos administrés ?

Malgré la situation décrite ci-dessus, une grande partie de la population, notamment les jeunes et les femmes, exprime une fierté nationale relativement aux mesures prises consacrant la rupture avec certaines puissances étrangères. Elle exprime également une adhésion à la nouvelle dynamique impulsée par les nouvelles autorités, un sentiment de dignité retrouvée, un sens du patriotisme ainsi qu'une véritable culture de citoyenneté axée sur la reconquête de la souveraineté nationale. Il convient également de souligner que les autorités actuelles bénéficient d'un soutien avéré de la population, fondé sur l'espoir d'une gouvernance plus juste, la création d'emplois, la consolidation de la paix et de la cohésion sociale, gages d'un développement harmonieux et durable.

Dans cette perspective, les solutions envisagées reposent notamment sur le renforcement de plusieurs initiatives citoyennes locales entreprises par les jeunes, les femmes et les leaders communautaires à travers les communes de la Région. En outre, les autorités administratives encouragent et renforcent les chefs traditionnels dans leurs rôles de régulateurs des conflits sociaux, avec pour conséquence le renforcement de la cohésion sociale entre les différentes communautés.

Enfin, la région de Maradi, en collaboration avec l'ensemble des acteurs locaux, notamment les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales, les associations de développement et les différentes couches sociales, envisage de soutenir l'agriculture durable et intelligente prenant en compte le changement climatique ; d'accroître la transparence en impliquant les citoyens dans la gestion des affaires locales ; de lutter contre les discours de haine et la désinformation via les médias communautaires ; de valoriser les cultures locales pour créer un sentiment d'identité partagée ; de développer des échanges communautaires inclusifs et intergénérationnels, bien organisés et réguliers.

Réalisé par Siradij Sanda

De la classe à l'atelier

Hassane Mallam Cheffou, l'innovateur d'Aguié trace les sillons de l'agriculture de demain

A Aguié, Hassane Malam Cheffou a troqué la craie contre le fer. Instituteur de formation, il fabrique pourtant depuis 2008 des machines agricoles : batteuses, semoirs, décortiqueuses. Avec audace et ingéniosité, il invente des gadgets pour une agriculture moins pénible.

Après les récoltes, les bottes de mil s'amoncellent et les bras ploient. Dans cette commune urbaine, battre le mil est une corvée incombant aux femmes. Un dur labeur ! Hassane Malam Cheffou l'a constaté. « Ce n'est pas mon domaine à l'origine. Mais il y avait un vide. Après chaque récolte, je me demandais : comment les femmes vont-elles accomplir tout ce travail ? », dit-il. C'est de ce constat qu'est née l'idée qui deviendra plus tard sa vocation. En 2008, il quitta l'enseignement et se lança, seul et sans soutien, dans la fabrication de matériel agricole. Dans son atelier, l'ancien instituteur assemble aujourd'hui des semoirs, des batteuses, des motoculteurs, des broyeurs, des décortiqueuses et des grilleuses d'arachide, ainsi que des humidificateurs. Il conçoit également des alarmes pour téléphone et pour maison.

Son travail est rapidement reconnu

En 2008, sa première batteuse obtient le 1er prix lors d'un salon à Niamey. En 2014, sa concasseuse de graines de balanite décroche à son tour la première place. « C'est une passion. Je ne cesse d'imaginer de nouvelles solutions pour alléger la tâche des agriculteurs », confie-t-il.

Au-delà de l'innovation technique, Hassane Malam Cheffou crée de l'emploi. « Mon atelier d'Aguié emploie 10 jeunes. J'en ai également à Maradi. S'il y a de grosses commandes, ils viennent me prêter main forte », explique-t-il.

Une machine coûte entre 600 000 F CFA et 1 300 000 F CFA. Pour les paysans qui peuvent investir, c'est un changement radical. « Un producteur a d'abord acheté une machine. Satisfait, il en a commandé une deuxième. Auparavant, il employait 50 femmes qu'il rémunérait en nature, avec une mesure de mil. Aujourd'hui, la machine effectue le travail. Elle bat le mil, produit du son et du compost pour fertiliser les champs, car elle est multifonction », raconte-t-il.

Pour ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter, Hassane Malam Cheffou leur propose la location des dites machines. « Après la récolte, les agriculteurs nous confient leur mil, leur arachide, leur sorgho ou leur niébé. La machine fait le travail à la place des femmes. Le tarif est de 2 000 F CFA par sac ». Aussitôt la récolte terminée, les producteurs affluent vers



Issa Moussa/ONEP

l'atelier d'Elhadj Hassane Malam Cheffou.

L'ambition de l'innovateur dépasse les frontières d'Aguié

« Mon objectif est de bâtir une entreprise de référence qui ne produise que du matériel de référence. Tout ce que les Occidentaux savent faire, nous pouvons le faire ici. Il nous manque seulement les moyens », explique Hassane Malam Cheffou qui s'est rendu en Turquie et en Inde pour visiter des usines. « Je n'ai constaté aucune différence majeure entre leurs machines et les nôtres », assure-t-il.

Pour fabriquer, il importe toute sa matière première du Nigeria. Le transport est coûteux et les taxes douanières alourdissent encore la facture. Mais l'innovation a un prix. « Les gens sont intéressés, mais les moyens financiers font défaut », regrette-t-il. Sa plus grande déception vient de l'absence de soutien de l'État et des partenaires. « Les ONG préfèrent commander au Nigeria, alors que je fabrique le même équipement ici. Et, une fois la commande payée là-bas, elles nous appellent pour assembler et installer les machines », dénonce-t-il avec amertume. Malgré les obstacles, cet innovateur reste fier. « Notre plus grande richesse, c'est le respect, la reconnaissance et la renommée que ce travail nous a apportés », dit-il.

Hassane Malam Cheffou n'a pas réinventé la roue. Il l'a adaptée à Aguié. Il ne poursuit pas la fortune. Il poursuit une idée simple : que le paysan travaille moins durement et vive mieux. « Tant que j'aurai la force, je continuerai. Si nous, les fils d'Aguié, n'innovons pas pour nos parents, qui le fera à notre place ? », lance-t-il en tapotant du plat de la main le châssis d'un semoir.

Dans un monde rural en quête de bras, Hassane Malam Cheffou a choisi de répondre par l'intelligence. De la craie à la batteuse, il trace, à Aguié, les sillons de l'agriculture de demain.

Rahila Tagou

Centre de réinsertion des jeunes de Dakoro

Récupérer et former les jeunes aux métiers professionnels

Le Centre de réinsertion des jeunes de Dakoro a pour mission principale de recevoir les jeunes défavorisés, inadaptés, indisciplinés, des mineurs condamnés ou prévenus, des jeunes délinquants, des enfants abandonnés dans la perspective de les réinsérer dans la vie sociale. A travers la réinsertion socio-professionnelle, il s'agit pour le centre de former les jeunes pensionnaires dans des métiers professionnels afin de les rendre actifs dans le futur. Ce faisant, l'Etat crée les conditions favorables au développement du pays en misant sur la frange la plus importante qu'est la jeunesse. La formation professionnelle débouche sur des qualifications à même de répondre aux besoins du marché de l'emploi.

La création du centre de Dakoro remonte à l'époque de l'administration coloniale, précisément le 14 novembre 1952. Jadis, il portait le nom d'établissement pénitentiaire d'éducation. Son premier directeur fut le tristement célèbre administrateur colonial «Mai Boujé», de son vrai nom Vilmain Maurice qui le dirigea de 1952 à 1956 cumulativement avec sa fonction de commandant de cercle. Durant cette période, les pensionnaires des lieux étaient soumis à une discipline ferme, parqués dans un camp sans dortoirs. En 1956, la structure fut érigée en centre de Rééducation des jeunes où des dortoirs et ateliers furent construits pour les initier au métier.

La problématique de sa gestion l'a fait passer du ministère de l'Intérieur au ministère de la Justice qui le gère aujourd'hui par arrêté du 12 février 1992. En 1999, le centre change d'appellation et de mission, devenant ainsi Centre de Réinsertion des Jeunes de Dakoro (CRJ). Il compte présentement 24 pupilles, tous des garçons, venant de diverses régions du Niger. Ce sont des jeunes en conflit avec la loi et en danger moral.

D'après, le directeur du centre de réinsertion des jeunes de Dakoro, M. Tidjani Gaya, les principaux objectifs du centre sont, entre autres, détruire le germe de la délinquance sous toutes ses formes, faire acquérir aux enfants les vertus sociales, morales et civiques capables de faciliter leur intégration sociale, appuyer leur scolarisation afin de les réintégrer dans le cycle national et donner une formation professionnelle de base leur permettant de se réinsérer socialement. C'est un centre de réinsertion bien structuré avec des critères d'admission stricts qui visent essentiellement des mineurs en conflit avec la loi ou en danger moral, des deux sexes, dont l'âge est compris entre



L'atelier de couture du centre

13 et 18 ans.

En outre, de sa création à nos jours, le centre a accueilli et formé des centaines de pupilles. Un mécanisme de suivi post formation a été mis en place. Il consiste à ce que des agents se rendent chez le pupille après libération afin de s'enquérir de la continuité de sa formation. Ici, le directeur du centre relève une insuffisance notoire. Il s'agit du fait que ces pupilles ne soient pas accompagnés d'une dotation en matériel pouvant faciliter leur formation continue.

Les filières de formations du centre de réinsertion de Dakoro concernent la menuiserie (bois et métallique), la plomberie et la couture. Mais aujourd'hui, l'apprentissage au sein du centre n'est que l'ombre de lui-même car, selon le directeur, la structure est confrontée à un sérieux problème d'encadrement. La majorité du personnel est à la retraite et n'est pas renouvelé. Ce qui conduit le responsable du centre à faire recours au bénévolat. En plus, le centre de réinsertion des jeunes de Dakoro fait face à d'innombrables défis qui se résument à la dégradation de certaines infrastructures, le problème d'eau par manque du forage provoquant ainsi une corvée d'eau quotidienne, le manque de logistique, le manque de clôture pour la sécurisation des lieux.

Un centre de réinsertion des jeunes allie théorie et pratique pour une formation de qualité. Cependant, depuis un certain temps, le centre ne dispose que des moyens matériels obsolètes. C'est pourquoi, le directeur du centre estime que, pour faciliter l'insertion, il va falloir multiplier des stages en entreprise pour permettre aux jeunes d'acquérir une expérience et bâtir un réseau. Mieux, il faut aménager des canaux équipés pour permettre aux jeunes d'accéder à l'information sur l'emploi sans avoir à se déplacer nécessairement dans les grandes villes.

**Hassane Daouda,
Envoyé Spécial**

Le site de récupération des terres dégradées de Bokoloji

Un exemple d'action communautaire pour atténuer la crise pastorale

Le département de Dakoro est une zone agro-pastorale par excellence. Mais au fil des années, la pression accrue sur les ressources foncières, conjuguée à l'avancée de la désertification dont les manifestations les plus visibles sont le changement climatique, les inondations, les températures extrêmes, a eu impact négatif sur le couvert végétal. La dégradation des terres qui résulte de la situation entraîne de facto un mauvais rendement agricole pour les producteurs et une crise pastorale sans précédent pour les éleveurs. C'est dans ce contexte que le site de récupération des terres dégradées de Bokoloji a été mis en valeur en 2025. Après un an de mise en œuvre, le résultat est sans appel : d'un site complètement dénudé on est passé à un couvert végétal regénéré.



Idrissa Hamadou/ONEP

Situé à 7 km à l'Est de la ville de Dakoro, le site de récupération des terres dégradées de Bokoloji constitue une véritable réussite en matière de restauration des terres. Il est 16 h 30 mn en ce dimanche 5 juillet 2026, le soleil du jour finissant mais piquant encore. Le ciel reste dégagé alors qu'éleveurs et producteurs attendent impatiemment en le scrutant seconde après seconde, minute après minute, heure après heure, jour après jour, semaine après semaine pour qu'il arrose cette vaste étendue de champs grignotés dans la partie pastorale. La lisière entre la zone agricole et pastorale est à peine dissociable.

Sur la route menant au site de Bokoloji, des terres littéralement dégradées s'étendent à perte de vue annonçant les effets combinés de la désertification, du changement climatique

et surtout de la pression anthropique sur les ressources naturelles. Des terres lessivées, totalement pauvres parce que ne présentant pas le moindre fourrage et dunaires par endroits, ainsi que des arbres et arbustes rabougris sont visibles ici et là. D'une superficie de 365 ha, le site de Bokoloji est redevenu verdoyant avec le retour progressif de la faune. Un peu plus loin, on aperçoit un troupeau de vaches paissant allègrement. On entend de façon sporadique le meuglement des taureaux.

La mise en valeur de ce site a été rendue possible grâce au financement de la Banque mondiale à travers le Projet de Gestion Intégrée des Paysages (PGIP). Sur le terrain, quatre ONG ont participé à la mise en œuvre des activités. Les travaux ont débuté en mai 2025 avec la réalisation des demi-lunes sylvo-pastorales. Aussitôt cette opération terminée,

l'étape suivante a été le traitement biologique à travers la plantation des espèces ligneuses telles que l'acacia radiana, acacia senegal, bauhiana R., acacia nilotica, ziziphus, Mauritiana, cenchrus biflorus (Cram-cram), eragrostis tremila, andropogon gaganus, acacia tora, pennisetum pedicelatum. Toutes ces espèces ont été ensemencées suivant la pente de l'écoulement des eaux.

Les bénéficiaires du village de Bokoloji et environs sont contents de cette intervention. Cette euphorie se lit sur les visages des hommes et femmes rencontrés aussi bien dans le village que sur le site. Sur les 365 ha traités, 114 245 demi-lunes ou ouvrages ont été réalisés, 114 245 plants plantés, 8 825 kg de semences herbacées mis en terre sur le site, soit 5 kg à l'hectare et 313 plants à l'hectare. Le directeur départemental de l'environnement et de la lutte contre la désertification, le Lieutenant-colonel Moussa Maman Laouali, souligne qu'avant cette intervention, le site était complètement dénudé et avec quelques reliquats de sida cordifolia, considéré non seulement comme une espèce envahissante, mais aussi et surtout non appréciée par les animaux. Une année après l'intervention, le constat est positif et le résultat à la hauteur des attentes des techniciens et des pasteurs qui étaient bouleversés par la crise pastorale. Certains d'entre eux avaient même perdu l'espoir quant à la survie de leurs animaux. Au-delà du sauvetage des troupeaux avec la régénération du site, les habitants des villages environnants ont bénéficié de revenus sous forme de cash for work pendant l'intervention. Ce qui leur a permis de surmonter sans grande difficulté la période de soudure. Un autre point positif de l'intervention sur le site de Bokoloji, c'est incontestablement le changement de comportement des populations riveraines en majorité des pasteurs vis-à-vis de leur environnement biophysique. L'éveil des consciences s'opère progressivement grâce aux expériences vécues et convaincantes. Les logiques anciennes cèdent la place à l'évolution des réalités du monde contemporain. En plus, l'autre fait marquant de l'intervention est l'amélioration du rendement de la biomasse herbacée. Ce rendement est estimé à 2,33 tonnes de matière sèche à l'hectare, soit 850,45 t de matière sèche produite sur le site.

Les bénéficiaires se réjouissent de cette expérience

La restauration du site de Bokoloji a été une véritable bouffée d'oxygène pour les éleveurs qui voient désormais l'horizon s'éclaircir. Selon le président du comité de gestion du site de Bokoloji, M. Almou Katimi, l'espoir renaît avec le traitement du site. « Avant l'intervention, le site ressemblait à un terrain plat sans aucun fourrage. Les animaux étaient faméliques. Les éleveurs que nous sommes étaient bouleversés par la situation au point où nous étions contraints de pratiquer le déstockage, cette technique qui consiste à vendre certains animaux pour acheter des aliments bétail afin de sauver le restant du bétail de la période de soudure. L'incertitude se lisait du jour au lendemain sur tous les visages des éleveurs.



Le Lieutenant-colonel Moussa Maman Laouali avec les membres du comité de gestion du site

Cependant, grâce au traitement du site de Bokoloji, les éleveurs ont retrouvé le sourire et les animaux ont renoué avec l'embonpoint. Les mises-bas sont régulières, toute chose qui donne du sourire aux éleveurs », confie le président du comité de gestion du site avant de relever le retour de certaines espèces de reptiles et d'oiseaux.

Face à la situation de détresse dans laquelle végétaient les éleveurs du fait de la crise pastorale qui a atteint son paroxysme dans cette contrée, la direction départementale de l'environnement était contrainte d'écrire à la hiérarchie afin que soit levé le verrou lié au principe de la mise en défens du site. Ce principe stipule que lorsqu'un site fait l'objet d'intervention de ce genre, qu'il soit protégé et ne fasse l'objet d'aucune utilisation pendant trois ans. Son exploitation est régulée à travers un comité mis en place à cet effet. Au regard de la solidité des arguments exposés, le site a été mis à la disposition des éleveurs. Le comité de gestion veille au grain pour que l'exploitation rapporte de l'argent afin qu'il puisse acheter des semences fourragères pour perpétuer le cycle de régénération du couvert végétal. Assise à même le sol et au milieu de ses sœurs sous l'ombre d'un arbre du village de Bokoloji, Mme Fati Souleymane est la représentante des femmes. Elle se réjouit non seulement de la restauration du site, mais aussi du profit tiré par les femmes, hommes et jeunes. Le cash for work a permis de soulager les difficultés des ménages. « Ce travail a freiné l'exode rural massif des jeunes en leur donnant sur place une activité qui leur permet d'être fixes et gagner dans la dignité. Mieux, le bénéfice est double parce qu'au-delà du gain pécuniaire, il y a eu la régénération du couvert végétal, permettant ainsi aux animaux d'avoir de pâturage. Cette année, nous avons la conscience tranquille parce qu'il a du fourrage pour nos animaux. Le bétail n'a pas souffert, alors que les années antérieures, les éleveurs étaient chagrinés par la crise pastorale. Nous espérons qu'à l'avenir, les femmes seront encore associées aux projets d'intérêt communautaire », a souhaité Mme Fati Souleymane.

**Hassane Daouda,
Envoyé spécial**

Production et commercialisation du sésame à Tessaoua

Le sésame, la petite graine qui décide du sort des ménages

À perte de vue, s'étendent des champs de sésame en cette de saison agricole 2026 battante. À Tessaoua, dans la région de Maradi, cette culture à fort potentiel commercial a remplacé le mil dans les conversations des paysans. Peu gourmand en eau, adapté aux sols pauvres et très demandé sur le marché international, le sésame s'est imposé comme une réponse au changement climatique. Ici, il ne se contente pas de le faire pousser. Le sésame (Ridi en haoussa) se produit, se vend en l'état et se transforme en dérivés sous forme d'amuse-bouche. Dans ce département, le sésame occupe une place stratégique. Il finance l'école, fait tourner le commerce et sécurise l'avenir de plusieurs familles. Mais les producteurs, malgré l'engouement autour de cette culture, se heurtent à un obstacle majeur : la commercialisation.

En ce jour du 16 août 2026 à Tessaoua, il est 9h du matin et le soleil tape déjà fort sur la terre rouge. Le paysage est dominé par des tiges hautes de plus de 1m 60. Elles portent déjà leurs petites fleurs blanches et violettes qui parent les parcelles de couleurs. Le vent fait onduler les champs à perte de vue.

Ici, dans le département de Tessaoua, le sésame n'est plus une culture secondaire. Il est devenu la culture principale. Chaque saison agricole voit les superficies emblavées augmenter. Les producteurs l'ont compris. Avec des besoins modestes en eau et une forte demande internationale, il représente l'assurance d'un revenu monétaire. De la production à la transformation, en passant par la commercialisation, toute une filière s'est structurée autour de cette «petite graine». Mais cette culture a ses règles. Et la première règle s'appelle le calendrier. Il n'y a pas de place pour l'improvisation.

« La culture du sésame demande beaucoup d'attention. On ne sème pas dès les premières pluies. Le délai pour semer c'est vers le 10 Août. Si tu sèmes tôt ça va virer. La plante va grandir trop vite et la récolte se fera sous la pluie. Et là, comment faire sécher les récoltes avant d'extraire les grains ? Toute la production va moisir. Alors que si tu le fais dans les normes, tu gagneras beaucoup » explique Mahamane Rabiou Harouna, un producteur expérimenté de sésame à Tessaoua. L'homme connaît bien le sujet et ses exigences. Il emblave lui-même de grandes surfaces depuis plus de 40 ans. « D'habitude, j'emblave jusqu'à 30 hectares mais cette année pour des raisons personnelles, j'ai emblavé 10 hectares dans mon champ situé à Ourafan », précise-t-il.

Le deuxième grand combat des producteurs s'appelle la semence. Pendant des années, ils ont tâtonné, perdu des récoltes. « Nous avons testé plusieurs variétés de semences de sésame, on n'a pas eu le rendement qu'on voulait », se souvient le producteur. Aujourd'hui, l'espoir c'est «le sésame blanc». Cette variété est devenue la référence utilisée par



Salamatou Nestor/ONEP

Mme Daouda Rabi Sani (à gauche), transformatrice de sésame avec notre reporter

tous les producteurs. Plus résistante, plus adaptée aux aléas climatiques, elle donne même quand les pluies sont irrégulières. Et quand on respecte le calendrier et qu'on entretient bien, le rendement peut être spectaculaire. « C'est notre or. Avec un hectare, si tu l'entretiens comme cela se doit, tu peux obtenir une tonne de sésame, soit 700 000 F CFA », s'enthousiasme le producteur.

Même sans engrais, le calcul est vite fait. La mesure se vend à 1500 F CFA. Un sac de 100kg prend 45 mesures, soit 67 500 F CFA. Ces chiffres expliquent l'engouement massif des paysans.

À lataoua, village situé à quelques kilomètres de Tessaoua, le décor ne trompe pas. Ici, il est difficile de trouver une parcelle qui n'est pas au sésame. « Je fais uniquement la culture du sésame maintenant », lâche Abdou Maty, 72 ans. « Avec le mil, si la pluie manque pendant 2 semaines, c'est fini, tu n'as rien. Mais le sésame, même avec peu d'eau, il résiste. C'est pour ça qu'on s'est tourné vers cette culture », dit-il pour justifier son choix. Pour ce septuagénaire et pour des milliers d'autres paysans, le sésame est devenu une assurance vie face aux caprices de la météo.

Le marché : l'argent qui paie l'école

Dès la fin des récoltes qui a généralement lieu en octobre, Tessaoua change de visage. Le marché central, d'habitude calme, devient un carrefour international bouillonnant de monde. « Les clients viennent du Nigeria. Ils achètent en gros directement dans les villages ou ici au marché. Nous vendons par mesure à 1500 F CFA l'unité. Et le sac de 100kg, soit 45 mesures se négocie actuellement entre 67 500 F CFA et 70 000 F CFA », explique Elhadj Badamassi Daouda, président de la fédération régionale du sésame Maradi.

Elhadj Mahamane Rabiou confirme l'ampleur du phénomène. « Dès octobre, les Nigériens viennent acheter avec des camions de 40 tonnes. 3 à 4 camions, ils chargent et repartent directement vers le Nigeria », dit-il.

Mais au-delà des chiffres, ce qui frappe, c'est la destination de cet argent. Il ne dort pas dans les greniers. « Et cet argent a une destination précise. Nous payons l'école de nos enfants et la santé de nos familles », résume le producteur Harouna. Pour des milliers de ménages, la vente du sésame est devenue la principale source de revenu monétaire de l'année. C'est avec cet argent qu'on paie les frais de scolarité en septembre, qu'on règle les ordonnances au centre de santé, qu'on organise les mariages et les baptêmes, qu'on achète une moto, une pompe ou motopompe. Le sésame est devenu le filet de sécurité sociale du département. Il a littéralement racheté des vies et donné de la dignité à des familles entières.

La transformation : le savoir-faire inné de Mme Daouda Rabi Sani

Si le sésame fait vibrer les champs, c'est dans les cours qu'il prend toute sa valeur ajoutée. À Tessaoua, des femmes ont fait de la transformation du sésame un vrai métier. Et parmi elles, une figure s'impose : Mme Daouda Rabi Sani. Dans sa cour, l'odeur est entêtante. Mélange d'huile chaude, de sucre caramélisé et de graines grillées. Ici, le sésame ne part pas brut. Il est travaillé, transformé avec patience.

Très réputée dans toute la région, elle transforme la graine avec des moyens artisanaux mais d'une efficacité redoutable. Sa gamme est complète : huile, biscuit croquant sucré et salé, pommade corporelle, savon et tahini (cette pâte crémeuse et onctueuse fabriquée à partir de graine de sésame broyée). « Cela fait 30 ans que je transforme le sésame. Mes produits sont connus un peu partout. J'envoie une grosse partie de mes productions à Agadez, Diffa. Surtout l'huile qui est très demandée à cause de ses vertus thérapeutiques », dit-elle fièrement pendant qu'elle triait du sésame.

Le travail est intense, mais le rendement est bon. Par jour, Mme Daouda Sani Rabi peut transformer 10 mesures (environ 30 kg) de sésame. Mais en fonction de la demande, elle peut transformer jusqu'à 20 voire 25 mesures de sésame.

Le business du sésame transformé est très rentable même. « Sur la mesure achetée à 1200F, je peux avoir un bénéfice de 2000 voire 3000F », confie-t-elle. Ses prix sont connus, le litre d'huile de sésame à 5000F, les biscuits croquants à 100F l'unité, le tahini à 2000F le pot, le savon artisanal à 250F le morceau.

Elle n'est pas la seule à exercer ce métier. Dans le département,

des dizaines de femmes se sont lancées. Mais Mme Daouda Rabi est la référence, sa réputation dépasse Tessaoua.

La naissance d'une vraie filière

Il y a 15 ans, chacun vendait dans son coin. Aujourd'hui, les choses ont changé grâce à la structuration du secteur. « Le plus grand avantage, c'est que nous sommes reconnus par l'Etat. Le ministère de l'Agriculture nous a formées. Nous avons structuré la filière en 3 maillons : production, commercialisation et transformation », se félicite M. Badamassi Daouda, président de la fédération régionale du sésame Maradi.

La fédération régionale de Maradi coordonne. En dessous, il y a des unions communales. Et à la base, des groupements villageois. Cette organisation a permis d'avoir accès à des formations, de négocier pour les intrants et d'avoir un poids. Cette reconnaissance a aussi permis d'attirer l'attention des partenaires techniques. Des ONG et des projets de développement s'intéressent désormais à la filière. Mais la structuration, aussi importante soit-elle, ne règle pas tous les problèmes. Le plus gros reste entier.

Le talon d'Achille : quand la vente devient un frein

Le plus gros frein de la filière s'appelle « marché ». Et, c'est là que le bât blesse le plus. « Notre plus grande difficulté, c'est la vente », lâche Elhadj Badamassi Daouda. Le sourire disparaît de son visage. « Tu produis pendant 4 mois. Tu mets tout ton argent, ta sueur. Et au moment de vendre, c'est l'étranger qui donne le prix. Tu produis, tu n'as pas eu un bon marché, l'année d'après tu produis moins. C'est un cercle vicieux. Notre plus gros problème, c'est la commercialisation », répète-t-il.

La fédération a tenté de briser ce cercle en signant des contrats pour exporter directement. Échec. Manque d'appuis, de financement pour attendre que le prix monte, manque de logistique pour transporter. Résultat : les producteurs sont obligés de vendre en octobre, au plus bas, par peur de manquer d'argent pour les dépenses urgentes. Et, quelques mois après, le même sac est revendu le double à Kano (Nigeria). C'est cette injustice qui décourage et qui freine l'expansion de la filière.

Un enjeu pour l'économie nationale

Le sésame du Niger est réputé sur le marché international. Il est particulièrement riche en huile et très recherché par les industriels. Mais pour que cette filière pèse vraiment dans l'économie nationale, il faut lever les verrous : construction d'une usine de transformation, de magasins de stockage, bitumage des routes pour faciliter l'écoulement de la production et un laboratoire pour certifier la qualité et accéder aux marchés européens et asiatiques.

Le sésame a changé le visage de Tessaoua. Il a donné du travail, de la dignité et de l'espoir à des milliers de familles. Le défi est simple et clair : que « l'or blanc » de Tessaoua ne profite pas seulement à ceux qui l'achètent, mais d'abord et avant tout à ceux qui le sèment, le labourent, l'entretiennent et le récoltent et ou le transforment localement.

**Rahila Tagou ,
Envoyée spéciale**

Marché hebdomadaire de bétail de Tchadoua

Un pilier économique au service des populations locales

Dans la commune rurale de Tchadoua, département d'Aguié, le vendredi est un jour de marché de cette petite cité. C'est ce jour que la commune vit son moment d'effervescence avec le marché hebdomadaire de bétail, véritable carrefour commercial où se croisent éleveurs, revendeurs, courtiers, bouchers et particuliers. Situé sur la RN 1, une position stratégique, le marché de bétail de Tchadoua figure parmi les marchés de référence dans la région de Maradi et même ailleurs.

Iest 8 heures précises, ce vendredi 14 août 2026. Depuis la cour de la mairie de Tchadoua, où nous étions momentanément installés, un bourdonnement intense nous parvient. Des voix qui s'entrecroisent et une effervescence palpable. Très vite, nous comprenons qu'il s'agit des échos du marché hebdomadaire de bétail de la commune. Quelques minutes après, nous empruntons le chemin pour nous y rendre. Le lieu n'a besoin ni d'indication, ni de guide encore moins de demande pour être retrouvé. L'endroit communique de lui-même. Il affiche l'image d'un marché de bétail, un véritable. Le marché était alors en train de s'installer.

La voie quasi occupée par les camions, venus de recoins lointains et chargés tantôt de dizaines de bovins, de caprins, mais aussi d'humains, ou les trois à la fois. Les habitants des villages environnants arrivent à pied pour certains, d'autres sur leurs animaux ou en charrettes. Il nous fallut une gymnastique pour garer le véhicule. A peine sur place, le véritable périple s'amorce. Une foule immense de visages variés, mêlés aux cornes menaçantes des taureaux, l'on ne pouvait qu'avancer difficilement dans cette forêt humaine mêlée aux animaux, charretiers et toutes sortes de gens fréquentant le marché. Rien n'assure de ne pas être renversé par un chariot, heurté par une corne ou encore se faire dérober de ses biens par des pickpockets.

Un véritable cadre d'échange économique

A l'entrée, tout comme à certains endroits du marché, il faudrait marcher à la vitesse du paresseux pour pouvoir avancer, ne pas piétiner ou se faire piétiner. Les beuglements des animaux, les bruits de moteurs associés aux multiples klaxons sans arrêt des motards, mêlés aux cris des vendeurs ambulants de médicaments traditionnels ou de bétail étaient les premiers signes d'accueil. Dans ce vacarme, nous avons croisé Moumouni Harou, qui venait aussi d'arriver.

Tirant son cabri par une corde, Moumouni Harou prend son ticket d'accès au marché. Quelques dizaines de pas plus loin, un homme saisit le dos du cabri, cherchant à apprécier son embonpoint. Il en demande le prix. « On n'a pas débattu encore. Je viens d'arriver », lui répondit Moumouni Harou, en sollicitant la somme de soixante-dix mille (70 000) Fcfa. « Albarka », retorque l'homme, « je te donne soixante mille (60 000) Fcfa ». Des échanges, les deux atteignent la somme de 69 000 Fcfa mais sans



Salamatou Nestor/ONEP

s'entendre. Ainsi commence la journée au marché de Moumouni Harou. Il continue son chemin et part attacher son cabri dans le parc. Il n'est pas du tout un habitué du marché. Il vient en cas de besoin. Agriculteur pratiquant l'élevage domestique, dans ce cas de figure, il est venu vendre son cabri pour régler un besoin familial.

Une taxe de marché de 100 et 200 F CFA est perçue sur chaque animal, petit et gros ruminant respectivement, leur donnant ainsi accès au cadre du marché.

Dans cette trajectoire, nous avons rencontré Nourouddine Harouna, il vient d'acheter un bouc rouge, de taille moyenne à 25500 Fcfa. C'est un éleveur modeste qui fait l'embouche caprine. Il relève une cherté considérable sur les prix car, il a estimé que le bouc qu'il vient d'acheter lui revient excessivement cher. « La cherté des animaux est due au moment », se contenta-t-il de dire.

Les courtiers, garants de l'équilibre dans les transactions

Moussa Ichaou est un démarcheur. Ce jour-là, il était furieux, vociférant sur un vendeur qui a refusé de le mettre dans ses droits. Moussa Ichaou dit avoir conclu la vente à un prix abordable, alors souhaite avoir sa part de pain. Il dénonce ce comportement, ces derniers temps très fréquents chez les vendeurs. En cas de vente de bétail, le courtier perçoit une commission de 2000 à 5000 Fcfa selon le prix conclu. Moussa Ichaou vit de cette activité depuis près de vingt (20) ans, une activité considérée comme une profession pour de nombreuses personnes appelées localement "Dillali".

Pour certaines espèces de bétail, ce sont les courtiers qui portent carrément garants de leur vente. Ils paient depuis l'entrée, les frais d'enregistrement, puis assurent la prise en charge complète de l'animal. Leur rôle dans le marché est important car, ils sont considérés comme l'acteur civil, veillant sur le respect de l'équité et du convenable entre les deux parties.

Issaka Laouali, un courtier expérimenté, déclare que, dans le marché de Tchadoua, il y a rarement de rupture de bovins. Ce marché est la référence dans la zone. L'intermédiaire, comme son nom l'indique, est un facilitateur dans le marchandage. Lorsqu'il estime que le prix est bon, il le dit au propriétaire. Et si le marché est conclu sous son égide, il perçoit sa commission.

A travers ce marché, plusieurs personnes se retrouvent et gagnent leur vie. Issaka Laouali en est le parfait exemple car, il vit de ce métier, prenant en charge sa famille, affirmant qu'il a construit sa maison grâce à ce travail.

Les vendeurs face aux défis

Un peu plus loin, nous avons rencontré Chitou Ibrahim, un négociant de caprin depuis plus de trente (30) ans. La période des pluies est moins favorable pour le marché de bétail, souligne-t-il. « Ces dernières années, le business d'animaux est de plus en plus mou malgré la disponibilité abondante », déplore-t-il. Les prix des chèvres appelées "Bourgouma" débutent à partir de dix-sept mille (17000) Fcfa et les moutons à partir de trente-deux mille (32000) Fcfa. Il déplore une cherté accrue du bétail dans toute la localité. Cela, relève-t-il, est justifié par la cherté des aliments pour bétail. Ce qui se vendait auparavant à 10 000 Fcfa se vend aujourd'hui à 20 000 Fcfa, soit deux fois plus. Il soulève également un manque pressant de clientèles et une mévente qui ne dit pas son nom. Collé à la zone des ovins et caprins, dans le parc des asins, tout comme celui des camelins, l'ambiance n'est pas comparable aux autres endroits. On ne compte pas plus d'une dizaine de têtes de chaque côté. Nous y avons trouvé le septuagénaire Sani Na Abalé. Plus ancien de l'endroit, il est considéré comme le courtier incontournable et vendeur à la fois. Fort de son expérience, c'est lui-même qui établit les prix des ânes. Ainsi, les prix desdites bêtes oscillent entre 90 000 et 110 000 Fcfa. L'ânesse est vendue autour de 90 000 Fcfa et l'ânon est à environ 40 000 et 50000 Fcfa. Le vieux Sani Na Abalé explique que les ânes ne sont pas disponibles sur le marché en cette période parce que tout le monde s'en sert pour les travaux champêtres et autres corvées, alors qu'à l'approche de la saison pluvieuse, le parc peine à contenir les ânes.

Du côté des camelins, Elhaj Sani Mainassara, assis à même le sol au pied d'un neem, a notifié une amélioration du marché. Auparavant, dit-t-il, la vente du camelin n'était pas suffisamment développée ici. Depuis quelques années, Elhaj Sani s'est lancé dans le commerce des camelins en provenance de plusieurs localités telles que Sabon Machi, Abalak, Zinder et Tessaoua. Le seul problème se trouve au niveau de l'acheminement. Il affirme être soumis à des contrôles particulièrement stricts et à une fiscalité lourde au niveau des postes. Les frais de transport représentent également une contrainte importante puisqu'ils alourdissent considérablement ses charges et compliquent la fluidité de ses activités. En face, le parc des bovins, le plus grand du marché. Ici l'ambiance ressemble à celle d'une veille de fête de Tabaski au regard de

l'engouement et de la clientèle nombreuse autour des bovins.

Après plusieurs minutes de recherche dans le marché, nous avons rencontré le président du comité de gestion du marché, Moussa Gagéré. Pris à la fois par la gestion de certaines affaires entre acteurs et par son activité de vente, il n'a pu nous accorder que quelques minutes pour répondre à nos questions. Moussa Gagéré a salué les bons rapports et la bonne collaboration entre les autorités locales et les commerçants dans le cadre de la gestion du marché. Mais lui aussi évoque la légère cherté des animaux.

Pour lui, le sujet de préoccupation reste l'interdiction de l'exportation d'animaux expliquant qu'il existe une disponibilité du bétail et que la consommation nationale ne parvient pas à tout absorber. Le président du comité de gestion plaide pour l'autorisation de l'exportation. La plupart des commerçants de bétail pensent comme lui, indiquant qu'elle permettra de soutenir les éleveurs, en leur offrant de nouveaux débouchés et de contribuer à l'équilibre du secteur. Ils soutiennent la thèse selon laquelle l'exportation pourrait alléger certaines charges liées à l'élevage, favoriser la régulation des prix et, par conséquent, ouvrir la voie à une réduction des prix sur le marché local.

Les acteurs de l'ombre du marché

Dans le marché à bétail de Tchadoua, il est très difficile de ne pas remarquer ces jeunes, femmes et hommes qui circulent dans le marché. Ils passent très facilement à l'œil faufilant entre les animaux. Les "aides-bouviers" : ce sont eux qui contribuent activement à la bonne marche du marché. Leur rôle consiste à attraper, tirer et attacher les bovins pour faciliter les transactions. Ils ont ce don de maîtriser facilement tous les bovins méchants qui tiennent tête. Ils sont également très sollicités, surtout quand il s'agit de percer les nez des taureaux pour le muselage. Majoritairement exercée par des jeunes, cette activité les aide à faire une belle économie et satisfaire certains de leurs besoins, surtout durant les vacances. Parmi les aides-bouviers, nous avons rencontré le petit Maman Badarou connu sous « Kamchi ». Il est certes le petit, mais aussi le plus redouté dans cette activité, il la maîtrise mieux que beaucoup des adultes. Nous l'avons trouvé à l'œuvre cherchant à maîtriser un gros taureau d'une valeur de 700 000 Fcfa, sans hésitation et sans aucun signe de peur. Agé seulement de 13 ans et d'une taille courte, Maman Badarou est connu presque par tous les habitués des marchés de bétail. Par semaine, Kamchi peut parcourir plus de 5 marchés de la région de Maradi, dont ceux de Tchadoua, Tessaoua, Atchi Lahiya et Dandana. « J'aime beaucoup les animaux et je n'en ai pas peur », déclare Kamchi à ceux qui lui demandent comment il fait. Dans le marché, tout le monde déduit qu'il est initié en raison de son courage et du fait qu'il ne se fait pas attaquer par les taureaux.

Son père, Abdou Dan Tchaké, pratique également la même activité. Il avance une version tout à fait contraire. « Kamchi s'est tout seul lancé dans cette aventure », fait-il savoir. C'est d'ailleurs, ajoute-t-il, la principale cause de sa déscolarisation. Par jour de marché, il peut gagner plus de 2000 Fcfa. Une somme qui lui permet d'acheter de la nourriture dans le marché, et s'acheter certains articles. Le reste de l'économie est géré par le père.



Salamatou Nestor/ONEP

Bachir Djibo,
Envoyé Spécial

Culture

Ousseini Tambari, artiste-chanteur de Guérroual

Assis sur une natte en plastique pour prendre de l'air à la belle étoile chez lui, l'artiste-chanteur de Guérroual Ousseini Tambari a quitté les bancs de l'école en classe de 3ème. Il consacre désormais son temps et son énergie au Guérroual, une chanson traditionnelle peulh. Pour lui, le Guérroual est un héritage qu'il perpétue avec enthousiasme et détermination. C'est un héritage transmis de génération en génération qui se conserve jalousement parce qu'il fait l'identité culturelle de la personne en question. C'est ce flambeau que Ousseini Tambari ravive sans cesse pour éviter qu'il s'éteigne face à l'influence grandissante des autres cultures exogènes se réclamant de la modernité.

Dans le chef-lieu du département de Bermo, Ousseini Tambari est connu de tous pour sa voix atypique d'artiste-chanteur peulh « Bororo ». Ce sous-groupe ethnique se distingue des autres communautés peulhs par bien des pratiques, notamment les tresses pour les hommes à travers lesquelles on les reconnaît facilement. Un autre identifiant des peulhs bororo selon Ousseini Tambari est leur attachement inconditionnel à la race animale bororo, un type de vache aux cornes particulièrement longues. Agé de 31 ans, le chanteur de Guérroual ou « mai figo » est sollicité un peu partout dans la région de Maradi, et même au-delà, pour donner sa superbe prestation culturelle.

À l'époque, le Guérroual est chanté à la fin de la campagne agro-pastorale, pendant la récolte pour partager la joie des communautés pastorales. L'abondance du fourrage est célébrée parce qu'elle présage une année de stabilité et de développement des troupeaux. Les animaux auront l'embonpoint et une bonne santé avec comme corolaire la multiplication des mises-bas. Toute chose qui permet aux pasteurs de se sentir à l'aise. Les peulhs bororo se réunissent massivement pour fêter cet instant de réjouissance au cours duquel le Guérroual est entonné par les initiés.

Ousseini fait remarquer qu'on ne chante pas le Guérroual pendant la période de soudure où les éleveurs et leurs animaux traversent des difficultés majeures.

Les chansons Guérroual relatent aussi les hauts faits des peulhs (hommes et femmes) en magnifiant leur bravoure. Une des thématiques qu'aborde le chant Guérroual est relative à l'amour. Par le passé, le Guérroual est exclusivement chanté lors des événements de réjouissance. C'est pourquoi, la chanson Guérroual ressasse les noms des jeunes filles peulhs avec leurs copains pour galvaniser davantage la foule. Cependant, avec le temps, le Guérroual s'intéresse aux thématiques brûlantes de l'actualité. C'est pourquoi, Ousseini évoque certaines thématiques d'intérêt national comme la cohésion sociale, le changement climatique, la paix et la stabilité, la coexistence pacifique entre les différentes communautés nigériennes.

Pour la postérité, Ousseini Tambari



Ousseini Tambari (au centre)



DR

Le troupe artistique Guéroual de Bermo

espère aussi travailler pour que le Guéroual continue d'attirer l'attention des autorités afin qu'il le chante à chaque événement important pour le département, la région et encore représenter le Niger à l'international à l'image de son père qui avait eu la chance et le privilège de voyager en Algérie. « C'était à l'époque du Feu Général Seyni Kountché, avec la "Samaria", que mes parents étaient partis en Algérie. Il nous racontait ce vieux temps où la culture était entretenue avec un investissement conséquent à la hauteur des attentes. Le festival de la jeunesse rassemblait aussi l'ensemble des régions du Niger pour célébrer la diversité culturelle. Même du temps du Président Tandja Mamadou, je me rappelle bien, même si par ailleurs j'étais un adolescent, mon père avait effectué un voyage à l'extérieur. Nous devons nous inspirer du passé pour améliorer le présent afin de nous protéger dans le futur. Le Niger dispose d'un potentiel culturel énorme. Il suffit d'une bonne organisation et une orientation claire pour redresser la barre », suggère Ousseini Tambari.

Comme dans toutes les autres traditions culturelles, le chanteur de Guéroual est un initié à un certain nombre de choses pour sa protection. Pour ce faire, il existe des incantations dont Ousseini se réserve le droit de ne pas parler. « Le secret de la tradition est gardé. La discrétion est importante

dans la transmission de certains aspects culturels », nous confie Ousseini Tambari avec un sourire aux lèvres. Avant l'influence de l'islam, les manifestations de Guéroual constituaient un catalyseur pour un jeune garçon et sa copine pour continuer leur vie ensemble en couple. « Dès que le garçon appelle à haute et intelligible voix la fille, cette dernière le suit de façon systématique. Le tour est joué à travers un pouvoir mystique. Ni les parents de la fille, encore moins ceux du garçon, ne sauraient remettre en cause le couple », a dit Ousseini, soulignant que cet aspect du Guéroual est encore une réalité, même si cela a tendance à disparaître.

Toute activité ou tout métier exercé comporte sa part de difficultés. Le Guéroual ne fait pas exception. Ousseini Tambari égraine quelques difficultés. Il s'agit, entre autres, du manque de moyens matériels, de l'insécurité qui restreint les rassemblements de grande envergure comme le Guéroual où il faut faire appel à plusieurs caravaniers pour la course. En définitive, Ousseini Tambari plaide pour un soutien de l'Etat afin que cette tradition peulh ne disparaisse pas.

**Hassane Daouda,
Envoyé Spécial**

Le marché hebdomadaire de Guidan Roumdji

Grand carrefour et poumon économique de la commune

Le dimanche est un jour d'une importance particulière à Guidan Roumdji. Et pour cause, c'est le jour du marché hebdomadaire de cette localité située à une quarantaine de kilomètres de Maradi. Bien que l'événement soit habituel, il rythme la vie et les activités socio-économiques des communautés et de tous ceux qui ne ratent jamais ce rendez-vous, qui pour vendre, qui pour acheter ou juste pour des rencontres.

L'ambiance qui s'empare chaque jour du marché de Guidan Roumdji ne passe pas inaperçue, même pour les voyageurs empruntant la RN1. Mais les autres jours de la semaine, le site du marché est quasiment vide et calme, ainsi que nous l'avons constaté le samedi 5 septembre 2026. Le dimanche, dès le milieu de la matinée, les premiers arrivants commencent à aménager les endroits pour installer leurs étals. Dans son ensemble, le marché reste encore dans le style traditionnel des marchés hebdomadaires au Niger, ce lieu de rassemblement commercial en plein air. Des centaines de hangars en paille, occupent le vaste espace le long de la RN1 ; au fond au Nord, le compartiment réservé au commerce d'animaux est modernisé depuis quelques années avec des enclos métalliques. Un peu loin, le long de la voie menant à Maradi se trouve le marché demi-gros réservé aux transactions des céréales. Mais vers 13 h, l'ambiance devient tout autre dans le marché et, tout autour, les taxi motos font la navette.

Côte à côte, des acteurs et des produits de toutes sortes

Le marché de Guidan Roumdji attire des vendeurs et acheteurs venant des autres régions du pays et des pays voisins comme le Burkina-Faso, le Nigéria et le Mali. C'est un point de rencontre entre producteurs ruraux, marchands locaux, transporteurs et acheteurs internationaux. Les différents compartiments du marché sont animés, avec des couleurs, des sons selon les activités. Il y a deux ans, explique Mahamane Sani, le Sarkin Kassoua (le délégué du marché), des réformes ont été initiées pour réorganiser le marché, en répartissant les commerçants par secteur d'activité. « Cette opération a été mal perçue au début par certains commerçants, mais par la suite, ils ont



Issa Moussa/ONEP

Une vue du marché à bétail de Guidan Roumdji

compris son avantage. Beaucoup d'entre eux ont pu avoir des endroits plus spacieux et commodes pour leurs activités », rappelle Mahamane Sani.

Accompagnés du Sarkin Kassoua, nous commençons la visite du marché par le secteur des vendeurs des téléphones et des postes radios où l'animation est à son paroxysme. La musique monte, il faut parler fort pour se faire entendre. Il y a beaucoup de monde, d'éventuels clients, des curieux. Hassan Ali, le président de l'association des vendeurs et réparateurs des téléphones portables, affirme que l'activité est rentable et beaucoup des jeunes s'y intéressent. « Aujourd'hui, personne ne peut se passer du portable, il est difficile de trouver quelqu'un qui ne l'utilise pas car, c'est quelque chose qui rapproche les individus ainsi que les communautés », explique Hassan Ali. Les clients s'intéressent plus au smartphone qu'au petit téléphone, fait observer Hassan, relevant cependant que le métier n'est pas sans risque pour ceux qui l'exercent. Que faire devant un inconnu qui se présente pour vous vendre un portable ? « Nous avons mis en place un mécanisme de témoignage qui consiste à conclure la vente en présence d'une

tierce personne qui constitue le témoin. En cas d'un litige, on peut faire appel au témoin », répond-il.

Un peu plus loin à l'Ouest, des bruits de moteurs attirent l'attention des passants. C'est le lieu réservé à la vente des motos de diverses marques. Comme dans une compétition, les vendeurs, ou les clients font vrombir sans cesse les motos pour convaincre ou s'assurer de leur performance. Certains font un tour sur l'engin avant de conclure l'achat. Nous nous mettons un peu à l'écart avec Halidou Idrissa, le Vice-président de l'association des revendeurs des motos « Des motos neuves sont parfois vendues ici, sur commande, elles nous proviennent de Maradi, Illéla (Nigéria), Konni, mais il y a beaucoup plus celles dites d'occasion », précise-t-il dit. Cette activité, affirme Idrissa, connaît un certain essor par rapport aux années antérieures. « On peut vendre par jour de marché une quinzaine de grandes motos et une trentaine pour les petites. Une fois le marché conclu, un certificat de vente est délivré à l'acheteur sur lequel sont mentionnés les noms du vendeur et de l'acheteur, pour éviter tout problème par la suite », explique-il.

Activité habituelle dans les marchés, la vente de la volaille a son secteur à part. Une pintade se vend entre 3500 FCFA à 4500 FCFA, la poule entre 1500 FCFA à 2500 FCFA contre 3000 FCFA à 3250 FCFA le coq ; le canard est vendu à 3500 FCFA contre 2500 FCFA la femelle. Les œufs de pintade, disponibles pendant cette période de saison des pluies, sont vendus à 150 FCFA l'unité. Vendeur grossiste de volaille, Yaou Oumarou vient de Maradi pour s'approvisionner au marché de Guidan Roundji. Sourire aux lèvres, il dit se contenter du peu du bénéfice gagné en livrant la volaille. « J'achète 150 à 200 unités de volaille dans ce marché pour les revendre aux restaurateurs ou aux hôtels à Maradi », confie-t-il.

Elhadj Labo et Malam Hassan ont leurs hangars à l'extrémité Est du marché. Ils viennent de Sabon Birni au Nigéria et sont des grossistes dans le commerce de manioc et de la patate douce. Ils fréquentent le marché de Guidan Roundji depuis une dizaine d'années. Ils livrent aux revendeurs le sac de la patate douce à 10.000 FCFA et celui de manioc à 8000 FCFA. « Nous nous sentons chez nous ici, puisque nous sommes les mêmes communautés, les gens se rendent visite de part et d'autre, pas seulement à cause des activités commerciales, mais aussi pour des raisons sociales », affirme Elhadj Labo. Mahamadou Ibrahim est aussi un marchand venu du Nigéria. Il vend de l'oignon, de la farine de manioc, de l'ail. Ces derniers temps, ces commerçants affirment tirer un peu plus de bénéfice de leurs activités particulièrement du fait du taux de change entre le franc CFA et le naira du côté du Nigeria.

Le marché à bétail, un grand centre d'intérêt

Le compartiment réservé au commerce du bétail est vaste. Cette activité contribue beaucoup à la dimension internationale du marché de Guidan Roundji. Un nombre important d'animaux, petits et gros ruminants sont repartis en



Marché demi-gros

Issa Moussa/ONEP

quartiers. Le président du marché à bétail, Yacouba Salihou, évoque une légère baisse des prix au mois de septembre par rapport aux mois antérieurs. Une baisse qui s'explique en partie par les perspectives de la campagne agricole dont les produits commencent à être récoltés. « Les prix des petits ruminants tout comme celui des gros ruminants ont baissé. On peut trouver de grands moutons de 125 000 FCFA ou 150 000 FCFA, les moyens à 70 000 FCFA, voire 80 000 FCFA et les plus petits de 50 000 FCFA à 55 000 FCFA, les boucs ou chèvres entre 18 000 FCFA, 35 000 FCFA, les plus grands entre 40 000 FCFA à 70 000 FCFA », précise Yacouba Salihou. Ce que confirme Ousmane Issa, marchand de bœufs venant de Dan Ganga (Guidan-Roundji) qui explique que les prix ont commencé à baisser avec l'approche des récoltes. Il achète et revend les bœufs sur place, et va souvent dans d'autres marchés pour écouler le reste. « On trouve des bovins de 700 000 FCFA, 160 000 FCFA ou 180 000 FCFA », indique-t-il.

Moussa, vendeur des moutons, affirme qu'il peut en acheter 4 à 6 pour les revendre sur place ou sur un autre marché. Ce revendeur parle d'une préoccupation commune à tous les marchands sur le marché à bétail. Il s'agit de la patente annuelle de l'année à venir en plus de celle de l'année en cours, dont le paiement est demandé aux marchands. Pour lui, la méthode utilisée par les agents en charge de la collecte de cette taxe fait désertier le marché à bétail car, ils obligent les gens à payer les 13 000 FCFA, déplore-t-il.

Iliyassou, un marchand venu de Dan Dadi, se plaint aussi de ce problème de patente qui, dit-il, dissuade les vendeurs. « Parfois, c'est en pleine discussion pour la vente d'un animal que ces agents surgissent. Or, ce n'est pas tout le monde qui peut payer la somme de 13 000 FCFA sur le champ », se lamente-t-il. D'autres marchands de bétail ont dû déjà s'acquitter du paiement de cette taxe par anticipation, nous montrant preuve à l'appui les reçus de l'année en cours et de l'année 2027.

Koïta Hamadou, burkinabè et marchand de bétail, est un habitué du marché de Guidan-Roundji et d'autres marchés environnants. Avant l'interdictions d'exportation du bétail, il

achetait les animaux pour les amener jusqu'en Côte-d'Ivoire et au Burkina. « Depuis l'interdiction d'exportation, je fais des navettes entre les marchés locaux comme ceux de Tchadoua, Maradi, Aguié, Niamey et Téra », explique-t-il. « Nous gagnons très peu de bénéfice car, actuellement, il y a une rareté de bétail sur le marché. Les vendeurs et acheteurs se font rares, les aliments bétail sont chers avec le sac de foin qui se vend entre 9000 FCFA et 9500 FCFA. J'achetais 50 à 60 moutons sur ce marché, aujourd'hui, je n'ai acheté que cinq. Aussi, ce matin j'ai dû payer une nouvelle patente, bien que j'aie déjà celle en cours dont je me suis acquitté il y a à peine un mois », se plaint ce marchand de bétail.



Issa Moussa/ONEP

Mobilisation des ressources et explications sur le paiement de la patente

Présent toute la journée sur le marché, Abdoul-Karim Haladou est le coordonnateur de la Cellule de Participation Citoyenne (CPC) de Guidan Roumdji. Il explique que cette structure a été mise en place pour aider la mairie à mobiliser les fonds à travers des séances de désensibilisation dans les villages, les quartiers, la radio pour que les citoyens s'acquittent de leurs devoirs. « Au cours de la première semaine de contrôle, nous avons pu mobiliser 876 000 FCFA, puis la semaine qui a suivi, 1 176 000 FCFA ont été mobilisés alors qu'auparavant, ce qui était recouvré ne dépassait guère 400 000 FCFA à 450 000 FCFA. Nous comptons mobiliser au cours de cette semaine 200 000 FCFA au niveau des utilisateurs des motos alors qu'avant c'était la somme de 10 000 FCFA à 15 000 FCFA qui est mobilisée », affirme Abdoul-Karim Haladou.

Pour sa part, le responsable des impôts, M. Ousmane Haladou Dan Koini, précise que la nouvelle patente commence à être payée dès le début du 8ème mois de l'année pour l'exercice de l'année prochaine. Selon lui, ce paiement est souvent anticipé. « Chaque commune fera en sorte que ses ressortissants payent cette taxe à temps. Au cas où une commune retarde ce paiement, les commerçants peuvent payer ailleurs. Cela constitue un manque à gagner », ajoute-t-il. Ainsi, Ousmane Haladou estime qu'il est judicieux de collecter ce fonds le plus vite possible surtout en ce moment de récoltes. « Certains commerçants qui ont compris l'intérêt de cette participation citoyenne viennent de s'acquitter de ce devoir le plutôt possible afin de contribuer pleinement aux actions de développement de leurs communes.

Le marché demi-gros, pour un meilleur au profit des producteurs et acheteurs

En ce mois de septembre, ce n'est pas encore la grande affluence sur le site du marché demi-gros, lieu aménagé spécialement pour les produits agricoles. « À la fin de la récolte l'engouement sera tout autre car, l'endroit sera bondé de céréales. Ce marché est ravitaillé par Tibiri, Dan

Chez les vendeurs de motos

Goulbi (Dakoro), Kornaka, etc. C'est l'un des plus importants marchés de la région de Maradi où l'on trouve des céréales en grande qualité », assure le président du marché demi-gros, Mahamane Hamissou Elhdji Issoufou. Le site, précise-t-il, peut contenir plus de 300 tonnes de céréales et, dans un mois (à partir d'octobre), cet endroit sera plein de produits avec des dizaines des camions qui partent vers d'autres contrées du pays comme Abala, Niamey, Tchintabraden, Tahoua pour livrer les vivres.

Le marché est géré par un comité mis en place pour veiller au respect de la qualité des produits. Les produits vendus sont principalement le mil, le sorgho, l'arachide, le niébé, le sésame, l'oseille. Dans la plupart des cas, c'est grâce à la vente de ces produits que les producteurs subviennent à leurs besoins. Mahaman Hamissou Elhdji Issoufou exhorte le gouvernement à permettre l'exportation du niébé, pour permettre aux producteurs d'avoir plus de revenus afin de prendre en charge leurs besoins.

Ce que souhaite également Adamou Ousmane, un autre grossiste de produits agricoles, qui rappelle que ces dernières années, le prix des céréales est en baisse grâce à une bonne pluviométrie et les efforts du gouvernement. « Les autorités du Niger font de leur mieux pour nous appuyer en engrais. Cette année, nous espérons que les prix des céréales seront davantage en baisse », souhaite-t-il.

Le marché de Guidan Roumdji est d'un très grand apport pour la municipalité concernant les recettes, reconnaît l'administrateur délégué, Me Chaibou Brah, nommé récemment à la tête de la commune. Même sans données chiffrées, indique-t-il, l'essentiel des réalisations faites dans la commune est financé grâce aux recettes tirées de ce marché, dont la part considérable des activités se déroule sur les sites de marché à bétail et de céréales ou marché demi gros. Important lieu d'échanges et de rencontres, le marché hebdomadaire de Guidan Roumdji contribue largement à l'équilibre budgétaire de la commune dont il est ainsi le poumon économique.

Souley Moutari et Mamane Abdoulaye
Envoyés spéciaux

Forge traditionnelle à Aguié

Avec le marteau et l'enclume, Siradji Halidou perpétue un savoir-faire ancestral

Le bruit résonne à 200m. Tang ! Tang ! Tang ! Sous un hangar en tôles, des étincelles jaillissent. L'odeur du fer chauffé et du charbon brûlant vous prend à la gorge. Ici, c'est le royaume d'Elhadj Siradji Halilou, 58 ans, forgeron, de père en fils. Dans ses mains noircies, un morceau de fer rouge devient une houe, une machette, une daba, un soc. Dans la commune urbaine d'Aguié, il est l'un des maîtres forgerons. Un métier sacré et indispensable. Entre difficultés d'approvisionnement et commandes saisonnières, il continue de forger les outils indispensables à la vie quotidienne du village.

Avant l'âge de 9 ans, Siradji Halidou maniait déjà le marteau, le souffleur en peau d'animal. Formé par son père, artisan du fer et devenu maître du feu, il perpétue aujourd'hui une tradition familiale. « J'exerce cette activité depuis que je suis très jeune, avant même d'avoir atteint l'âge de 9 ans. J'ai appris le métier auprès de mon père, qui était lui-même artisan du fer. C'est donc une activité qui se transmet de génération en génération dans notre famille », raconte-t-il. Assis à même le sol et vêtu d'un vieux boubou de travail taché de suie, il façonne une houe. Autour de lui, des morceaux de fer, des manches en bois et l'odeur de la terre mouillée. A lui seul, il chauffe le fer au rouge dans la braise, puis le bat sur l'enclume pour lui donner forme avant de l'aiguiser.

Le bois et le fer sont ses principaux outils de travail, sans oublier le feu bien sûr. « Pour le bois, nous partons parfois nous-mêmes en brousse après les démarches auprès des services des Eaux et Forêts. Quand cela n'est pas possible, nous l'achetons en ville. Pour le fer, on l'achète au marché. Il arrive aussi que des vendeurs viennent directement nous proposer du matériel sur notre lieu de travail. Nous choisissons en fonction de la qualité et de la quantité nécessaire. Le budget varie selon les périodes. Nous pouvons investir 50 000 F CFA dans des matériaux que nous utilisons progressivement. Quand les moyens sont plus limités, nous commençons avec 5 000 ou 10 000 F CFA », explique-t-il.

L'activité du forgeron est étroitement liée aux saisons agricoles. « L'activité n'est pas régulière. Il y a des périodes avec beaucoup de commandes et d'autres où nous pouvons rester plusieurs jours sans rien vendre », confie Siradji Halidou. Après la saison des pluies, fait-il remarquer, le travail s'arrête. Les commandes s'arrêtent presque complètement. « Dans ces moments, nous arrêtons la fabrication. Si une opportunité de travail se présente ailleurs, nous la saisissons », dit-il.

Mais à l'approche de la saison des pluies, renchérit-il, tout change. « Pendant la saison des pluies, nos produits sont très demandés par les agriculteurs. Il nous arrive de vendre en une seule journée toute notre production. Nous pouvons fabriquer jusqu'à 15, voire 20 pièces par jour »,



Salamatou Nestor/ONEP

précise-t-il.

Pour Siradji Halidou, le forgeron occupe une place centrale dans la société rurale. Les outils qu'il fabrique sont très importants pour la vie. « Un village sans artisans, c'est comme un village sans eau », estime-t-il. Malgré l'irrégularité des revenus, le métier nourrit son homme. « Cette activité nous permet réellement de vivre. Grâce à elle, nous pouvons manger, boire et satisfaire nos besoins quotidiens ».

Dans l'atelier du vieux Siradji Halilou, une daba se vend à 2 000 F CFA, d'autres outils à 200f, 300f, 1 500 F CFA voire 4000 F CFA, selon le travail exigé et l'outil demandé.

Le métier ne se limite pas au fer et au feu. Il comprend aussi des connaissances traditionnelles. Selon la tradition, chaque forgeron détient des secrets et des gestes transmis de génération en génération. Ils ont toujours été regardés différemment. On raconte qu'ils soignent et ont des pouvoirs mystiques. « Nous soignons les brûlures. Nous préparons un médicament traditionnel appelé 'Dahé' », révèle le forgeron. Mais la tradition impose des règles. Il y a aussi le côté mystique. « Un artisan ne doit pas prendre certains médicaments liés au 'fer'. Mon père en avait pris. Ensuite, quand il travaillait, le fer se divisait en deux et il ne pouvait plus forger. Il peut en revanche prendre du 'Kaouda bara' ; une poudre mystique consommée par les forgerons », dit-il.

Aujourd'hui, les plus grandes difficultés sont matérielles.

« Nos deux principaux problèmes sont le fer et le charbon. Ce sont les éléments essentiels pour travailler. Tant que nous les avons, nous pouvons fabriquer. Mais quand l'approvisionnement en fer devient difficile ou que les prix augmentent, notre travail est très compliqué », regrette-t-il. Armé de son « Massaba » (marteau), Siradji Halidou continue de battre le fer. Dans un monde qui évolue vite, il maintient vivant un métier de transmission. Tant que la terre devra être cultivée, le marteau du forgeron aura encore une raison de cogner l'enclume pour donner forme et vie à un morceau de fer qui deviendra un matériel aratoire quelconque.

Rahila Tagou,
Envoyée spéciale

Lac de Madarounfa

Des ressources qui conditionnent la vie socio-économique des communautés à préserver

On ne peut évoquer Madarounfa sans faire le lien avec le vaste lac bordant cette commune urbaine, chef-lieu du département du même nom, qui se trouve à une trentaine de kilomètres au sud de Maradi, à quelques minutes de route du Nigéria. Les conversations sur Madarounfa reviennent en effet fréquemment sur le lac avec la légende des 99 tombeaux des saints se trouvant dans le lit et autour de ce plan d'eau. Ce statut patrimonial en fait un des sites de « pèlerinage » pour certaines populations musulmanes riveraines ou venant des régions du Niger, du Nord Nigeria, du Sénégal, du Mali, faisant ainsi de ce lac le premier site touristique, culturel et spirituel du département de Madarounfa.

Suite à la démarche portée par le Ministère en charge de l'environnement, le lac de Madarounfa a été classé site Ramsar d'importance internationale le 18 décembre 2019. C'est le plus grand plan d'eau de surface permanent de la région de Maradi, avec une superficie de 524,32 hectares, variant en fonction de la crue et de la décrue (jusqu'à 800 hectares, en période de crue), une profondeur de 1,5 à 5 mètres selon les saisons et les endroits. Il est limité à l'est par le quartier Kaffi (Madarounfa), au Nord par les villages de Dan Toudou et Yen Radi, à l'Ouest par le village de Gamji et au Sud par le village de Saoulaoua. Tous ces villages limitrophes du lac sont habités par des communautés de pêcheurs. L'importance du Lac de Madarounfa tient non seulement à ses caractéristiques mais surtout à son écosystème particulier et unique, qui fait qu'il conditionne la vie socioéconomique et culturelle des populations de toute la zone. Ce lac est d'un apport considérable pour la sécurité alimentaire et l'amélioration des revenus des populations à travers la pratique des cultures irriguées de décrue, la pêche, l'apiculture et le maintien de l'équilibre écologique. Offrant des conditions favorables au développement de la diversité biologique, le site abrite plusieurs espèces d'animaux sauvages.

Le lac qui joue un rôle important dans la satisfaction des besoins des populations et du cheptel, est géré par la Direction départementale de l'environnement et de la lutte contre la désertification de Madarounfa en rapport avec l'ensemble des usagers (pêcheurs, apiculteurs, éleveurs, maraîchers) qui collaborent étroitement pour une meilleure gestion.

La filière poisson, un secteur d'activité rentable et porteur à Madarounfa

La saison des pluies n'est pas encore terminée en ce mois



Issa Moussa/ONEP

de septembre. A certains endroits, les eaux du lac sont à quelques dizaines de mètres des habitations. Des enfants criant joyeusement se baignent dans l'eau. Ils se taisent brusquement, apparemment surpris de nous voir débarquer. « Voyez-vous, le lac n'est pas à son niveau habituel en période de crue car, ses eaux peuvent monter jusque-là-bas », nous fait savoir le représentant des pêcheurs, en montrant des habitations.

La pêche est la principale activité pratiquée autour du lac de Madarounfa, avec le maraîchage et l'apiculture. La production du poisson est en hausse ces dernières années. Ainsi, selon les statistiques du service départemental de l'environnement, 22 076 tonnes ont été enregistrées en 2024, pour une valeur d'environ 33 114 000 FCFA ; puis 23 000 tonnes en 2025, pour une valeur de 34 500 000 FCFA, et 32 953 tonnes de janvier à août 2026, soit 49 429 500 FCFA. Au bord du lac, le prix moyen du kilogramme de poisson frais est de 1500 FCFA. « Dans l'ensemble, la production est en hausse surtout en 2026 du fait de l'empoissonnement du lac qui a été effectué au cours de cette période », résume le directeur départemental de l'environnement, Lieutenant Colonel Moussa Illiassou.

Cette production pourrait encore augmenter si les pêcheurs arrivaient à acquérir des moyens appropriés pour capturer certains types de poisson, estime Hamza Ousmane, le président de l'association départementale qui compte 171 membres. « Nous sollicitons l'aide de l'État ainsi que de ses partenaires pour être équipés en moyens nous permettant de capturer les gros poissons car, on rencontre souvent dans ce lac ceux qui pèsent plus de 70 kg », affirme-t-il.

Après la pesée, au niveau de l'association des pêcheurs, Hamza Ousmane explique que les poissons capturés sont vendus sur place ou envoyés. Les commandes viennent de Maradi et d'autres régions du Niger. Un fonds est réservé au niveau de la caisse de l'association pour s'occuper des éventualités, tient-il à préciser. « La capture du poisson est une question de chance. En moyenne, un pêcheur peut gagner 300 000 FCFA à 500 000 FCFA par an. Cette année a été particulière, la pêche a été suspendue pendant la période d'empoisonnement. Après six mois, la saison de pêche a été ouverte et il y a eu des grosses captures », souligne-t-il. Les pêcheurs ont une bonne collaboration avec les agents du service de l'environnement qui les assistent en appui-conseils dans leurs activités, qu'ils soient à Madarounfa, Saoulawa, Gamji, Dan Radi, Dan Toudou, témoigne Hamza Ousmane, sous le regard du directeur départemental de l'environnement, Lt-Col Moussa Illiassou qui acquiesce. Les mareyeurs dont l'activité consiste à acheter et revendre le poisson sont des acteurs importants de la filière. Zaberou Ousmane, le président de l'association des mareyeurs du département, relève aussi que l'année 2026 a été particulièrement riche en poisson. Il vante la qualité du poisson de Madarounfa dont le goût est particulier, selon lui. « C'est du poisson naturel et son environnement contribue à son goût. Par jour, je peux en acheter et revendre pour 50 000 FCFA à 60 000 FCFA, mais il y a des jours où l'on ne trouve même pas pour 10 000 FCFA », confie Zaberou Ousmane qui revendique plus de 35 ans d'expérience dans cette activité qu'il a héritée de ses parents.

Des menaces sur les écosystèmes

Conditionnant la vie socio-économique des communautés, le lac fait cependant face à des menaces ces dernières années. Il y avait 25 espèces de poisson dans ce lac dont neuf ont disparu. Une situation liée à certains phénomènes dont le changement climatique. Alimenté principalement par le Goulbi Gabi et le Goulbi Maradi, le lac est impacté selon le service départemental de l'environnement par l'ensablement. Il y a aussi le blocage du poisson par



Issa Moussa/ONEP

Deux des tombeaux des 99 Saints

une digue réalisée en 2015 pour protéger la ville des inondations. Cet ouvrage constitue une sorte de maille empêchant le passage des poissons vers le lac. A cela, s'ajoute la prolifération des plantes envahissantes qui forment un vaste tapis s'étendant à perte de vue sur le lac. Tous les acteurs collaborant pour la gestion ou l'exploitation des ressources du lac conviennent de son importance socio-économique. Ils sont ainsi préoccupés par les menaces qui pèsent sur ce plan d'eau du fait des pressions sur ses ressources, de l'assèchement ou de la décrue précoce, des plantes envahissantes et sont conscients de la nécessité d'agir pour une gestion durable de ce patrimoine.

Le miel, une production en hausse

Une importante quantité de miel est produite à Madarounfa où les apiculteurs sont organisés pour mener leur activité dans la zone du lac et à travers le département. Le produit est vendu sur place ou envoyé vers d'autres zones du pays et jusqu'à l'extérieur. Comme pour le poisson, la production du miel est également en constante progression ces dernières années, constate le directeur départemental de l'environnement de Madarounfa, Lt/Col Moussa Illiassou. Selon les statistiques de ce service, 2353 litres de miel ont été produits en 2022 et 7661,5 litres en 2023. La production du département est passée à 9413 litres en 2024, puis à 12 813,5 en 2025. De janvier à août 2026, 5811 litres ont été récoltés. La plus grande production de miel a été enregistrée à la commune rurale de Djirataoua avec 1230 litres au cours des deux trimestres de l'année 2026, dont 458 litres au premier trimestre et 772 litres au deuxième. Au niveau de la commune urbaine de Madarounfa, la production est de 1227 litres, dont 400 litres au premier trimestre et 827 litres au deuxième trimestre. La commune rurale de Safo vient en troisième position avec 1002 litres, soit 340 et 662 litres aux premier et deuxième trimestres. Les statistiques de 2025 pour la commune rurale de Djirataoua avec un

cumul de 4987,5 litres, Madarounfa pour un volume de 3677 litres et la commune de Dan Issa avec 1758 litres illustrent davantage la hausse de la production.

Le secrétaire général de l'association des pêcheurs, Nafiou Mamane, également président de l'association des apiculteurs, assure que le miel est disponible à Madarounfa à toutes les périodes de l'année du fait d'un environnement favorable. « Notre organisation compte plus de 70 membres. Chaque apiculteur dispose de 7 à 8 ruches, certains ont jusqu'à 50 à 60 ruches. Nous avons des ruches modernes et traditionnelles », affirme Nafiou Mamane. « Il y a des savoirs et pratiques que nous ont légués les anciens et que nous utilisons pour attirer l'abeille vers la ruche. La couleur et le goût du miel dépendent des fleurs. Nous vendons le miel ici au Niger et nous l'expédions jusqu'au Sénégal et en Europe », précise-t-il. À Madarounfa, le miel est vendu au tarif de 4000 FCFA le litre. La production et la mise en bouteille du miel se font dans le respect des normes d'hygiène. Les apiculteurs suivent également des séances de sensibilisation et de renforcement de capacités grâce à l'appui de l'État et ses partenaires. En 2025, ils ont reçu 300 ruches dont 100 modernes et 200 artisanales de la part d'un projet.

Fait à relever, les acteurs de la filière poisson et ceux de la filière du miel sont souvent les mêmes personnes ou partagent le même espace d'activité. Nafiou Mamane qui est le secrétaire général de l'association des pêcheurs, est également président de l'association des apiculteurs de Madarounfa. Zaberou Ousmane, le président de l'association des mareyeurs du département, vend du poisson frit et du miel. Pour l'anecdote, une fada dénommée



Issa Moussa/ONEP

Les plantes envahissantes, une menace pour le Lac

“a sha zuma a tchi kifi” signifiant « boire du miel et manger du poisson », s'anime tous les jours à côté de Saoulaoua, au bonheur des amateurs du bon goût. Lors de notre séjour à Madarounfa, notre équipe n'a pas manqué le rendez-vous de ce lieu où officie Zaberou Ousmane.

A propos de Madarounfa et la légende des 99 saints

Dan Dadi Ousseini Iro, Chef secteur Madarounfa, est le représentant du Sultan de Katsina Maradi. Comme d'autres personnes dans la ville, il connaît et donne le récit sur les 99 saints qui seraient venus d'Arabie Saoudite et dont les tombeaux sont à Madarounfa. Ces 99 saints, raconte-t-il, seraient arrivés à l'époque du Calife Ali (RA) dans l'objectif de propager l'Islam. Certains seraient restés ici, d'autres à Sokoto, et jusqu'au Mali. A Madarounfa, leurs tombeaux sont entourés de murets en pierre qui assurent leur pérennité. Ils sont un peu éparpillés, dont certains sont dans le lac. À cause de leur importance, beaucoup de gens y viennent pour des invocations, ou encore pour séjourner dans la ville, pour boire l'eau du lac et se laver avec. Il fut un moment, assure Dan Dadi Ousseini Iro, où ces saints se manifestaient à travers des lumières vives qui montent vers le ciel, en plein jour ou de nuit.

Harouna Chipkaou, un autre ancien de Madarounfa, explique que d'après la légende racontée par les anciens, l'origine du Lac remonte à l'époque de l'arrivée des saints dont leurs tombeaux sont encore là actuellement. « Ces saints étaient à Madarounfa lorsque, à l'heure de la prière et ne trouvant pas de l'eau pour faire les ablutions, ils ont invoqué Allah et l'eau a jailli... », raconte-t-il. C'est le récit de la légende des 99 saints que perpétuent les habitants de Madarounfa, où il n'y a pas encore de conservateur pour les tombeaux ou site dédiés à ces illustres personnes et qui ont une valeur culturelle, spirituelle et touristique.

Issa Moussa/ONEP



Dan Dadi Ousseini Iro, représentant du Sultan de Maradi

Par Souley Moutari
et Abdoulaye Mamane,
envoyés spéciaux

Le marché à bétail d'Oursina

Quand l'éloignement, le manque de fourrage et d'eau étouffent le poumon économique de la commune de Gadabedji

Le marché à bétail d'Oursina est le plus grand marché de la commune de Gadabedji et l'un des plus importants du département de Bermo. Construit en 2024 dans le cadre du Millennium Challenge Account (MCA) Niger, ce marché hebdomadaire s'anime chaque mardi et attire des commerçants et des éleveurs venus de plusieurs régions du Niger, notamment d'Agadez, de Tahoua, de Maradi, ainsi que du Nigeria. Classé parmi les marchés suivis par le Système d'information sur les marchés pastoraux, il accueille, selon les estimations, entre 3 000 et 4 000 têtes de bétail toutes espèces confondues chaque semaine.

D'une superficie de plus de trois hectares, le marché à bétail d'Oursina représente une importante source de revenus pour la commune. À lui seul, il contribue à près de 70 % des recettes communales. En période normale, il peut générer jusqu'à 2,5 millions de francs CFA de recettes par semaine. Le Mardi 7 juillet 2026, nous avons été accueillis par l'agent de l'élevage, M. Abdoul Madjid Hamani, qui nous a expliqué qu'un suivi sanitaire régulier des animaux qui arrivent au marché est assuré. Les éleveurs qui sont loin arrivent souvent en camion dès le lundi. « À partir de midi, nous commençons les inspections. Le mardi, nous poursuivons également les contrôles sur les animaux qui arrivent le jour du marché », explique-t-il.

Selon lui, les maladies les plus fréquemment rencontrées sont la dermatose nodulaire contagieuse et la clavelée. Toutefois, la situation sanitaire s'est nettement améliorée ces derniers mois. « Les éleveurs sont sensibilisés. Dès qu'un cas contagieux est détecté, ils nous alertent. Nous isolons immédiatement l'animal et procédons au traitement nécessaire », précise-t-il. M. Abdoul Madjid Hamani rappelle également que des campagnes annuelles de vaccination contre la peste des petits ruminants et la péripneumonie contagieuse bovine sont organisées chaque année. La dernière campagne, lancée fin janvier 2026, s'est étendue sur trois mois, suivie d'un mois de ratissage. « Nous avons vacciné près de 20 000 têtes de bétail toutes catégories confondues et le ratissage est toujours en cours », indique-t-il.

Les défis majeurs qui freinent le développement du marché

Pour M. Abdoul Madjid Hamani, la faible pluviométrie constitue aujourd'hui l'une des principales difficultés de cette zone pastorale. À la date du mardi 7 juillet 2026, le département n'avait encore enregistré aucune pluie. À cela s'ajoute la panne du château d'eau situé à proximité du marché, hors service depuis plus de quatre mois en raison d'un problème technique empêchant le remplissage du réservoir. Cette situation pénalise fortement les activités du marché. « Certains éleveurs parcourent entre 30 et 40 kilomètres à pied pour venir ici. Lorsqu'ils arrivent, ils souhaitent se laver, se reposer et faire boire leur bétail. Tant qu'il n'y



Idrissa Hamadou/ONEP

aura pas d'eau, beaucoup hésiteront à venir », explique l'agent d'Elevage.

« Compte tenu de son importance, le marché est devenu trop petit. Des démarches sont en cours pour son extension, mais elles tardent à aboutir », regrette-t-il. M. Abdoul Madjid Hamani exhorte ainsi les partenaires afin de réhabiliter le château d'eau et d'agrandir le marché. « Ces deux problèmes font que les éleveurs le fréquentent de moins en moins. Un marché, c'est avant tout la concurrence. Lorsqu'il y a trop de contraintes, ils préfèrent aller ailleurs », a-t-il conclu.

Les éleveurs, les vendeurs, les revendeurs, les percepteurs de taxe, les intermédiaires face aux défis

Parmi les vendeurs rencontrés figure M. Ahamad Hamid du village de Mantou Idrissa venu avec deux moutons. L'un a déjà été vendu, tandis qu'il cherche preneur pour le second. Selon lui, les animaux sont amaigris faute de pâturage. « Il n'y a pas assez d'herbe. Le son est devenu très cher et il est parfois introuvable. Une tasse coûte 450 francs CFA. Un mouton peut en consommer une par jour. Si vous avez deux moutons, cela représente une dépense énorme sur un mois », explique cet éleveur. Il estime que le manque d'eau au niveau du marché constitue également un problème majeur. « Un bidon de 25 litres coûte 250 francs CFA. Si l'on veut développer l'élevage, il faut soutenir les éle-

(Suite en page 59)



La Centrale d'Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles (CAIMA) au cœur de la refondation dans la capitale économique du Niger : la terre reprend vie grâce à la CAIMA.

Missions et responsabilités de la CAIMA en tant qu'organisme public

Située au cœur de l'un des principaux pôles agricoles et économiques du Niger, la Direction Régionale de la Centrale d'Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles (CAIMA) de Maradi joue un rôle stratégique dans l'accompagnement des producteurs et des éleveurs ainsi que dans la transformation durable des systèmes de production. Érigée en Organisme public par l'Ordonnance n°2025-03 du 03 février 2025, la CAIMA constitue un instrument majeur de la politique nationale de modernisation agricole, de sécurisation des approvisionnements et de renforcement de la souveraineté alimentaire.

Une mission stratégique au service des producteurs

La CAIMA a pour vocation d'assurer, en collaboration avec les acteurs publics et privés, un approvisionnement régulier du pays en intrants agricoles et zootechniques, matériels et équipements agricoles, dans des conditions de qualité, de disponibilité et de prix compétitifs.

À travers son intervention, elle contribue notamment à :

- améliorer l'accès des producteurs et des éleveurs aux intrants et équipements de qualité ;
- accroître la productivité et les rendements agricoles ;
- promouvoir la modernisation et la mécanisation de l'agriculture ;
- contribuer au développement des filières agricoles et zootechniques ;
- assurer la constitution et la gestion de stocks de sécurité ;
- renforcer les mécanismes d'information, de concertation et de communication entre les différents acteurs du secteur.

À Maradi, cette mission revêt une importance particulière au regard du poids démographique, économique et agricole de la région. L'action de la CAIMA s'inscrit ainsi pleinement dans l'ambition de faire de Maradi un pôle majeur de production agricole et de contribuer durablement à la sécurité alimentaire nationale.

Un réseau de distribution au plus près des bénéficiaires

Afin de rapprocher les intrants des producteurs et des éleveurs, la CAIMA a développé dans la région un dispositif de distribution couvrant les principales zones de production agricole et pastorale. Le réseau régional compte vingt-neuf (29) points de vente d'engrais et sept (7) points de distribution d'aliments pour bétail. Ce dispositif permet de faciliter l'accès aux produits dans les différentes zones de production et d'élevage de la région. La modernisation du système de vente,



Dr Issoufou Baoua, DG

notamment à travers la digitalisation des procédures et le recours à des partenaires financiers, contribue également au renforcement de la traçabilité, de la sécurisation des opérations et de la confiance des bénéficiaires.

Les produits mis à disposition répondent aux exigences de qualité requises et sont proposés, conformément aux orientations de l'État, à des conditions permettant d'améliorer leur accessibilité aux producteurs.

Des capacités logistiques au service de la disponibilité et de la qualité

La Direction Régionale de la CAIMA dispose d'infrastructures administratives et de capacités de stockage destinées à assurer la conservation des produits et leur acheminement vers les différents points de vente. Cette organisation logistique constitue un maillon essentiel de la



Magasin d'engrais de CAIMA Maradi



Champ de souchet à Maradi

stratégie d'approvisionnement de la région. Elle permet de renforcer la disponibilité des intrants, de préserver leur qualité et d'assurer une meilleure réactivité face aux besoins des producteurs et aux éventuelles situations de crise.

Des acquis concrets et une contribution reconnue

Dans la région de Maradi, 5 435 tonnes d'engrais, notamment de DAP, de NPK et d'urée, ainsi que 900 tonnes d'aliments pour bétail, ont été mises à la disposition des producteurs et des éleveurs dans le cadre des actions d'approvisionnement et de soutien aux filières. La gestion d'un stock de sécurité renforce par ailleurs la capacité d'intervention de la CAIMA face aux besoins urgents et aux situations exceptionnelles. L'action de la CAIMA bénéficie également de la confiance de plusieurs partenaires techniques et financiers, comme en témoignent les différents appuis et contributions reçus dans le cadre des programmes et initiatives visant à soutenir l'agriculture et l'élevage au Niger. La transformation agricole de Maradi est une responsabilité collective. Elle appelle à une mobilisation accrue des agriculteurs, des éleveurs, des organisations de producteurs, des autorités administratives et coutumières, des collectivités territoriales ainsi que de l'ensemble des acteurs économiques.

La CAIMA invite les producteurs de la région à se rapprocher des points de vente agréés, à s'informer sur la disponibilité des produits et à recourir aux intrants et équipements adaptés pour améliorer durablement leurs productions.

LES PRODUITS

(INTRANTS AGRICOLES ET ZOOTECHNIQUES)

Aux termes de l'Ordonnance 2025-03 du 03 février 2025, la Centrale d'Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles (CAIMA) est un organisme public investi pour assurer la distribution des intrants, matériels et équipements agricoles et zootechniques aux agriculteurs et éleveurs à des prix subventionnés.

1. LES ENGRAIS CHIMIQUES ET ORGANIQUES

2. LES SEMENCES DE VARIÉTÉS AMÉLIORÉES

3. LES ALIMENTS POUR BÉTAILS

4. LES PRODUITS PHYTOSANITAIRES

La promesse d'un avenir agricole radieux

Niamey : 93 92 18 74
Dosso : 97 36 46 08
Maradi : 96 89 46 85
Tahoua : 93 23 10 00

Zinder : 98 01 32 96
Agadez : 96 26 82 45
Diffa : 96 58 05 42
Tillabéri : 87 80 41 62

AVENUE DES ARMÉES, RUE DES BATISSEURS
N°14 234/R BP: 11364 NY Niamey - Niger
TEL: 20 73 39 59

MATÉRIELS AGRICOLES ET ZOOTECHNIQUES

DR

1 promesse d'un avenir agricole radieux

Niamey : 93 92 18 74
Dosso : 97 36 46 08
Maradi : 96 89 46 85
Tahoua : 93 23 10 00

Zinder : 98 01 32 96
Agadez : 96 26 82 45
Diffa : 96 58 05 42
Tillabéri : 87 80 41 62

AVENUE DES ARMÉES, RUE DES BATISSEURS
N°14 234/R BP: 11364 NY Niamey - Niger
TEL: 20 73 39 59

CAIMA : POUR UNE AGRICULTURE PERFORMANTE, RÉSILIENTE ET SOUVERAINE.

LA CAIMA, LA PROMESSE D'UN AVENIR AGRICOLE MEILLEUR

(Suite de la page 57)

veurs, notamment en facilitant l'accès aux aliments pour bétail », plaide-t-il.

Pour sa part, M. Noura Chawo, âgé de 34 ans, originaire de Tchadouda, exerce le commerce du bétail depuis une dizaine d'années. Il achète des animaux à Oursina pour les revendre sur plusieurs marchés, notamment à Sabon Mouso, Guidan Karma et Tibiri. Son activité lui permet de faire vivre sa famille, mais l'insécurité l'empêche désormais d'aller dans certaines localités notamment au Nigeria. « Il y a vraiment une hausse des prix. Un animal vendu autrefois à 25 000 francs CFA coûte aujourd'hui environ 33 000 francs CFA. Mais, nous, notre plus grand souci, c'est qu'aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous rendre dans certaines localités. Nous sommes obligés de vendre uniquement sur les marchés de la région. Même les routes sont en mauvais état », regrette-t-il.

Dans un autre enclos se trouvait M. Nassourou Oumarou. Il a 48 ans et exerce depuis 23 ans dans la revente des ânes. Selon lui, les prix ont légèrement baissé cette année. « Les prix ont chuté parce qu'il n'y a pas beaucoup d'acheteurs et que la liquidité se fait rare », explique-t-il. M. Nassourou Oumarou revend principalement aux agriculteurs, aux éleveurs et aux utilisateurs de charrettes. Il affirme n'avoir jamais été confronté à des cas de vol de bétail, mais estime que l'insécurité demeure la principale préoccupation des acteurs du secteur. « Nous n'avons jamais eu de problème avec la mairie ou la police. Tant que nous payons nos taxes, tout se passe bien » a-t-il dit.

M. Ousmane Brah est percepteur de taxes ; il exerce cette activité depuis 1991. Il explique percevoir une remise de 10 % sur chaque ticket de taxe collecté, mais juge cette rémunération insuffisante. « Je viens de loin et mes frais de transport s'élèvent à 3 000 francs CFA pour l'aller-retour. Grâce à mon expérience, j'arrive parfois à gagner entre 20 000 et 50 000 francs CFA grâce aux remises », indique-t-il. La taxe est fixée à 500 francs CFA par bovin, tandis que le droit d'entrée sur le marché est de 200 francs CFA. Malgré tout, il souligne que certains acheteurs tentent de passer sans payer la taxe. Intermédiaire et acheteur depuis 18 ans, M. Hassan Bakoye, quant à lui, a constaté que les prix des bovins sont restés stables ces derniers mois. Ces prix varient principalement en fonction de l'embonpoint des animaux. Il souligne également les difficultés rencontrées lors des longues transhumances commerciales. « Notre principal problème est l'absence de pâturage sur les itinéraires. Les animaux traversent des vallées où il n'y a pratiquement plus de pâturages » a-t-il dit.

Exerçant cette activité commerciale depuis 17 ans, M. Boukari Moussa lui, sillonne plusieurs marchés, notamment ceux de Dakoro, Kombaki, Dan Koullou et Oursina. Ce mardi, il est arrivé avec 9 vaches. Six avaient déjà trouvé preneur au moment de notre passage. Selon lui, les prix ont fortement augmenté. « Une vache vendue 150 000 francs CFA l'année dernière se négocie aujourd'hui entre 200 000 et 220 000 francs CFA. Les temps ont changé. C'est le marché qui décide, et tout vient de Dieu », conclut-il.

Assad Hamadou
Envoyé spécial



REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

HOPITAL DE REFERENCE DE MARADI

Etablissement public à caractère administratif

Créé par Décret N°2018-768/PRN/MSP du 02 novembre 2018, l'Hôpital de Référence de Maradi (HRM), est un établissement Public à Caractère administratif qui a été inauguré le vendredi 12 Avril 2019.

Prothèse de Hanche, Prothèse de Genou...

Des prestations de routine à l'innovation

En Imagerie

L'Hôpital s'appuie sur un plateau technique performant afin de relever les défis médicaux. Grâce à une ambitieuse politique de modernisation des infrastructures sanitaires, l'établissement dispose aujourd'hui d'une IRM haut champ, un scanner multi barrettes et deux tables télécommandées numériques qui transforment profondément la qualité du diagnostic médical.

1. La Table Télécommandée Numérique D²RS

Véritable pilier de la radiologie moderne, elle permet de réaliser des examens de radiographie standard mais également des examens spécialisés tels que :

- Le Transit Œso-Gastro-Duodéal (TOGD) ;
- L'Hystérosalpingographie (HSG)... Pour ne citer que cela.

Grâce à son système télécommandé, les examens sont réalisés avec un niveau élevé de radioprotection pour les patients et le personnel soignant.



Etablissement de soins tertiaires de référence nationale, il a pour objectif principal d'assurer des prestations de qualité aux populations, de participer à la promotion de la santé, à la formation, à la recherche et de réduire les évacuations sanitaires vers l'étranger, contribuant ainsi à la réduction des dépenses de l'Etat liées à ces dernières. L'hôpital de référence de Maradi reçoit les malades en provenance de Maradi, de Tahoua, d'Agadez, de Diffa, de Zinder, de Niamey, du Nigeria, du Mali, du Tchad.



De la médecine à la chirurgie, l'hôpital offre des prestations telles que :

- Médecine interne, Rhumatologie, Allergologie, Néphrologie, Fibroscopie digestive haute et basse, Colonoscopie, Endocrinologie, Oncologie, Hématologie, Laboratoire d'explorations cardiologiques, Laboratoire de Neurophysiologie, Laboratoire d'Anatomie pathologique et Cytologie, IRM, Scanner, Cabine d'audiométrie, Nasofibroscopie, Bronchoscopie...
- Chirurgie pédiatrique, Chirurgie maxillo-faciale, Chirurgie Thoracique, Chirurgie vasculaire, Chirurgie dentaire, Neurochirurgie, Vidéo-chirurgie (endoscopie), Tympanoplastie, Laryngoscopie, Chirurgie de l'oreille, Chirurgie des sinus, Orthopédie, Arthroscopie diagnostic et thérapeutique,



Table numérique D²RS

2. Scanner Fujifilm Scenaria View

Pour le diagnostic rapide des pathologies urgentes et complexes, le scanner multi-barrettes Scenaria View permet de réaliser des examens tels que : le scanner cérébral en urgence, l'exploration des traumatismes, l'angioscanners des vaisseaux sanguins, Reconstructions vasculaires 3D, le bilan des cancers...etc.



Scanner Fuji-Film 64 barettes



Angioscanner artérielle des membres inférieurs



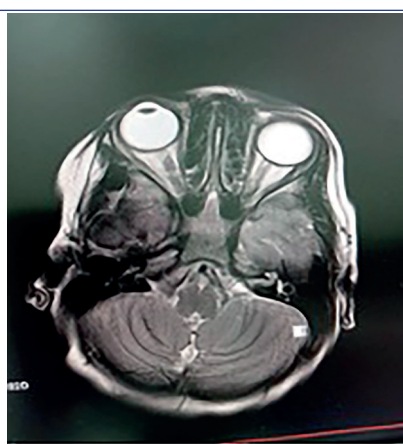
Angioscanner artérielle construction 3D

3. IRM Siemens Healthineers MAGNETOM Sola 1,5 Tesla

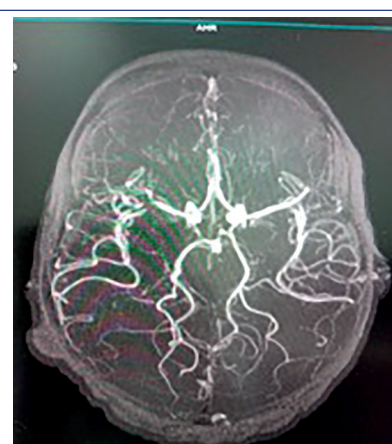
La réduction sur la tarification des prestations de soins au Niger par le Président de la République chef de l'Etat, a rendu accessibles les soins et examens de santé spécialisés à la population. La disponibilité de l'IRM et du scanner de dernière génération contribue à accélérer les diagnostics, réduire les délais de prise en charge et améliorer le suivi thérapeutique.



Console IRM 1,5 Tesla marque Siemens



Coupe Axiale IRM séquence T2



Coupe Axiale IRM Polygone de Milles

La réduction sur la tarification des prestations de soins au Niger par le Président de la République chef de l'Etat, a rendu accessibles les soins et examens de santé spécialisés à la population. La disponibilité de l'IRM et du scanner de dernière génération contribue à accélérer les diagnostics, réduire les délais de prise en charge et améliorer le suivi thérapeutique.

En chirurgie Endoscopique

De l'imagerie à la pratique, l'hôpital de référence de Maradi dispose depuis Novembre 2024, d'une technique de cœlioscopie fonctionnel qui permet d'offrir une chirurgie moderne mini-invasive aux patients des régions (Maradi, Tahoua et Agadez, Zinder) jusque-là contraints de se déplacer vers la capitale ou à l'extérieur pour en bénéficier.

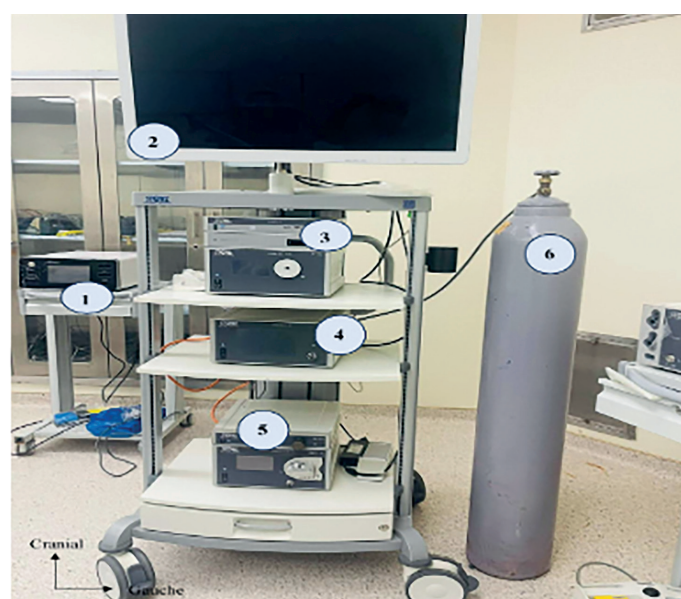


Figure 1 : Colonne complète de laparoscopie.

Cette technique est appliquée en pathologies digestives, pathologies neurologiques, thoraciques, urologiques, traumatolo-orthopédiques. Elle permet des actes mini-invasifs et une récupération rapide de la vie active.

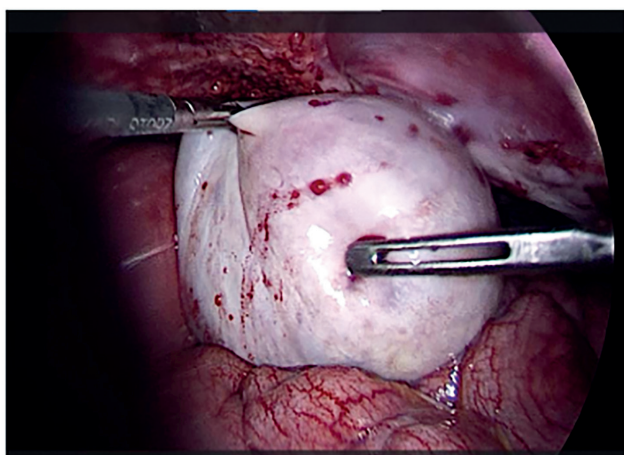


Figure 1 : Vue laparoscopique d'un volumineux kyste ovarien

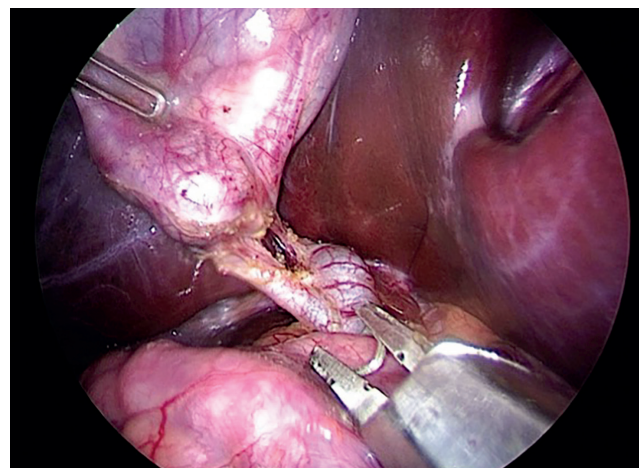


Figure 2 : Vue de sécurité au cours d'une cholécystectomie laparoscopique.

En orthopédie-Traumatologie

À Maradi, la prise en charge chirurgicale des pathologies de l'appareil locomoteur connaît une dynamique nouvelle.

Au cœur de cette évolution, l'unité de Traumatologie et d'Orthopédie de l'Hôpital de Référence de Maradi s'appuie sur une équipe jeune, qualifiée et engagée, ainsi que sur un plateau technique permettant aujourd'hui de réaliser une gamme croissante d'interventions orthopédiques et traumatologiques.

De 2023 à 2025, les actes chirurgicaux en orthopédie-traumatologie ont augmentés d'environ 60%. Cette évolution traduit à la fois l'importance des besoins de la population et la volonté du service d'élargir progressivement l'offre de soins spécialisés disponible à Maradi.

Le service bénéficie notamment d'une table orthopédique, d'ancillaires d'arthroscopie, d'ancillaires pour prothèse de hanche, d'ancillaires dédiés à la traumatologie pédiatrique, de deux amplificateurs de brillance, d'une colonne d'arthroscopie, d'un ancillaire pour clou gamma, membres supérieurs, thoraxique et pelvien...

Ces équipements permettent d'envisager des prises en charge adaptées à différentes situations traumatologiques et orthopédiques chez l'adulte comme chez l'enfant.

En Neurologie

Le laboratoire de neurophysiologie clinique est intégré au service de neurologie. Grâce aux appareils innovants, les personnels du laboratoire peuvent réaliser des examens électrophysiologiques indispensables à la prise en charge des pathologies. Les examens réalisés à l'étranger au paravent, qui sont désormais disponibles à L'Hôpital de Référence de Maradi : Potentiels évoqués visuels, Potentiels évoqués somesthésiques, Potentiel évoqué auditif, électro-encéphalogramme en réanimation, Réponses cutanées sympathiques, électroneuromyogramme des membres inférieurs, électroneuromyogramme des membres supérieurs, électroneuromyogrammes de la face, électroneuromyogramme respiratoire et électroneuromyogramme du périnée.

En plus de ces examens spécialisés, le service de neurologie assure la prise en charge en phase aiguë des accidents vasculaires cérébraux par :

- Mise en place de l'unité neurovasculaire, dont la thrombolyse est en cours de démarrage.
- L'unité neurovasculaire froide est déjà fonctionnelle.



Laboratoire neurologique

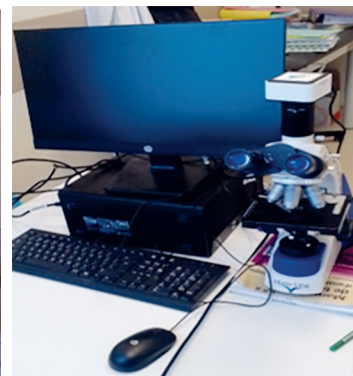
En Anatomie-pathologie

Dans un contexte où la qualité du diagnostic conditionne directement la prise en charge des patients, la mise en place d'un laboratoire d'Anatomie et Cytologie Pathologique occupe une place stratégique.

Il constitue un pilier du diagnostic, du pronostic et de l'orientation thérapeutique avec comme fonction, l'analyse au microscope les prélèvements des tissus ou des cellules pour poser des diagnostics précis, notamment pour les cancers, guider les traitements et évaluer la gravité des maladies.



Table de Macroscopie



Microscope trinoculaire

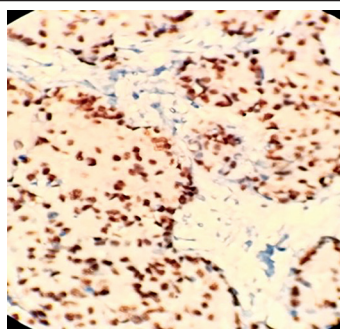
L'immunohistochimie : une innovation majeure Une avancée pour la caractérisation des tumeurs

Le service intègre désormais la technique d'immunohistochimie (IHC), une première pour le pays. Cette technologie permet la caractérisation précise de tumeurs, notamment dans les cancers du sein, de la prostate et les lymphomes, et ouvre la voie à une médecine plus personnalisée et ciblée.

L'un des enjeux majeurs est de contribuer à limiter les évacuations sanitaires coûteuses lorsque l'expertise diagnostique peut être réalisée localement.



Dispositif et réactifs pour la réalisation d'examen immunohistochimie



Examen immunohistochimique : Marquage nucléaire positif des récepteurs Ostrogéniques (RE) (G x400).

En Cardiologie : Une expertise sur les fléaux cardiovasculaires

L'hypertension artérielle et l'insuffisance cardiaque figurent parmi les premières causes de morbidité et de mortalité cardiovasculaire au Niger. Le service de cardiologie de l'hôpital en a fait un axe prioritaire de sa prise en charge quotidienne avec les deux pathologies courantes notamment l'hypertension artérielle et l'insuffisance cardiaque.

● **Explorations cardiovasculaires** — un plateau technique dédié permettant d'objectiver et de préciser les pathologies cardiaques : Holter ECG (enregistrement continu du rythme cardiaque), Electrocardiogramme (ECG), Holter tensionnel (mesure ambulatoire de la pression artérielle), Échocardiographie et l'épreuve d'effort

Développement en cours.

● L'introduction de l'imagerie cardiovasculaire avancée, avec le coroscaner et l'IRM cardiaque. Cette avancée sera rendue possible grâce aux efforts du Gouvernement, qui s'engage à doter l'Hôpital de Référence de Maradi d'appareils de nouvelle génération, permettant ainsi d'affiner le diagnostic des pathologies coronariennes et myocardiques au plus près des populations.

● **L'échocardiographie transœsophagienne (ETO)** — son introduction viendra renforcer le bilan étiologique des accidents vasculaires cérébraux ischémiques (AVCI), de plus en plus fréquents chez le sujet jeune, en permettant une recherche fine des cardiopathies emboligènes (thrombus intracardiaque, foramen ovale perméable, végétations, etc.) non toujours accessibles à l'échocardiographie transthoracique standard.

● **La thrombolyse** — pour les pathologies coronariennes aiguës.

En perspective

Le développement de la cardiologie interventionnelle qui permettra la réalisation d'actes thérapeutiques (angioplastie, pose de stents, etc.) directement à Maradi, réduisant ainsi le besoin d'évacuation des patients vers d'autres centres.

En ORL

Le service ORL vient de franchir une étape décisive dans le renforcement de ses capacités d'offre de soins spécialisés. Grâce à une dotation récente en matériels médicaux de pointe, il est désormais en mesure de proposer des actes

chirurgicaux endoscopiques de haute technicité, jusqu'ici indisponibles au niveau régional voir national. Il dispose de matériel spécialisé de haut niveau à savoir : Une colonne d'endoscopie complète, un micro-débrideur (shaver), un lot d'endoscopes rigides et flexibles, un laryngoscope rigide avec suspension et des boîtes d'instrumentation dédiées à la chirurgie des sinus et de l'oreille. Nouvelles compétences et actes chirurgicaux disponibles

L'intégration de ces technologies permet au service d'offrir des interventions chirurgicales mini-invasives et des soins d'urgence spécialisés :

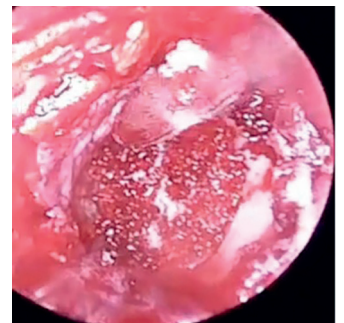
- **Chirurgie endoscopique de l'oreille** : Réalisation de la tympanoplastie par voie endoscopique pour la prise en charge des perforations tympaniques. Cette approche mini-invasive offre une reconstruction optimale avec une meilleure visualisation des structures de l'oreille moyenne.
- **Chirurgie fonctionnelle endoscopique des sinus (CFES)** : Prise en charge moderne des pathologies sinusiennes complexes (sinusites chroniques, polyposse naso-sinusienne) selon des modalités préservatrices et moins invasives que la chirurgie conventionnelle.
- **Chirurgie endoscopique du larynx** : Traitement direct et de haute précision des affections laryngées.
- **Extraction endoscopique des corps étrangers bronchiques** : Prise en charge rapide, sécurisée et mini-invasive de l'extraction des corps étrangers logés dans les voies aériennes.

Un impact direct pour les patients et la santé publique : Historiquement, ces pathologies et urgences complexes nécessitaient une évacuation sanitaire à l'étranger, générant des coûts considérables pour les familles et l'État. La disponibilité locale de ces actes réduit drastiquement les délais de prise en charge et le fardeau financier des usagers.

Depuis le lancement de ces nouvelles activités, le service enregistre une forte hausse de sa fréquentation, recevant des patients en provenance de toutes les régions du Niger ainsi que des pays voisins, affirmant ainsi le rôle de Maradi comme pôle médical d'excellence.



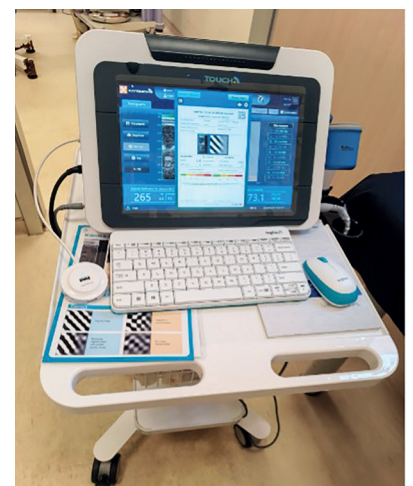
Perforation tympanique centrale



Pose du greffon et mise en place de l'éponge resorbable

En Hépatogastro-entérologie

Le service dispose d'un équipement de dernière génération. Il est doté de colonnes d'endoscopie digestive permettant d'effectuer des examens tels que la coloscopie et fibroscopie digestive haute. Mais également d'un Fibroscan Ivid 800 mini (le Système d'élastométrie hépatique), une première dans les hôpitaux publics, permettant une évaluation non invasive de la fibrose et de la stéatose hépatiques.



Fibroscanner IVID 800

La régénération naturelle assistée au village de Dan Saga (Aguié) Plus de 1 000 hectares régénérés, des rendements agricoles en hausse et un marché rural du bois à la clé

Il y a quelques années, dans le village de Dan Saga la terre était nue, le vent emportait la terre rouge, et les pluies ne suffisaient plus à alimenter les cultures. Aujourd'hui, des arbres poussent dans les champs à perte de vue grâce à un travail impeccable qui y a été fait. Acacias, baobab, tamariniers et divers autres espèces végétales poussent et prospèrent. Ils n'ont pas été plantés, leurs graines n'ont pas non plus été semées. Ils ont juste été réveillés. Dans ce village, les paysans ont simplement appris et pratiqué les techniques de la Régénération Naturelle Assistée, RNA. Une technique simple, à zéro franc, qui consiste à protéger et entretenir les jeunes pousses qui sortent naturellement du sol. La savane de Dan Saga, jadis déserte, est redevenue verte et, avec les arbres, la vie est revenue dans et autour de ce village qui a choisi de faire confiance à la nature.

Face à la dégradation des sols et à la disparition de nombreuses espèces animales et végétales, les populations de Dan Saga ont choisi une alternative simple mais efficace : la Régénération Naturelle Assistée ou RNA. Cette pratique, qui consiste à sélectionner, épargner et protéger les arbres poussés naturellement dans les champs, a transformé le paysage agricole du village.

Selon le Capitaine Hamissou Bormo, Chef du Service Communal de l'Environnement d'Aguié, la RNA s'est imposée comme une priorité. « Le village de Dan saga était particulièrement menacé par la coupe abusive. Avec l'appui des partenaires techniques et financiers, la population a initié la pratique de la RNA pour faire revenir les espèces qui ont disparu et celles qui sont en voie de disparition », explique-t-il.

La dégradation des terres ne laissait plus d'autre choix que de changer de stratégie. Le bilan, à ce jour, est éloquent. En 2025-2026, plus de 1 000 hectares ont été régénérés dans la commune d'Aguié. Les villages de Dan Saga, Dantchiro, Naki Karfi et Tangao sont les plus engagés. Mais, c'est à Dan saga que les résultats sont les plus visibles. « Ici, dans un champ témoin, on peut avoir au minimum 100 pieds à l'hectare. La RNA a porté ses



Salamatou Nestor/ONEP

fruits et les gens sont satisfaits de cette pratique », se félicite le Capitaine Bormo.

Sur le terrain, les producteurs confirment. Idrissa Daouda pratique la RNA depuis 1982. « Avant, nous avions à peine 5 à 8 bottes de mil par hectare. Aujourd'hui, nous atteignons 30 bottes. Le sol est devenu plus résistant et plus favorable aux cultures », se réjouit-il.

Ali Naïno, qui exploite 40 hectares, a vu son environnement changer. « Nos aînés nous parlaient d'une forêt. Elle a disparu à cause de la coupe abusive. Aujourd'hui, nous comptons 120 arbres par hectare. Grâce à la RNA, Alhamdulillah, je récolte maintenant le triple de ce que je récoltais par le passé par hectare. Cela nourrit nos champs mais elle nous fournit d'autres avantages. Regardez par vous-même comment le champ est beau

à voir et comment les plantes sont fraîches. Les feuilles des arbres font du compost, l'ombre garde l'humidité. Et les racines cassent la «semelle» de terre dure pour que l'eau y pénètre », fait-il remarquer.

Ali Miko, un autre producteur mesure l'impact. « L'année passée, j'ai cultivé 2 hectares. J'ai récolté 56 bottes de mil, 30 bottes de sorgho et 8 sacs de haricot. Avec la RNA, même sans engrais, la production augmente », dit-il.

La RNA est également une source de revenus pour les ménages. Le bois est désormais disponible à proximité. «

Le bois est à portée de main », souligne Ali Naïno. Ce dernier a pu gagner jusqu'à 300 000 F CFA grâce à la vente de bois. Mais les avantages ne s'arrêtent pas là. Les arbres fournissent de l'ombre aux cultures, leurs écorces sont utilisées à des fins médicinales et ils constituent une barrière naturelle contre l'érosion. Comme le résume un producteur. « Entre ceux qui pratiquent la RNA et ceux qui ne la font pas, il y a une vraie différence dans nos champs », résume-t-il. D'après le responsable communal de l'Environnement, les populations ont même créé un marché rural du bois.

La réussite de la RNA repose sur l'implication directe des communautés. « La population est impliquée parce que c'est elle qui pratique la RNA. Les populations ont été formées à l'élagage pour laisser 20 à 25 arbres par hectare », souligne le responsable. Les services techniques se chargent de la sensibilisation et de l'accompagnement. Ils assurent également la surveillance à travers des missions de police forestière et des déclarations d'exploitation. « Nous recevons des appuis de l'État et des PTF sous forme de formations et de voyages d'études », précise le Capitaine Bormo. Pour l'horizon 2027-2028, l'objectif est clair : garantir la disponibilité des arbres dans tous les champs de la commune. À long terme, il s'agit de contribuer à l'initiative «Niger Vert» et de lutter efficacement contre la désertification. Le message du chef du service communal de l'Environnement est sans équivoque : « Tout celui qui a un champ doit pratiquer la RNA. Cette technique protège les sols



Salamatou Nestor/ONEP

D'après les paysans, la RNA a induit une amélioration de la productivité agricole

et permet aux propriétaires de bénéficier des produits de l'arbre. Les services des Eaux et Forêts sont là pour appuyer la protection de l'environnement », dit-il.

À Dan Saga, la RNA s'est imposée comme une évidence. Elle a permis de concilier agriculture et environnement, production et préservation. La leçon des paysans est claire : en protégeant l'arbre, ils protègent leur récolte. Et en protégeant leur récolte, ils assurent l'avenir des générations à venir. Ici, la RNA n'est plus une expérimentation ; elle est devenue un choix de développement. La preuve que lorsque l'homme protège la nature, la nature le lui rend au centuple.

Mais malgré ces avancées, des défis demeurent. Les principaux obstacles évoqués sont la coupe abusive qui perdure et le prélèvement de branches par certains éleveurs pour nourrir le bétail. Les paysans interpellent donc les autorités. « Nous demandons que les agents de contrôle et de surveillance des Eaux et Forêts soient plus nombreux dans la zone », lance Elhadj Ali Miko. Pour que la pratique se pérennise, les services techniques insistent sur la nécessité de poursuivre la sensibilisation et la formation.

À Dan Saga, les arbres ne poussent plus au hasard, ils poussent par choix. Celui d'un village qui a compris que la terre ne se fatigue que quand l'homme l'oublie. En la réconciliant avec l'arbre, Dan Saga a réconcilié l'avenir avec ses enfants.

**Rahila Tagou,
Envoyée spéciale**



PROJET INTEGRE DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESILIENCE MULTISECTORIELLE (PIDUREM - GALEY MA ZAADA)

DES OUVRAGES DE DRAINAGE DANS LA VILLE DE MARADI POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS FACE AUX INONDATIONS

La ville de Maradi fait face depuis plusieurs années à de nombreux défis liés aux inondations et à la mauvaise évacuation des eaux pluviales. Les inondations des années antérieures ont causé d'importants dégâts matériels et humains qui ont durement éprouvé les populations, affectant les infrastructures essentielles, les habitations et les activités économiques.

Face à cette situation, le Gouvernement du Niger, à travers le Projet Intégré de Développement Urbain et de Résilience Multisectorielle (PIDUREM), a engagé des actions concrètes pour améliorer le système de drainage et renforcer la résilience de la ville face aux catastrophes naturelles.

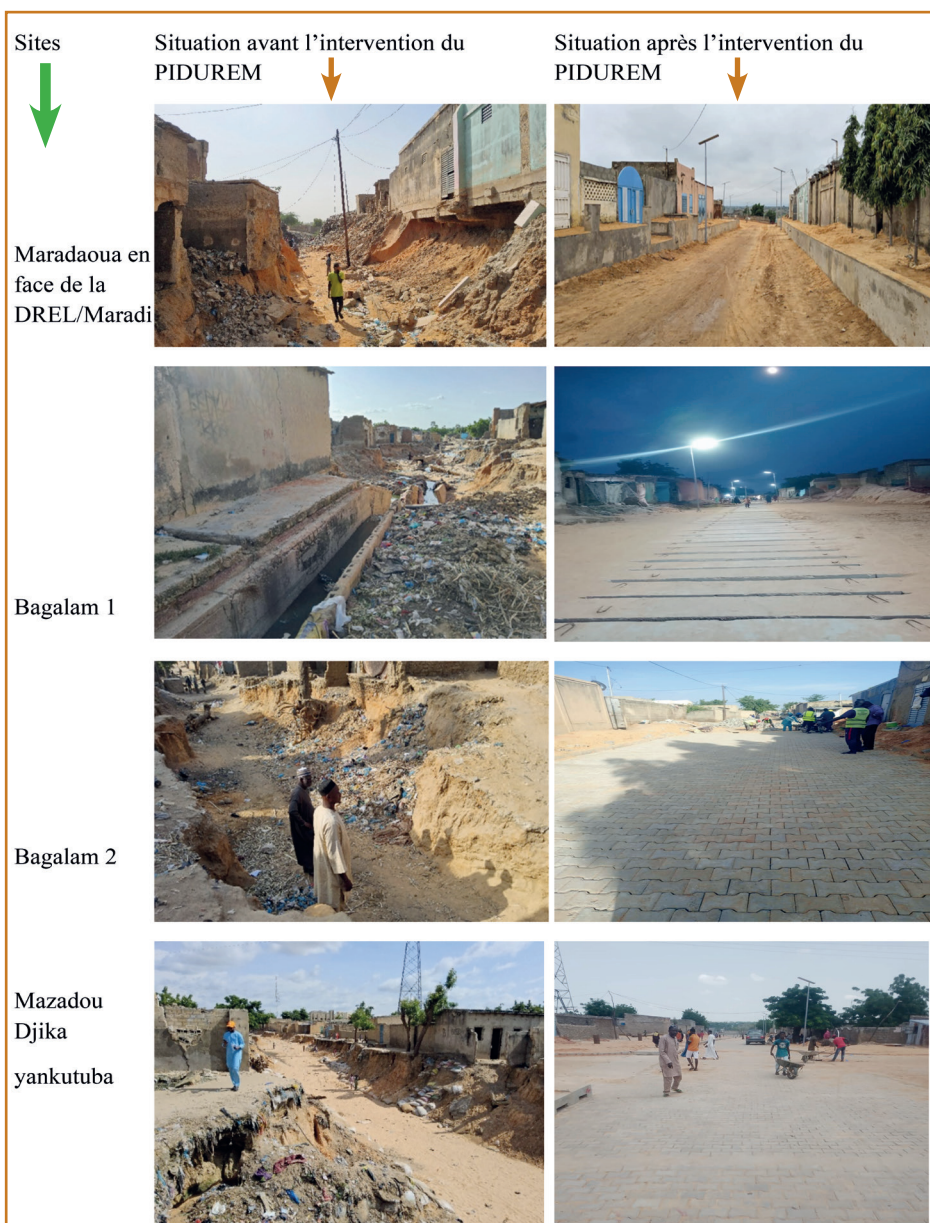
C'est ainsi qu'en 2024, le PIDUREM a financé l'actualisation des études techniques des travaux de traitement de ravins à Mazadou Djika – Yan Kutuba, Soura Aladeye, Mazadou Djika – Descente Mairie, Direction Régionale de l'Élevage et Pompon Foulani – Bourdja dans la ville de Maradi, avec l'appui du bureau d'études LAMCO INGÉNIERIE.

Le Gouvernement du Niger, à travers le Ministère de l'Économie et des Finances, a sollicité la Banque pour examiner l'application de procédures simplifiées de passation des marchés afin de réaliser les

infrastructures prioritaires de drainage dans la ville de Niamey et dans les autres régions, comme Maradi, avant l'hivernage 2025.

C'est ainsi que, dans le cadre des travaux d'urgence 2025, le PIDUREM a financé les premiers investissements à travers l'aménagement de quatre (4) ravins pour un montant de 1 926 176 925 FCFA TTC.

Aujourd'hui, les travaux de traitement des ravins et de réalisation des ouvrages de drainage aux





Images illustratives du lancement

quartiers Maradaoua, Bagalam 1 et 2, ainsi qu'à



Quelques images des sites des travaux lancés

Mazadou Djika, sont perçus comme un véritable soulagement (ou une véritable transformation salubre) par la population, comparativement à la situation qui prévalait avant l'intervention du projet (ainsi qu'en témoignent les vidéos circulant sur les réseaux sociaux et les visites de terrain).



Quelques images des sites des travaux

Le lancement officiel de la deuxième phase des travaux des ouvrages de drainage a été effectué le 10 juillet 2026 à Maradi par le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat.

En assurant la tutelle technique du projet, le Ministre a ainsi procédé au lancement national des travaux de réalisation des ouvrages de drainage des eaux

pluviales dans les grandes villes du Niger, traduisant l'engagement et la volonté des plus hautes autorités de notre pays à prévenir les risques d'inondations devenues récurrentes et alarmantes (ou persistantes) au Niger.

Pour Maradi, la deuxième phase des travaux (2026) a concerné les ravins de Zaria / Tchana, les ravins des quartiers Soura Aladeye 1 et 2, ainsi que le ravin situé en face de la rue de la Cité Caisse, pour un montant de 1 888 800 461 FCFA.

À cela s'ajoutent les autres travaux



Quelques images des sites des travaux

d'aménagement de voiries et de drainage dans les villes de Maradi, Tibiri et Tessaoua, comprenant :

- Des collecteurs : 5 038 mètres linéaires (ml) ;
- Des chaussées drainantes: 3 011 ml;
- Des chaussées bitumées: 2 193 ml.

Ces aménagements représentent un montant de 4 967 599 756 FCFA TTC, soit un investissement

total pour les travaux de drainage en cours dans la région de Maradi (incluant Tessaoua) s'élevant à 5 156 400 217 FCFA TTC.

La consistance des travaux en cours et leur niveau d'avancement :



Quelques images des sites des travaux

1. Les Travaux de Réalisation d'un caniveau central de section 2,50X1,50 sur 490 ml de deux caniveaux aux amorces de section respective de 1,50 X1,50 et 1,00X1,00 avec une chaussée drainante à la seconde rue en face de la cité caisse confiée à l'entreprise DANGARA et FILS sont à un taux de 14,65% avec les réalisations de remblai, le coulage, le coffrage et le ferrailage des voies des caniveaux et la fabrication des pavés ;

2. Les Travaux de réalisation des ouvrages



Quelques images des sites des travaux



Quelques images des sites des travaux

d'assainissement (caniveaux et chaussées drainantes) dans la commune urbaine de Tibiri confiés à l'entreprise DANGARA et FILS sont à un taux de 12,9 % ;

3. Les Travaux de Réalisation des caniveaux des sections variables de 2,00X2,00 sur 255 ml et de 1,50X1,50 sur 111,8 ml dans le quartier Soura Aladeye 1 et Réalisation d'un caniveau de section variable de 2,00X1,50 sur 277,47 ml dans le quartier Soura Aladeye 2 confiés à l'entreprise Mahaman Nassirou Sanoussi sont à un taux d'exécution de 11,06 % ;

4. Les Travaux de Réalisation d'un caniveau central de section 2,00X1,25, une chaussée drainante ainsi que le traitement de ravin à Zaria au niveau de la Mosquée confiés à l'entreprise BAKALA FAROUKOU sont à un taux de 14,07% ;

5. Les Travaux de réalisation des chaussées bitumées, ouvrages d'assainissement (caniveaux) et de traitement de ravin dans l'arrondissement communal 1 de la ville de Maradi de l'entreprise BACOREX avancent avec un taux de 7,11% ;

6. Les Travaux de réalisation des ouvrages d'assainissement (caniveaux et chaussées drainantes) dans la commune urbaine de Tessaoua de l'entreprise DKO sont à un taux de 5%.



Caisse Nationale de Sécurité Sociale

Zoom sur la représentation de la CNSS de la région de Maradi

La Direction Régionale de la CNSS est implantée dans le chef-lieu de la région de Maradi, située dans la partie sud du territoire national à environ 650 km de Niamey la Capitale du Niger. Sa création remonte à 1959. Elle a été instituée à cette époque sous forme de correspondance de l'Institut de Prévoyance de l'Afrique de l'Ouest (IPRAO). Cet institut s'occupait avant les indépendances des activités embryonnaires de sécurité sociale au sein de l'AOF dont le Niger faisait partie. A partir de 1962, la correspondance est devenue agence de paiement. Ce n'est qu'en 1987 que l'agence fut érigée en Direction Régionale. D'ailleurs, cette évolution et autres mutations ont concerné toutes les structures CNSS des régions.

La Direction Régionale est un complexe composé :

- **D'une agence** ayant à charge le recouvrement des cotisations sociales et les activités connexes, le paiement des prestations sociales. Elle s'occupe de l'affiliation des employeurs, de l'immatriculation des travailleurs sur toute l'étendue de la région enfin de l'enregistrement des dossiers des assurés et le paiement des prestations.

- **D'un centre médico-social (CMS)** qui assure à la population des soins de santé et gère un centre de promotion sociale (CPS) destiné à offrir des formations aux jeunes filles défavorisées ou en déperdition scolaire. Il s'agit en termes d'activités, des soins préventifs, curatifs, des examens de laboratoire et d'échographie. En plus de ces activités figure le volet social.

Les moyens humains

La Direction Régionale dispose d'un total de quarante-un (41) agents dont, dix-neuf (19) affectés aux opérations administratives et vingt-deux (22) chargés d'actions sanitaires et sociales.

Les réalisations du centre médico-social

Le centre médical gère quatre activités classées par catégories : La préventive, la curatives, l'éducative et le social.

1. Activités préventives

Le CMS a réalisé 1908 Consultations prénatales, 7 210 vaccinations.

2. Activités curatives

7 602 Consultations pour les assurés et non assurés et 11 999 examens de laboratoire effectués.

3. Activités éducatives

Il s'agit de l'éducation sanitaire effectuée au début des consultations prénatales et de nourrissons sains. L'éducation nutritionnelle est effectuée lors des séances de démonstrations diététiques aux mères d'enfants âgés de 0 à 5ans. De la pratique de l'IEC (Information-Education-Communication) 189 séances avec 1628 participantes.

4. Activités Sociales divisées en deux branches:

Le Service Social : Il s'agit de la prise en charge des cas sociaux, l'acceptation d'aides sociale, des visites à domicile etc....

Centre de Promotion Sociale (CPS) ou foyer féminin. Le Coût de



l'inscription est de 12 000 francs CFA par an. En 2024, Maradi compte 147 élèves niveaux confondus de la 1ère à la 3e année avec un taux de réussite de 100% pour les 33 candidates qui se sont présentées.

Les réalisations en recouvrement des recettes et paiements en chiffres

Au 31 décembre 2024, la Direction a géré un effectif global de 832 employeurs toutes catégories confondues avec des réalisations qui s'élèvent à 1 719 159 600 francs CFA pour des prévisions de l'ordre de 1 925 000 000 francs CFA, soit un taux de réalisation de 89,31%. Ce résultat est le fruit des efforts consentis en contrôle des employeurs et recouvrement.

La gestion des assurés et paiement

Pour la branche des prestations familiales, au 31 décembre 2024 la situation au niveau régional est la suivante :

- 11 203 allocataires ;
- 14 920 attributaires ;
- 28 395 enfants.

Les dépenses au titre de la branche s'élèvent à deux cent vingt-huit millions six cent soixante huit mille neuf cent quinze (228 668 915) francs au 31 décembre 2024;

La branche des accidents de travail et maladies professionnelles compte 162 bénéficiaires de rentes toutes catégories confondues pour des dépenses de vingt-huit millions deux cent vingt huit mille deux cent quatre vingt deux (28 228 282) francs à la même période.

La branche des pensions concerne un effectif de 3 602 bénéficiaires toutes catégories confondues. Pour tous ces effectifs au 31-12-2024, les dépenses s'élèvent à un milliard neuf cent quatre vingt six millions trois cent quatre vingt cinq mille vingt huit (1.986 385 028) francs.

Les dépenses énumérées ci-haut constituent la résultante de la liquidation des droits générés par les différentes branches de prestations effectués de manière optimale. Les différents bénéficiaires sont servis dans les délais du fait de la disponibilité de fonds périodiquement mis à disposition par la Direction Générale.

Troupe culturelle Hadin Kay de Dakoro

Un engagement en faveur de la culture avec les moyens de bord

La culture est l'identité d'un peuple. Et un peuple sans repères culturels se désintègre. C'est cela le fil conducteur de la troupe culturelle Hadin Kay de Dakoro qui se bat dans un environnement difficile où même le simple lieu de répétitions laisse à désirer. La maison des jeunes et de la culture de Dakoro ne porte que le nom parce qu'à première vue, rien ne la distingue d'une concession appartenant à un particulier. Elle ne dispose même pas de podium qui pourrait attirer l'attention d'un visiteur pour se dire qu'il est dans une maison des jeunes pouvant accueillir un événement culturel. Mais qu'à cela ne tienne ! La troupe culturelle Hadin Kay ne se décourage guère et elle continue inexorablement à faire la promotion de la culture avec les moyens de bord.

La troupe culturelle Hadin Kay de Dakoro a été créée il y a de cela un quart de siècle. Elle est composée de seize (16) membres, dont quatre (4) femmes. La vocation première de cette troupe est de travailler d'arrache-pied pour la promotion de la culture nigérienne et l'émergence des talents à même d'assurer la relève. A la tête de cette troupe culturelle se trouve M. Yasidou Yahaya. « Notre troupe reste ouverte à tous les jeunes du département de Dakoro avec la promesse de respecter les principes et les règles établis », explique le président de la troupe. La troupe réalise des chants, sketches et pièces de théâtre sur des diverses thématiques. Elles concernent notamment la sensibilisation sur la paix, la cohésion sociale ainsi que le vivre-ensemble des communautés qui partagent un espace commun. Selon le président de la troupe culturelle Hadin Kay, pendant longtemps, la conscience collective a opposé agriculteurs et éleveurs au Niger, alors que les deux domaines sont complémentaires. « C'est pourquoi, nous faisons beaucoup de sketches et théâtres dans lesquels nous sensibilisons les acteurs par rapport à la coexistence pacifique », a-t-il ajouté, soulignant que plusieurs projets et ONG approchent la troupe Hadin Kay pour des prestations culturelles relatives à leur centre d'intérêt. Les différentes sollicitations permettent aux membres de la troupe de générer des revenus pour se prendre en charge. « Nous passons régulièrement à la radio Hadin Kay de Dakoro pour faire des théâtres de sensibilisation. La population apprécie beaucoup notre approche d'aborder les problèmes qui minent le département », relate le président Yasidou Yahaya. Les retombées issues des prestations sont partagées entre les membres et cela de façon consensuelle. Comme les autres métiers, celui d'artiste fait face à d'énormes problèmes. Parmi la panoplie des problèmes auxquels la troupe culturelle Hadin Kay de Dakoro est confrontée, figure le manque de moyens roulants pour effectuer les déplacements dans les autres villages du département afin de recueillir non seulement des informations auprès des anciens pour produire des chants originaux, mais aussi organiser des soirées culturelles pour égayer le public. A côté des moyens de déplacement, viennent se greffer le manque crucial d'instruments culturels de pointe pour assurer convenablement les prestations, et le sempiternel problème de financement pour la production d'œuvres culturelles de qualité. « Il existe beaucoup de talents au Niger dans le domaine de la culture. Mais cette problématique de financement empêche l'éclosion ou la révélation de ces génies culturels », a fait remarquer M. Yasidou Yahaya avec un air souriant.

Pour s'accrocher durablement à ce métier, les membres de la troupe culturelle Hadin Kay ne se contentent pas uniquement de cette activité.



La troupe lors d'une répétition

Ils exercent aussi le commerce avec les revenus issus des prestations culturelles. Les revenus tirés de cette activité secondaire permettent à la troupe de préfinancer certains déplacements à l'intérieur du département et même jusqu'à Maradi.

Au fil des années, la troupe culturelle Hadin Kay a acquis de l'expérience pour se positionner parmi les meilleures du département et se fait sa place à l'échelle régionale. La troupe Hadin Kay est maintes fois allée à Maradi, Dosso, Diffa, Arlit et à Niamey à l'occasion des fêtes tournantes du 18 décembre et autres événements culturels. Mais ces dernières années, le président de la troupe culturelle Hadin Kay de Dakoro suspecte un manque de transparence dans la sélection des jurys lorsqu'il s'agit de représenter la région de Maradi aux compétitions nationales. « Les artistes ruraux, a dit M. Yasidou Yahaya, ne manquent pas d'attrait, d'originalité parce qu'ils prennent le temps nécessaire dans la recherche et la composition. Et tout cela avec peu de moyens », dit-il.

C'est pourquoi le président de la troupe culturelle Hadin Kay de Dakoro plaide auprès de l'Etat et des partenaires pour la dotation conséquente des artistes en matériel de travail afin qu'ils puissent bien jouer leur rôle au sein de la société nigérienne. « En cette ère de la refondation où les populations doivent être suffisamment sensibilisées par rapport à nos valeurs socio-culturelles qui fondent la nation nigérienne et qui constituent le ciment de notre unité nationale, la troupe culturelle Hadin Kay a besoin de moyens roulants pour intensifier les actions de sensibilisation dans les villages et groupements du département de Dakoro », conclut-il.

**Hassane Daouda,
Envoyé spécial**

Le Tama de M. Mani Oumarou

Menacé de disparition, le “tambour parlant” vit ses derniers instants à Mayahi

La culture constitue une composante essentielle de l'identité d'un peuple, d'une communauté. Au Niger, plusieurs acteurs culturels œuvrent à la préservation et à la promotion du patrimoine culturel. À Mayahi, le nom de Mani Oumarou revient régulièrement lorsqu'on évoque la musique traditionnelle. Âgé de 63 ans, cet artiste est l'un des rares spécialistes du Tama, communément appelé tam-tam ou tambour parlant.

Le Tama, également appelé « tambour parlant » ou « tambour d'aisselle », est un instrument à percussion traditionnel, ressemblant à un petit sablier, généralement long de 30 à 50 centimètres. Il possède la particularité d'imiter les intonations et les rythmes de la parole humaine. Son corps en bois est constitué de deux membranes en peau de chèvre ou de mouton, reliées par un réseau de cordes en cuir ou en tissu.

Pour le jouer, le musicien place l'instrument sous aisselle et le frappe à l'aide d'une petite baguette en bois recourbée. En exerçant une pression avec le bras sur les cordes, il tend ou détend les membranes, ce qui permet de modifier instantanément la hauteur du son, en la rendant plus aigue ou plus grave. Les doigts de la main qui tient l'instrument participent également au contrôle des vibrations et des sonorités.

M. Mani Oumarou a commencé à pratiquer cet instrument depuis l'âge de 7 ans. Le Tama représente pour lui à la fois un héritage familial et un métier. Son père était joueur de Gourou, une musique traditionnelle jouée pour les “arnas” tandis que sa mère l'accompagnait dans ses prestations. Cette pratique est devenue son école. Il raconte que durant sa jeunesse, les enfants de son village n'étaient pas obligés d'aller à l'école. Il a donc appris à jouer avec cet instrument auprès des anciens et s'y est consacré durant toute sa jeunesse. Aujourd'hui, M. Mani affirme être le seul artiste spécialisé dans cet instrument au service du chef traditionnel de Mayahi.

« Dieu merci, grâce au Tama, un beau jour, M. Zaneidou m'a donné une maison cadeau. Quant au nouveau chef de canton de Mayahi, il m'a donné un terrain et de l'argent pour le construire. Je ne peux que remercier le Bon Dieu », a-t-il indiqué. Malgré tout, l'artiste déplore un manque de considération dont souffrent aujourd'hui les praticiens de la musique traditionnelle. Les sollicitations se font rares. « Les gens ne nous considèrent plus. Ils nous prennent pour des mendiants ou des griots. Nous sommes rarement appelés lors des baptêmes, des mariages ou des fêtes. Je ne constate de la considération qu'auprès du chef de canton », regrette-t-il.

Il estime que la relève n'est plus assurée, parce que la jeune génération s'intéresse de moins en moins à cet art. « Les temps ont changé. J'ai des enfants et la plupart sont instruits. Ils ne veulent même pas me voir avec cet instrument, à plus forte raison le jouer. Je peux vous assurer que c'est à partir de moi que cette tradition va s'arrêter. Si je meurs, il n'y aura personne pour continuer. L'artiste estime que la négligence et le manque de valorisation de la musique traditionnelle ont contribué à cette situation. Malgré ces difficultés, M. Mani Oumarou souhaite continuer à pratiquer son art aussi longtemps que possible. Il appelle toutefois les autorités à créer de meilleures conditions pour les artistes traditionnels. « En tant que traditionalistes, nous avons aussi notre part de contribution à apporter à la société. Nous disons des choses très sensées, nous avons une vision et parfois nous le disons, mais on ne nous prend pas au sérieux », affirme-t-il.

Le Tama qu'il utilise aujourd'hui a été acheté auprès de forgerons qui sculptent eux-mêmes le bois. La couture des éléments de l'instrument, en revanche, a été réalisée par lui-même. Avec sourire et nostalgie, il se souvient de la valeur que cet instrument avait autrefois. « Dans le temps, il avait de la valeur. Le bois, aussi petit soit-il, coûtait 5 000 francs CFA. Aujourd'hui, à 2 000 francs, on peut l'avoir. Je peux même vous le



Idrissa Hamadou/ONEP

vendre à 1 500 francs si vous en voulez. Personne n'en veut, je suis le seul », dit-il en riant.

Le directeur de la Maison de la culture Dan Anko de Mayahi, M. Abdou Saley, a, pour sa part, précisé que le Tama utilisé par Mani Oumarou sert à accompagner les chansons dédiées aux chefs traditionnels, à faire leurs louanges et à retracer leur histoire. Il a également indiqué que cet instrument serait, selon les estimations, vieux de plus d'une centaine d'années.

Il faut noter que, dans l'histoire, le tambour parlant ne servait pas uniquement à produire de la musique. Il constituait un véritable moyen de communication à longue distance. Les joueurs reproduisaient les intonations des langues locales afin de transmettre des messages d'un village à l'autre, d'annoncer des naissances, de convoquer des assemblées communautaires, de célébrer les chefs coutumiers ou encore de donner l'alerte en cas de danger. Il servait également à accompagner les récits, les danses, les fêtes et les cérémonies traditionnelles.

Cette tradition demeure profondément ancrée dans le patrimoine musical africain et particulièrement nigérien. Même si le Tama a progressivement perdu sa fonction de moyen de communication, il continue d'accompagner certaines cérémonies traditionnelles, notamment les mariages, les baptêmes, les naissances et diverses manifestations culturelles. À travers le parcours de Mani Oumarou, la pratique du Tama à Mayahi semble aujourd'hui menacée. Son témoignage rappelle l'urgence de valoriser les détenteurs du patrimoine culturel et de favoriser la transmission de leur savoir-faire aux jeunes générations, afin que cette tradition ne disparaisse pas avec ses derniers praticiens.

Assad Hamadou
Envoyé spécial



TRANCHE COMMUNE ENTENTE NIAMEY 2026



GAGNEZ JUSQU'À
20.000.000 FCFA
A LA TRANCHE COMMUNE ENTENTE



Jouez à partir de 500 FCFA
sur les 4 tirages spéciaux Loto 5/90
Et rendez-vous au Grand Tirage TCE 2026